

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 10 FÉVRIER 1951

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, FEBRUARY 10th, 1951

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc. sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be pubilshed several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volontes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
29088 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thurs day, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 wards.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
.King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
29088 — 1-52

Lettres patentes

Accueil Franco-Canadien Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt décembre 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Marc Léger, avocat, José Leroux, professeur, et Annette Lafleur, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Accueillir les Français de passage au Canada, sous le nom de "Accueil Franco-Canadien Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

29396-o

Letters Patent

Accueil Franco-Canadien Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Marc Léger, advocate, José Leroux, professor, and Annette Lafleur, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To greet the French who may be passing through Canada, under the name of "Accueil Franco-Canadien Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

29396

Acoustique & Plâtres Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1950, constituant en corporation: Maurice Gagné, Jacques Flynn, avocats, de la cité de Québec, et Eliette Dionne, secrétaire, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs-généraux, sous le nom de "Acoustique & Plâtres Inc.", avec un capital de $10,000 divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 889, avenue Royale, Beauport, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29396-o L. DÉSILETS.

Acoustique & Plâtres Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December 1950, incorporating: Maurice Gagné, Jacques Flynn, advocates, of the city of Quebec, and Eliette Dionne, secretary, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as general contractors, under the name of "Acoustique & Plâtres Inc.", with a capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 889 Royale Avenue, Beauport, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
29396 Deputy Attorney General.

Ad Mat Service Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept décembre 1950, constituant en corporation: George Harold Macdonnell Campbell, avocat, de Westmount, Henry Rieder, gérant, Lillian Margaret Gallagher, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de publicité dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Ad Mat Service Limited", avec un capital de $10,000 divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29396 L. DÉSILETS.

Ad Mat Service Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1950, incorporating: George Harold Macdonnell Campbell, advocate, of Westmount, Henry Rieder, manager, Lillian Margaret Gallagher, secretary, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on an advertising business in all its branches, under the name of "Ad Mat Service Limited", with a capital stock of $10,000 divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
29396-o Deputy Attorney General.

Allmo Paving, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1951, constituant en corporation: J.-Alphonse Allaire, épicier, de Lauzon, Jean-Marc Allaire, comptable, de Ste-Foy, et Maurice Moore, étudiant, de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Entreprendre et exercer le commerce et les fonctions d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Allmo Paving ,Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le quatre janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29396-o L. DÉSILETS.

Allmo Paving, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1951, incorporating: J. Alphonse Allaire, grocer, of Lauzon, Jean Marc Allaire, accountant, of Ste-Foy, and Maurice Moore, student, of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To undertake and carry on the business and activities of general building contractors, under the name of "Allmo Paving Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29396 Deputy Attorney General.

Association des Hommes d'Affaires de Rosemont Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres pa-

Association des Hommes d'Affaires de Rosemont Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of

tentes, en date du dix janvier 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Vadboncœur, avocat, de Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne, J.-René Désilets, comptable, Horace Montpetit, marchand, Gilles Chalifour, marchand, Léopold Brisebois, réceptioniste, Marcel Allaire, publiciste, tous de Rosemont, John Francis, mercier, Marcel Martin, épicier, Léo Geoffrion, mercier, Robert Gaulin, pharmacien, Marcel Allard, fleuriste, tous cinq de Montréal, et Pierre Péladeau, journaliste, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir et favoriser directement ou indirectement, les intérêts économiques, financiers, commerciaux, industriels, professionnels, sociaux, culturels, patriotiques, civiques et sportifs des hommes d'affaires de Rosemont, sous le nom de "Association des Hommes d'Affaires de Rosemont Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

Bart School Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1950, constituant en corporation: Jean Bart, instituteur, Jean-Guy Bart, instituteur, Dame Marguerite Robin, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Bart, et Dame Agathe Dion, épouse contractuellement séparée de biens de Jean-Guy Bart, tous des cités et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Posséder et maintenir, en la cité de Québec, une institution d'éducation et d'enseignement sous le nom de "Bart School Inc.", avec un capital de $22,000 divisé en 220 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

Barvin Mines Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions des compagnies minière de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre janvier 1951, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat et conseil en loi du Roi, Rita Marin et Françoise Gagnon, toutes deux secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques: donner une valeur marchande à ces minc-

January, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Pierre Vadboncœur, advocate, of Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne, J. René Désilets, accountant, Horace Montpetit, merchant, Gilles Chalifour, merchant, Léopold Brisebois, receptionist, Marcel Allaire, publicist, all of Rosemont, John Francis, haberdasher, Marcel Martin, grocer, Léo Geoffrion, haberdasher, Robert Gaulin, pharmacist, Marcel Allard, florist, all five of Montreal, and Pierre Péladeau, journalist, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote and further, directly or indirectly the economic, financial, commercial, industrial, professional, social, cultural, patriotic, civic and sports interests of the business men of Rosemount, under the name of "Association des Hommes d'Affaires de Rosemont Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

Bart School Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1950, incorporating: Jean Bart, teacher, Jean Guy Bart, teacher, Dame Marguerite Robin, wife separate as to property by marriage contract of Jean Bart, and Dame Agathe Dion, wife separate as to property by marriage contract of Jean Guy Bart, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To own and maintain, in the city of Quebec, an institution of education and learning ,under the name "Bart School Inc.", with a capital stock of $22,000 divided into 220 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

Barvin Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1951, incorporating: Henri Crépeau, advocate and King's Counsel, Rita Marin and Françoise Gagnon, both secretaries, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks, and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatso-

rais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Barvin Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de $3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à 132 ouest, rue St-Jacques, (c. 326), Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29396 L. DÉSILETS.

ever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Barvin Mines Limited", (No Personal Liability)", with a capital stock of $3, 000,-000 divided into 3,000,000 shares of $1. each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at 132 St. James St. W. (r. 326), Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29396-o Deputy Attorney General.

Beebe Bobbin and Lumber Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept décembre 1950, constituant en corporation: Harold Baker Patterson, gérant, Ronald Floyd Minor, garagiste, et Henry Wilfred Jorgenson, comptable, tous de la cité de Magog, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Manufacturer, négocier et faire le commerce de billots, bois brut et préparé et produits de toutes sortes de la boiserie, sous le nom de "Beebe Bobbin and Lumber Co. Ltd.".

Le montant du capital de la compagnie sera composé de 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et de 3,000 actions ordinaires sans valeur au pair. La compagnie commencera ses opérations avec une somme de pas moins que $18,500.

Le siège social de la compagnie sera au village de Beebe, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396 L. DÉSILETS.

Beebe Bobbin and Lumber Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1950, incorporating: Harold Baker Patterson, manager, Ronald Flyod Minor, garagist, and Henry Wilfrid Jorgenson, accountant, all of the City of Magog, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To manufacture, trade and deal in logs, lumber rough and dressed, woodworking products of all kinds, under the name of "Beebe Bobbin and Lumber Co. Ltd.".

The amount of the capital stock of the company is to be 350 preferred shares of a par value of $100 each, and 3,000 no par value common shares. The company will commence its operation with a sum of not less than $18,500.

The head office of the company will be at the Village of Beebe, Judicial District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396-o Deputy Attorney General.

Belle Copper and Gold Mines Limited (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies Minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1950, constituant en corporation: J.-Ernest Paquin, entrepreneur-peintre, Edmond Morneault, entrepreneur-peintre, et Lucien Boucher, menuisier, tous domiciliés à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer ,sous le nom de "Belle Copper and Gold Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital de $2,000,000 divisé en 2,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Belle Copper and Gold Mines Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1950, incorporating: J. Ernest Paquin, painting contractor, Edmond Morneault, painting contractor, and Lucien Boucher, joiner, all domoiciled at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Belle Copper and Gold Mines Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of $2,000,000 divided into 2,000,000 shares of $1 each.

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount paid or agreed to be paid to the company for its chares.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

Cliche Auto St-Georges Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1950, constituant en corporation: Wilfrid Cliche, gérant, Martha Cliche, commis, tous deux de Vallée Jonction, et Patrick Cliche, industriel, de Saint-Georges, tous du district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Conduire et exercer le commerce de garagiste en général, sous le nom de "Cliche Auto St-Georges Inc.", avec un capital de $100,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de $25 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Georges de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

Côté & Godbout Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1951, constituant en corporation: Louis-Philippe Côté, Lucien Godbout et Patrice Côté, industriels, de Trois-Pistoles, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants;

Faire et exercer le commerce de manufacturiers ou négociants de bois, de planche, de pulpe de pâte à pulpe, de papier et d'autres produits ou sous-produits du bois et de la pulpe, sous le nom de "Côté & Godbout Inc.", avec un capital de $300,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 29,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Pistoles, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général le huit janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

Crescent Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux décembre 1950, constituant en corporation: Norman Genser, avocat, Sydney Phillips, avocat et Tessey Frankel, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnies de placements et d'immeubles, sous le nom de "Crescent Realty Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

Cliche Auto St-Georges Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1950, incorporating: Wilfrid Cliche, manager, Martha Cliche, clerk, both of Valley Junction, and Patrick Cliche, industrialist, of Saint-Georges, all of the judicial district of Beauce, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of garage keeper in general, under the name of "Cliche Auto St-Georges Inc.", with a capital stock of $100,000 divided into 2,000 common shares of $25 each and 2,000 preferred shares of $25 each.

The head office of the company will be at Saint-Georges de Beauce, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

Côté & Godbout Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1951, incorporating: Louis Philippe Côté, Lucien Godbout and Patrice Côté, industrialists, of Trois-Pistoles, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To carry on and engage in the business of manufacturers of and dealers in wood, board, pulp, pulp waste, paper and other products or by-products of wood and pulp, under the name of "Côté & Godbout Inc.", with a capital stock of $300,000 divided into 1,000 common shares of $10 each and 29,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Trois-Pistoles, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

Crescent Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1950, incorporating: Norman Genser, advocate, Sydney Phillips, advocate and, Tessy Frankel, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on an investment and real estate business, under the name of "Crescent Realty Inc.", with a capital stock of $40,000. divided into 390 preferred shares having a par value of $100. each, and 1,000 common shares having a par value of $1. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396 L. DÉSILETS.

Damase Lalonde Limitée
Damase Lalonde Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1950, constituant en corporation: Roma Lalonde, industriel, Hervé Laurier, comptable, tous deux de Verdun, et Laurel Mauffette, comptable, de Lakeside, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

D'exercer les fonctions de plombiers, ferblantiers; faire affaires comme entrepreneurs généraux, constructeurs, sous le nom de "Damase Lalonde Limitée"—"Damase Lalonde Limited", avec un capital de $40,000 divisé en 20 actions communes de $100 chacune et en 380 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

Dionne Automobiles Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1951, constituant en corporation: Gérard Simard, avocat, Alphonse Chassé, avocat, et Juliette Dechamplain, sténographe, tous de Rimouski, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce de voitures-automobiles, de véhicules-moteurs, de tous genres et de tous modèles; faire le commerce de garagiste, sous le nom de "Dionne Automobile Incorporée", avec un capital de $200,000 divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 10,000 privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le neuf janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

D. & E. Interests Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt décembre 1950, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, C.R., Manuel Shacter, avocat et Thelma Bean, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements;

Administrer et gérer des biens mobiliers et immobiliers, sous le nom de "D. & E. Interests Inc.", avec un capital de $300,000 divisé en 29,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396-o Deputy Attorney General.

Damase Lalonde Limitée
Damase Lalonde Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1950 incorporating: Roma Lalonde, industrialist, Hervé Laurier, accountant, both of Verdun, and Laurel Mauffette, accountant, of Lakeside, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbers, tinsmiths; to act as general contractors and builders, under the name of "Damase Lalonde Limitée"—"Damase Lalonde Limited" with a capital stock of $40,000, divided into 20 common shares of $100 each and 380 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

Dionne Automobiles Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1951, incorporating: Gérard Simard, advocate, Alphonse Chassé, advocate, and Juliette Dechamplain, stenographer, all of Rimouski, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, automobiles of all kinds and types; to carry on the garage business, under the name of "Dionne Automobiles Incorporé", with a capital stock of $200,000 divided into 10,000 common shares of $10 each and 10,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

D. & E. Interests Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1950, incorporating: Louis H. Rohrlick, K.C., Manuel Shacter, advocate, and Thelma Bean, secretary, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company;

To administer and manage property, moveable and immoveable, under the name of "D. &. E. Interests Inc.", with a capital stock of $300,000 divided into 29,500 preferred shares of the par value of $10 each, and 50 common shares of the par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396 L. DÉSILETS.

E. Bouchard & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept décembre 1950, constituant en corporation: Emile Bouchard, marchand, Charlemagne Bouchard, comptable, Adelstan Bouchard, avocat, tous de Saint-Hyacinthe, et Dame Françoise Bouchard, épouse contractuellement séparée de biens de Jean-Marie Dufresne, agent, du Village La Providence, tous du district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchand en gros et distributeur de tabacs et produits du tabac, articles de fumeur, bonbons, produits alimentaires et ménagers, sous le nom de "E. Bouchard & Fils Ltée", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

Ferland & Laliberté, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1950, constituant en corporation: Omer Ferland, François Ferland et Jean-Charles Ferland, marchands, de Métabetchouan, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, de meubles, ferronneries, matériaux de construction, sous le nom de "Ferland & Laliberté, Limitée", avec un capital de $75,000 divisé en 500 actions communes de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Métabetchouan, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

Fouresome Interests Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept décembre 1950, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, C.R., Manuel Shacter, avocats et Thelma Bean, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, détenir et posséder des terrains, immeubles et biens immobiliers de toute description, et développer, améliorer et exploiter toutes telles propriété, sous le nom de "Fouresomme Interests Ltd.", avec un capital de $3,000 divisé en 30 actions ordinaires de $100 chacune.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396-o Deputy Attorney General.

E. Bouchard & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1950, incorporating: Emile Bouchard, merchant, Charlemagne Bouchard, accountant, Adelstan Bouchard, advocate, all of Saint Hyacinthe, and Dame Françoise Bouchard, wife separate as to property by marriage contract of Jean Marie Dufresne, agent, of the Village of La Provindence, all of the judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale dealer in and distributor of tabacco and tobacco products, smokers's supplies, candies, foodstuffs household products, under the name of "E. Bouchard & Fils Ltée", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

Ferland & Laliberté, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1950, incorporating: Omer Ferland, François Ferland and Jean Charles Ferland, merchants, of Métabetchouan, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To deal in products, furniture, ironwate and building requisites, under the name of "Ferland & Laliberté, Limitée", with a capital stock of $75,000 divided into 500 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Métabetchouan judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1950.

L. DÉSILETS.

29396 Deputy Attorney General.

Fouresome Interests Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1950, incorporating: Louis H. Rohrlick, K.C., Manuel Shacter, advocates, and Thelma Bean, secrétary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire and to hold and own lands, real estate and immoveables of every description, and to develop, improve and exploit any such property, under the name of "Fouresome Interests Ltd.", with a capital stock of $3,000 divided into 30 common shares of $100. each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396-o Deputy Attorney General.

Gaspé Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq janvier 1951, constituant en corporation: William Morin, C.R., André Verge, avocats et Fleurette Dussault, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter, opérer, administrer un ou plusieurs garages, postes d'essence, station de service, sous le nom de "Gaspé Automobile Inc.", avec un capital de $20,000 divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Anne-des-Monts, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général le cinq janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

Gaspé Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1951, incorporating: William Morin, K.C., André Verge, advocates, and Fleurette Dussault, secretary, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate, maintain and manage one or more garages, gasoline stations and service stations, under the name of "Gaspé Automobile Inc.", with a capital stock of $20,000 divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this fith day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

Gérard Dumais Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux décembre 1950, constituant en corporation: Gérard Dumais, gérant de vente, Hazel McLean Dumais, ménagère, épouse séparée de biens de Gérard Dumais et dûment autorisée par lui, et Olivette Dumais, commis tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers de chaussures, gants et articles en caoutchouc et en cuir de toutes sortes, sous le nom de "Gérard Dumais Inc.", avec un capital de $10,000 divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

Gérard Dumais Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1950, incorporating: Gérard Dumais, sales manager, Hazel McLean Dumais, housewife, wife separate as to property of Gérard Dumais, and duly authorized by him, and Olivette Dumais, clerk, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of and dealers in footwear, gloves and rubber and leather articles of every kind, under the name of "Gérard Dumais Inc.", with a capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

G. Marchand & Frère Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq janvier 1951, constituant en corporation: Maurice Gagnon, commerçant, Guy Marchand, commis, et Léon-Georges Gagnon, comptable public, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles de sports de toutes sortes, d'outils et autres articles de ferronnerie, d'accessoires électriques, d'articles de librairie, sous le nom de "G. Marchand & Frère Ltée", avec un capital de $40,000 divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune, et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

G. Marchand & Frère Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1951, incorporating: Maurice Gagnon, merchant, Guy Marchand, clerk, and Léon Georges Gagnon, public accountant, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture and deal in sporting goods of all kinds, tools and other articles of hardware, electric appliances, and articles of stationery, under the name of "G. Marchand & Frère Ltée", with a capital stock of $40,000 divided into 2,000 common shares of $10 each, and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

Imprimerie Richelieu Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept décembre 1950, constituant en corporation: Armand Sirois, imprimeur, Marcel Robitaille, comptable, et Marthe Mongeau, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce et un atelier d'imprimerie, de gravure, de librairie, de papeterie et autres objets connexes, sous le nom de "Imprimerie Richelieu Limitée", avec un capital de $25,000 divisé en 250 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1292, rue Ste-Élisabeth, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

J. A. Boucher Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1950, constituant en corporation: Joseph-Auguste Boucher, marchand, Adrien Hamel, commis, tous deux de Granby, district judiciaire de Bedford, et Jean-Paul Denis, comptable agréé, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de meubles, articles de ménages, accessoires électriques, ferronnerie et articles de sport, sous le nom de "J. A. Boucher Ltée", avec un capital de $80,000 divisé en 6,000 actions communes de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

Jean-Paul Rousseau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux décembre 1950, constituant en corporation: Jean-Paul Rousseau, marchand, de Nicolet, district judiciaire de Nicolet, Jean-Berchmans Bélanger et Pascal Di Maulo, comptables, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et ferronneries, d'accessoires électriques, de matériaux de pomberie et de construction, sous le nom de "Jean-Paul Rousseau Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

Imprimerie Richelieu Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1950, incorporating: Armand Sirois, printer, Marcel Robitaille, accountant, and Marthe Mongeau, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business and operate a plant for printing, engraving, stationery, paper, and other kindred objects, under the name of "Imprimerie Richelieu Limitée", with a capital stock of $25,000, divided into 250 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at 1292 Ste-Elizabeth Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

J. A. Boucher Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1950, incorporating: Joseph Auguste Boucher, merchant, Adrien Hamel, clerk, both of Granby, judicial district of Bedford, and Jean Paul Denis, chartered accountant, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, household effects, electric appliances, ironware and sporting goods, under the name of "J. A. Boucher Ltée", with a capital stock of $80,000 divided into 6,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

Jean-Paul Rousseau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1950, incorporating: Jean Paul Rousseau, merchant, of Nicolet, judicial district of Nicolet, Jean Berchmans Bélanger and Pascal Di Maulo, accountants, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and ironware, electrical accessories, plumbing supplies and building requisites, under the name of "Jean-Paul Rousseau Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

Knowlton Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf décembre 1950, constituant en corporation: Richard Dale Weldon, Edmond-Jacques Courtois, Ross Trenholme Clarkson, Edward Knatchbull-Hugessen, avocats et Catherine Stirling Rutledge, secrétaire, veuve, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat, détenir pour placement ou autrement disposer de biens réels et personnels de toute sorte et description, sous le nom de "Knowlton Investments Limited", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires ou membres, à l'exclusion des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie, n'excèdera pas vingt;

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29396 L. DÉSILETS,

Knowlton Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1950, incorporating: Richard Dale Weldon, Edmond-Jacques Courtois, Ross Trenholme Clarkson, Edward Knatchbull-Hugessen, advocates, and Catherine Stirling Rutledge, secretary, widow, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, hold for investment or otherwise dispose of real and personal property of every kind and descritpion, under the name of "Knowlton Investments Limited", with a capital stock of $40,000. divided into 400 shares of $100 each.

The number of its shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of the company, shall not exceed twenty;

The head office of the Corporation will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
29396-o Deputy Attorney General.

Lacolle Tire Repair Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1950, constituant en corporation; Delphis Blain, marchand, André Blain, comptable, et Raynald Bourgeois, mécanicien, tous de Lacolle, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Opérer un garage; faire le commerce d'appareils et d'accessoires de tout genre pour automobiles et tous autres véhicules, sous le nom de "Lacolle Tire Repair Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lacolle, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1950.

L'Assistnat-procureur général,
29396-o L. DÉSILETS.

Lacolle Tire Repair Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1950, incorporating: Delphis Blain, merchant, André Blain, accountant, and Raynald Bourgeois, mechanic, all of Lacolle, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To operate a garage; to deal in equipment and supplies of all kinds for automobiles and other vehicles, under the name of "Lacolle Rire Repair Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Lacolle, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
29396 Deputy Attorney General.

L'Association des Chemins d'Hiver Nicolet-Ste-Monique-Ste-Perpétue

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Leiutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept décembre 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Félicien Lemaire, beurrier, Ste-Perpétue, Lucien Florent, cultivateur, et L.-Robert Beauchemin, cultivateur, tous deux de Nicolet, district judiciaire de Nicolet, pour les objets suivants:

Le droit d'entretenir des chemins d'hiver, sous le nom de "L'Association des Chemins d'Hiver Nicolet-Ste-Monique-Ste-Perpétue".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

L'Association des Chemins d'Hiver Nicolet-Ste-Monique-Ste-Perpétue

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: Félicien Lemaire, butter manufacturer, Ste-Perpétue, Lucien Florent, farmer and L. Robert Beauchemin, farmer, both of Nicolet, judicial district of Nicolet, for the following purposes:

The right to maintain winter roads, under the name of "L'Association des Chemins d'Hiver Nicolet-Ste-Monique-Ste-Perpétue".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Nicolet, judicial district of Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

L. B. Delaney Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept décembre 1950, constituant en corporation: Émé, Lacroix, avocat, de Ville Mont-Royal, Lucien Thouin, avocat, et Paula Boisvert, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme contracteur, constructeur général, sous le nom de "L. B. Delaney Co. Ltd.", avec un capital de $25,000 divisé en 200 actions privilégiées de $100 chacune, et en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

Le Bureau Industriel et Touristique du Cap de la Madeleine Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Descoteaux, entrepreneur, E.-H. Desmarais, ajusteur, Paul Dupuis, journaliste, Jean-Paul Dupont, comptable, Gustave Catellier, courtier, Paul-E. Roy, manufacturier, Georges Louthood, électricien, Phil Blouin, controleur, Jack Vining, comptable, et Jérôme Loranger, notaire, tous du Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-rivières, pour les objets suivants:

La création d'un bureau pour promouvoir l'industrie en général et principalement l'industrie touristique, sous le nom de "Le Bureau Industriel et Touristique du Cap de la Madeleine Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera au Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

L'Oeuvre des Jeunes de St-Simon

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix janvier 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-Philippe Lepage, camionneur, Albert Poirier, marchand, Bernard Poirier, commis, Jean-Louis Henry, menuisier, et Emile Paquet, commis, tous de Saint-Siémon, district judiciaire de Bonaventure ,pour les objets suivants:

Travailler au bien moral et intellectuel dans la paroisse, sous le nom de "L'Oeuvre des Jeunes de Saint-Siméon".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

L. B. Delaney Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1950, incorporating: Émé Lacroix, advocate, of the Town of Mount-Royal, Lucien Thouin, advocate, and Paula Boisvert, stenographer, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as contractor, general builder, under the name of "L. B. Delaney Co. Ltd.", with a capital stock of $25,000, divided into 200 preferred shares of $100 each, and 500 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

Le Bureau Industriel et Touristique du Cap de la Madeleine Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Descoteaux, contractor, E. H. Desmarais, adjuster, Paul Dupuis, journalist, Jean Paul Dupont, accountant, Gustave Catellier, broker, Paul E... Roy, manufacturer, Georges Louthood, electrician, Phil Blouin, comptroller, Jack Vining, accountant and Jérôme Loranger, notary, all of Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

The creation of an office or bureau for the promotion of industry in general and the tourist trade in particular, under the name of "Le Bureau Industriel et Touristique du Cap de la Madeleine Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

L'Oeuvre des Jeunes de St-Siméon

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Louis Philippe Lepage, carter, Albert Poirier, merchant, Bernard Poirier, clerk Jean Louis Henry, joiner, and Emile Paquet, clerk, all of Saint-Siméon, judicial district of Bonaventure, for the following purposes:

To work for the moral and intellectual good of the parish, under the name of "L'Oeuvre des Jeunes de St-Siméon".

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux à l'argent, les jeux de hasard, les jeux de hasard et d'habileté, les paris illégaux et ne permettent pas non plus à la corporation requérante de demander, obtenir ou exploiter une licence octroyée par la Commission des Liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $15,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Siméon, district judiciaire de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

The powers conferred do not permit gambling, games of chance, games of chance and skill, illegal betting nor do they permit the corporation to apply for, hold or operate a license granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is $15,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Siméon, judicial district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

Melvin Cohen Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept décembre 1950, constituant en corporation: Harold S. Freeman, B. Benno Cohen, tous deux avocats et Hyman Freeman, vendeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser et entreprendre la production et la représentation de vues animées et divertissements théâtraux, sous le nom de "Melvin Cohen Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 150 actions privilégiées de $100 chacune et en 250 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396 L. DÉSILETS.

Melvin Cohen Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1950, incorporating: Harold S. Freeman, B. Benno Cohen, both advocates, and Hyman Freeman, salesman, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To provide for and engage in the production and performance of moving pictures, theatrical entertainment, under the name of "Melvin Cohen Inc.", with a capital stock of $40,000. divided into 150 preferred shares of $100. each, and 250 common shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396-o Deputy Attorney General.

Nettoyeur Richelieu Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date, du vingt-neuf décembre 1950, constituant en corporation: Philip Nolan, industriel, Louise Morisset Nolan, ménagère épouse contractuellement séparée de biens de Philip Nolan, et Pierre Côté, avocat, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de teinturier et nettoyeur sous toutes ses formes, sous le nom de "Nettoyeur Richelieu Inc.", avec un capital de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à 20.

Le siège social de la compagnie sera à 26, rue Richelieu, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt neuf décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

Nettoyeur Richelieu Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1950, incorporating: Philip Nolan, industrialist, Louise Morisset Nolan, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Philip Nolan, and Pierre Côté, advocate, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on, under all forms, the business of dyer and cleaner, under the name of "Nettoyeur Richelieu Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The number of shareholders will be limited to 20.

The head office of the company will be at 26 Richelieu Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

Notre-Dame Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1951, constituant en corporation: Gisèle Mercier, secrétaire, Jean Racicot, notaire, tous deux de la cité de Montréal, et

Notre-Dame Lumber Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1951, incorporating: Gisèle Mercier, secretary, Jean Racicot, notary, both of the city of Montreal, and Marc Leroux, notary, of the

Marc Leroux, notaire, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois, sous le nom de "Notre-Dame Lumber Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $50 chacune et 500 actions privilégiéde d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

Town of Mount-Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as lumber merchants, under the name of "Notre-Dame Lumber Inc.", with a capital stock of $40,000, divided into 300 common shares, of a par value of $50 each, and 500 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

P. A. Boutin, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1950, constituant en corporation: J.-Pierre Boutin, avocat et courtier en assurances, Charles-Eugène Mercier, gérant, tous deux de Quebec, et Roger Létourneau, avocat, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec pour les objets suivants:

Subordonnément aux dispositions de la Loi des Assurances de Québec (chapitre 289, S.R.Q. 1941), entreprendre et exercer le commerce et les fonctions de courtiers en assurances de toutes sortes, sous le nom de "P. A. Boutin, Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 80, rue Saint-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

P. A. Boutin, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1950, incorporating: J. Pierre Boutin, advocate and insurance broker, Charles Eugène Mercier, manager, both of Quebec, and Roger Létourneau, advocate, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

Subordinate to the provisions of the Quebec Insurance Act (Chapter 299, R.S.Q., 1941), to engage in and carry on the business and activities of insurance brokers of all kinds, under the name of "P. A. Boutin, Inc.", with a capital stock of $40,000 divisded into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 80 St. Peter street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

Pilon Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept décembre 1950, constituant en corporation: Georges Bilodeau, marchand de bois, Aurèle Pilon et Omer Pilon, marchands de bois, tous de Hull, district judiciaire de Hull, pour les objets suivants;

Manufacturer et généralement faire le commerce du bois et de tous ses produits et sous-produits; faire le commerce de contracteur général et constructeur, sous le nom de "Pilon Ltée", avec un capital de $100,000 divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

Pilon Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1950, incorporating: Georges Bilodeau, lumber merchants, Aurèle Pilon, and Omer Pilon, lumber merchants, all of Hull, judicial district of Hull, for the following purposes:

To manufacture and deal generally in lumber and in all its products and byproducts; to carry on the business of general contractor and builder under the name of "Pilon Ltée", with a capital stock of $100,000 divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will by at Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

Plouffe & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix janvier 1951, constituant en corporation: Paul-Emile Plouffe, marchand, Emilienne Nadeau, sténographe, et Gaétan Raymond, avo-

Plouffe & Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1951, incorporating: Paul-Emile Plouffe, merchant, Émilienne Nadeau, stenographer, and Gaétan Raymond, advocate, all

car, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du bois, sous le nom de "Plouffe & Cie Ltée", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the lumber business, under the name of "Plouffe & Cie Ltée", with a capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

Quality Pants Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit décembre 1950, constituant en corporation: Joseph Rosenthal, entrepreneur, Norman Genser, et Sydney Philips, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et négocier toutes sortes de pantalons pour hommes et garçons, sous le nom de "Quality Pants Limited", avec un capital de $40,000 divisé en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396 L. DÉSILETS.

Quality Pants Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1950, incorporating: Joseph Rosenthal, contractor, Norman Genser, and Sydney Phillips, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in all kinds of pants for men and boys, under the name of "Quality Pants Limited", with a capital stock of $40,000 divided into 390 preferred shares having a par value of $100 each, and 1,000 common shares having a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396-o Deputy Attorney General.

Rapid Oxygen Ltée
Rapid Oxygen Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un décembre 1950, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, de Cartierville, Réal Marcoux, avocat, et Lucienne Mérineau, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, produire, utiliser, acheter, vendre de l'oxygène, hydrogène, argon, hydrogène, air liquide, froid, tous autres gaz et toutes sortes de métaux sous le nom de "Rapid Oxygen Ltée" — "Rapid Oxygen Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

Rapid Oxygen Ltée
Rapid Oxygen Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1950, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, of Cartierville, Réal Marcoux, advocate, and Lucienne Mérineau, secretary, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, use, buy, sell oxygen, nitrogen, argon, hydrogen, liquid air, cold, and all other types of gas and metals, under the name of "Rapid Oxygen Ltée" — "Rapid Oxygen Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 100 common shares of $10 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Marieville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

Rojak Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf décembre 1950, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de Westmount et Theodore H. Shapiro, avocat, de

Rojak Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1950., incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, of the City of Montreal, Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of Westmount, and Theodore H. Shapiro, advocate, of the Town of Mount-

ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Rojak Corporation", avec un capital de $500,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 4,900 actions catégorie A d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396 L. DÉSILETS.

Savon Campeau Soap Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept décembre 1950, constituant en corporation: Ben Bernstein, conseil en loi du Roi, Maurice J. Boxer, avocat et Dame Leah Levy, sténographe, épouse séparée de biens de Louis Lefcovitch, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de savon; exercer le commerce qui consiste à manufacturer des produits pharmaceutiques et à agir comme chimistes et pharmaciens en général, sous le nom de "Savon Campeau Soap Inc.", avec un capital de $30,000 divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396 L. DÉSILETS.

Snajard Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept décembre 1950, constituant en corporation: Alan B. Gold, Murray Lapin, avocats de la cité de Montréal, Marcus Myer Sperber, avocat et conseil en loi du Roi, de Westmount et Anne Lash, secrétaire, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de fermetures curseurs, fermoirs éclairs et de toutes les parties constituantes d'iceux et toute machineries, outils, outillage, matériaux et produits, sous le nom de "Snajard Incorporated", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396 L. DÉSILETS,

Théberge Automobile Ltée
Théberge Automobile Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

Royal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Rojak Corporation", with a capital stock of $500,000. divided into 100 common shares of a par value of $100. each and 4,900 Class A shares of a par value of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396-o Deputy Attorney General.

Savon Campeau Soap Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1950, incorporating: Ben Bernstein, King's Counsel, Maurice J. Boxer, advocate, and Dame Leah Levy, stenographer, wife separate as to property of Louis Lefcovitch, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of soap manufacturers and dealers; to carry on business as pharmaceutical, manufacturing and general chemists and druggists, under the name of "Savon Campeau Soap Inc.", with a capital stock of $30,000. divided into 200 common shares of $100. each, and 100 preferred shares of the par value of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396-o Deputy Attorney General.

Snajard Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1950, incorporating: Alan B. Gold, Murray Lapin, advocates, of the City of Montreal, Marcus Meyer Sperber, advocate and King's Counsel, of Westmount, and Anne Lash, secretary, of Westmount, all of the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of merchants in slide fasteners, zippers and all composite parts thereof, and all machinery, tools, equipment, materials and products, under the name of "Snajard Incorporated", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396-o Deputy Attorney General.

Théberge Automobile Ltée
Théberge Automobile Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt et un décembre 1950, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, de Cartierville, Réal Marcoux, avocat, et Lucienne Mérineau, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce en général sous toutes ses formes de toutes sortes de voitures automobiles; opérer des garages, sous le nom de "Théberge Automobile Ltée"—"Théberbe Automobile Ltd." avec un capital de $100,000 divisé en 900 actions privilégiées de $100 chacune, et en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29396-o L. DÉSILETS.

Tire Centre Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept décembre 1950, constituant en corporation: Cécile Lahaie, Berthe Ouimet, secrétaires, de la cité de Montréal, Rodolphe Paré, avocat, de Lachine, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Maintenir et opérer des garages, sous le nom de "Tire Centre Limited", avec un capital de $100,000 divisé en 10,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont Viau, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29396-o L. DÉSILETS.

Trudeau & Trudeau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et un décembre 1950, constituant en corporation: Frank Bernard Chauvin, Jean Martineau, avocats, et Cécile Content, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurances, sujet aux clauses de la Loi des Assurances de Québec, sous le nom de "Trudeau & Trudeau Limitée", avec un capital de $39,000 divisé en 100 actions communes d'une valeur au pair de $10 chacune et en 380 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un décembre 1950.

L'Assistant-procureur-général,
29396-o L. DÉSILETS.

Valère Brochu Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1950, constituant en corporation: Valère Brochu, entrepreneur, de Beauport, Maurice Gagné, et Jacques Flynn, avocats,

first day of December, 1950, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, of Cartierville, Real Marcoux, advocate, and Lucienne Mérineau, secretary, both of the city of Montreal, all of the Judicial district of Montreal, for the following purposes.

To deal generally, under all forms, in all kinds of motor vehicles, to operate garages, under the name of "Théberge Automobile Ltée"—"Théberge Automobile Ltd." with a capital stock of $100,000, divided into 900 preferred shares of $100 each, and 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Marieville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
29396 Deputy Attorney General.

Tire Centre Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1950, incorporating: Cécile Lahaie, Berthe Ouimet, secretaries, of the city of Montreal, Rodolphe Paré, advocate, of Lachine, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To maintain and operate garages, under the name of "Tire Centre Limited", with a capital stock of $100,000, divided into 10,000 shares, of $10 each.

The head office of the company will be at Pont Viau, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
29396 Deputy Attorney General.

Trudeau & Trudeau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1950, incorporating: Frank Bernard Chauvin, Jean Martineau, advocates, and Cécile Contant, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, subject to the clauses of the Quebec Insurance Act, under the name of "Trudeau & Trudeau Limitée", with a capital stock of $39,000 divided into 100 common shares of a par value of $10 each and 380 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
29396 Deputy Attorney General.

Valère Brochu Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1950, incorporating: Valère Brochu, contractor, of Beauport, Maurice Gagné and Jacques Flynn, advocates, both of the city of Que-

tous deux de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs-généraux, sous le nom de "Valère Brochu Inc.", avec un capital de $100,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $50 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 889, Avenue Royale, Beauport, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

bec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as general contractors, under the name of "Valère Brochu Inc.", with a capital stock of $100,000 divided into 1,000 common shares of a nominal value of $50 each, and 500 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 889 Royale Avenue, Beauport, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

Welch Motor Sales Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze janvier 1951, constituant en corporation: J. L. Welch, industriel, P.-E. Bélanger, comptable, et Dame Marie-Paule Giroux-Welch, ménagère, épouse séparée de biens de J. L. Welch, tous de Beauport-Est, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles, sous le nom de "Welch Motor Sales Limited", avec un capital de $49,000 divisé en 490 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1100, Avenue Royale, Beauport-Est, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le onze janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

Welch Motor Sales Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1951, incorporating: J. L. Welch, industrialist, P. E. Bélanger, accountant, and Dame Marie-Paule Giroux-Welch, housewife, wife separate as to property of J. L. Welch, all of Beauport-East, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in and with automobiles, under the name of "Welch Motor Sales Limited", with a capital stock of $49,000 divided into 490 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1100 Avenue Royale, Beauport-East, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

Zicat & Frères, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par la Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept décembre 1950, constituant en corporation: Georges-Edouard Zicat, manufacturier, Raymond Cossette, notaire, Paul Turgeon, comptable, et Anne-Marie Lajeunesse, sténodactylo, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de chassures de toutes sortes, d'articles en cuir en général et de tous accessoires pouvant s'y rapporter sous le nom de "Zicat & Frères, Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 120 actions ordinaires de $100 chacune et en 280 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29396-o L. DÉSILETS.

Zicat & Frères, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1950, incorporating: Georges Edouard Zicat, manufacturer, Raymond Cossette, notary, Paul Turgeon, accountant, and Anne Marie Lajeunesse, stenographer-typist, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in footwear of all kinds, leather goods in general and all accessories which may be connected therewith, under the name of "Zicat & Frères Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 120 common shares of $100 each and 280 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29396 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

A. Desroches, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentairse en date du 5 janvier 1951, à la com-

Supplementary Letters Patent

A. Desroches, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fifth day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "A.

pagnie "A. Desroches, Inc.", ratifiant son règlement N° 31 portant son capital-actions de $50,000 à $125,000 par la création de 1,500 actions privilégiées de $50 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29397-o L. DÉSILETS.

Alma Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 janvier 1951, à la compagnie "Alma Construction, Limitée", ratifiant une résolution de ladite compagnie étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 8 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29397-o L. DÉSILETS.

Better Built Cloak Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 29 décembre 1950, à la Compagnie "Better Built Cloak Co. Limited", ratifiant son règlement N° 24: *a*) réduisant le capital autorisé de la compagnie de $20,000 à $10,000 par l'annulation de 200 actions ordinaires de $50 chacune; *b*) augmentant ledit capital de $10,000 à $75,000 par la création de 6,500 actions privilégiées de $10 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29397 L. DÉSILETS.

Boudrias Frères Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 janvier 1951, à la compagnie "Boudrias Frères Limitée", ratifiant son règlement N° IA portant son capital-actions de $48,600 à $123,600 par la création de 7,500 actions privilégiées de $10 chacune, sujettes aux droits et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29397-o L. DÉSILETS.

Collet Frères Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 janvier

Desroches, Inc.", ratifiying its By-law No. 31, increasing its capital stock from $50,000 to $125,000, by the creation of 1,500 preferred shares of $50 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the sais By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29397 Deputy Attorney General.

Alma Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Alma Construction, Limitée", ratifying a resolution of the said company, extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29397 Deputy Attorney General.

Better Built Cloak Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Better Built Cloak Co. Limited", ratifying its By-Law No. 24: *a*) reducing from $20,000 to $10,000 the authorized capital stock of the company by the cancellation of 200 common shares of $50 each; *b*) increasing the said capital stock from $10,000 to $75,000 by the creation of 6,500 preferred shares of $10 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29397-o Deputy Attorney General.

Boudrias Frères Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, inconformity with section 2, of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Boudrias Frères Limitée" ratifying its By-law IA, increasing its capital stock from $48,600 to $123,600 by the creation of 7,500 preferred shares of $10 each, subject to the rights and restrictions mentioned in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29397 Deputy Attorney General.

Collet Frères Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the eleventh day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter

1951, à la compagnie "Collet Frères Limitée", ratifiant son règlement N° XXI portant son capital-actions de $100,000 à $600,000 par la création de 5,000 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29397-o L. DÉSILETS.

Crabtree & Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, R.S.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 10 janvier 1951, à la compagnie "Crabtree & Company Ltd.", ratifiant son règlement spécial "A", augmentant son capital par la création de 12,000 actions privilégiées de $5 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 10 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29397 L. DÉSILETS.

Craven Clothes & Sportswear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 15 janvier 1951, à la compagnie "Craven Clothes & Sportswear Inc.", ratifiant son règlement N° 22, augmentant son capital de $20,000 à $100,000 par la création de 800 actions privilégiées additionnelles de $50 chacune, et de 800 actions privilégiées additionnelles de $50 chacune, sujettes aux mêmes droits, et restrictions que ceux attachés aux actions privilégiées créées par les lettres patentes.

Datées du bureau du Procureur général, le 15 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29397 L. DÉSILETS.

C. Robitaille Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 décembre 1950, à la compagnie "C. Robitaille Inc.", ratifiant son règlement no VI: 1° subdivisant 1,490 actions ordinaires de $100 chacune en 29,800 actions ordinaires de $5; 2° convertissant 29,800 actions ordinaires de $5 chacune en 29,800 actions privilégiées de $5 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29397-o L. DÉSILETS.

Enterprise Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province

276, to the company "Collet Frères Limitée", ratifying its By-law No. XXI increasing its capital stock from $100,000 to $600,000, by the creation of 5,000 preferred shares of $100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29397 Deputy Attorney General.

Crabtree & Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Crabtree & Company Ltd.", ratifying its Special By-law "A" increasing its capital stock by the creation of 12,000 preferred shares of $5 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General this 10th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29397-o Deputy Attorney General.

Craven Clothes & Sportswear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Craven Clothes & Sportswear Inc.", ratifying its By-Law No. 22 increasing its capital stock from $20,000 to $100,000 by the creation of 800 additional common shares of $50 each and 800 additional preferred shares of $50 each, subject to the same rights and restrictions as those attaching to the preferred shares created by the letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this 15th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29397-o Deputy Attorney General.

C. Robitaille Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-seventh day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "C. Robitaille Inc.", ratifying its By-law No. VI: 1. subdividing 1,490 common shares of $100 each into 29,800 common shares of $5 each; 2. converting 29,800 common shares of $5 each into 29,800 preferred shares of $5 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
29397 Deputy Attorney General.

Enterprise Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of January, 1951,

vince de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 5 janvier 1951, à la compagnie "Enterprise Realties & Construction Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 avril 1950, ratifiant: *a*) son règlement spécial "A", changeant son nom en celui de "Enterprise Holdings Ltd." *b*) une résolution étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29397 L. DÉSILETS.

Forest Specialties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi R.S.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 12 janvier 1951 à la compagnie "Forest Specialties Inc.", ratifiant son règlement N° III, augmentant son capital de $10,000 à $135,000 par la création de 1,250 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29397 L. DÉSILETS.

Girard-MacLean Limited
Girard-MacLean Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplementaires en date du 4 janvier 1951, à la compagnie "Girard-MacLean Limited—Girard-MacLean Limitée", ratifiant son règlement N° IV, augmentant son capital autorisé de $99,000 à $349,000 par la création de 2,500 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux droits, restrictions et priviléges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 4 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29397 L. DÉSILETS.

Hamster Skin Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplementaires, en date du 9 janvier 1951, à la compagnie "Hamster Skin Co. Ltd.", ratifiant son règlement N° XVI changeant et refondant les 40,000 actions ordinaires de $1 en 8,000 actions ordinaires sans valeur nominale, et fixant à la somme de $40,000 le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le 9 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29397-o L. DÉSILETS.

Héroux & Robert Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplé-

were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Enterprise Realties & Construction Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated April 17th, 1950, ratifying: *a*) its Special By-Law "A" changing its name to that of "Enterprise Holdings Ltd.", *b*) a resolution extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this 5th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29397-o Deputy Attorney General.

Forest Specialties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of of the Quebec Companies' Act,supplementary letters patent, bearing date the 12th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morissset, inconformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Forest Specialties Inc.", ratifying its By-law No. III increasing its capital stock from $10,000 to $135,000 by the creation of 1,250 preferred shares of $100 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 12th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29397-o Deputy Attorney General.

Girard-MacLean Limited
Girard-MacLean Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Girard-MacLean Limited"—"Girard-MacLean Limitée", ratifying its By-law No. IV increasing its authorized capital stock from $99,000 to $349,000 by the creation of 2,500 preferred shares of $100 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 4th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29397-o Deputy Attorney General.

Hamster Skin Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the ninth day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Hamster Skin Co. Ltd.", ratifying its By-law No. XVI changing and converting the 40,000 common shares of $1 each, into 8,000 common shares without nominal value and fixing to the sum of $40,000, the amount with which the company shall continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29397 Deputy Attorney General.

Héroux & Robert Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-seventh day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-

mentaires, en date du 27 décembre 1950, à la compagnie "Héroux & Robert Limitée",ratifiant ses "Règlements Spéciaux "A" et "B": 1) réduisant son capital-actions de $99,000 à 39,100 par l'annulation de 599 actions communes non émises de $100 chacune: 2) portant son capital-actions de $39,100 à $239,100 par la creation de 2,000 actions privilégiées de $100 chacune sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29397-o L. DÉSILETS.

Hotel Clarendon Limitée
Clarendon Hotel Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 décembre 1950, à la compagnie "Hotel Clarendon Limitée" — "Clarendon Hotel Limited", ratifiant son règlement N° 3: 1) portant son capital-actions de $199,000 à $700,000 par la création de 10 actions ordinaires additionnelles de $100 chacune et de 100,000 actions privilégiées de $5 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement; 2° imposant certaines modifications aux lettres patentes concernant le transfert des actions.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29397-o L. DÉSILETS.

Howard-Bienvenu Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Quebec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 11 janvier 1951, à la compagnie "Howard-Bienvenu Inc.", ratifiant son règlement N° 39, augmentant son capital de $49,000 à $349,000 par la création de 3,000 actions privilégiése de $100 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29397 L. DÉSILETS.

Immeubles Ferland Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 décembre 1950, à la compagnie "Immeubles Ferland Inc.", ratifiant son règlement no VI portant son capital de $49,000 a $149,000 par la création de 20,000 actions privilégiées de $5 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29397-o L. DÉSILETS.

Governor of the Province of Quebec, to the company "Héroux & Robert Limitée", ratifying its "Special By-laws" "A and "B" 1) reducing its capital stock from $99,000 to $39,100, by the cancellation of 599 unissed common shares of $100 each; 2) increasing its capital stock from $39,100 to $239,100 by the creation of 2,000 preferred shares of $100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29397 Deputy Attorney General.

Hotel Clarendon Limitée
Clarendon Hotel Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-seventh day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Hôtel Clarendon Limitée" — "Clarendon Hotel Limited", ratifying its by-law No. 3: 1) increasing its capital stock from $199,000 to $700,000 by the creation of 10 additional common shares of $100 each and 100,000 preferred shares of $5 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law; 2) imposing certain amendments to the letters patent concerning the transfer of shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29397 Deputy Attorney General.

Howard-Bienvenu Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Howard-Bienvenu Inc.", ratifying its By-Law No. 39 increasing its capital stock from $49,000 to $349,000 by the creation of 3,000 preferred shares of $100 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 11th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29397-o Deputy Attorney General.

Immeubles Ferland Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-seventh day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Immeubles Ferland Inc.", ratifying its By-Law No. VI increasing its capital stock from $49,000 to $149,000 by the creation of 20,000 preferred shares of $5 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, December 27, 1950

L. DÉSILETS,

29397 Deputy Attorney General.

La Compagnie de Publication du Nouvelliste Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 décembre 1950, à "La Compagnie de Publication du Nouvelliste Limitée", ratifiant son règlement no 4: 1° convertissant 5,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 5,000 actions ordinaires de $5 chacune et 5,000 actions claisse "A" sans valeur au pair en 5,000 actions claisse "A" de $5 chacune; 2° portant le capital-actions de la compagnie de $50,000 à $350,000 par la création de 3,000 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29397-o L. DÉSILETS.

La Compagnie de Publication du Nouvelliste Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-seventh day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Compagnie de Publication du Nouvelliste Limitée", ratifying its By-law No. 4: 1. converting 5,000 common shares without par value into 5,000 common shares of $5 each and 5,000 class "A" shares without par value into 5,000 class "A" shares of $5 each; 2. increasing the capital stock of the company from $50,000 to $350,000 by the creation of 3,000 preferred shares of $100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29397 Deputy Attorney General.

La Tribune Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 décembre 1950, à la compagnie "La Tribune Limitée", ratifiant son règlement no 1-B: 1° subdivisant 999 actions ordinaires de $100 chacune en 9990 actions ordinaires de $10 chacune; 2° convertissant 4995 actions ordinaires de $10 chacune en 4995 actions de la classe "A" de $10 chacune sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement; 3° portant le capital-actions de la compagnie de $99,900 à $599,900 par la création de 5,000 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 28 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29397-o L. DÉSILETS.

La Tribune Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-eighth day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-vernor of the Province of Quebec, to the company "La Tribune Limitée", ratifying its By-law No. 1-B: 1. subdividing 999 common shares of $100 each into 9990 common shares of $10 each; 2. converting 4995 common shares of $10 each into 4995 Class "A" shares of $10 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said By-law; 3. increasing the company's capital stock from $99,900 to $599,900 by the creation of 5,000 preferred shares of $100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, December twenty-eighth, 1950.

L. DÉSILETS,

29397 Deputy Attorney General.

Le Meuble de Disraëli Ltée
Disraëli Furniture Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 janvier 1951, à la compagnie "Le Meuble de Disraëli Ltée"—Disraëli Furniture Ltd.", ratifiant son règlement spécial "A" portant son capital-actions de $45,000 à $100,000 par la création de 150 actions ordinaires additionnelles de $100 chacune et de 400 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29397-o L. DÉSILETS.

Le Meuble de Disraëli Ltée
Disraëli Furniture Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twelfth day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Le Meuble de Disraëli Ltée"—"Disraëli Furniture Ltd.", ratifying its Special By-law "A" increasing its capital stock from $45,000 to $100,000 by the creation of 150 additional common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29397 Deputy Attorney General.

Little Queen Dress Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, R.S.Q. 1941, chapitre 276, des lettres pa-

Little Queen Dress Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with

tentes supplémentaires en date du 9 janvier 1951, à la compagnie "Little Queen Dress Company Limited", ratifiant son règlement N° 27, augmentant son capital de $49,000 à $199,000 par la création de 1,500 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 9 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29397 L. DÉSILETS.

Louis T. Blais Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 28 décembre 1950, à la compagnie "Louis T. Blais Limitée", ratifiant son règlement spécial "C", augmentant son capital autorisé de $20,000 à $120,000 par la création de 20,000 actions privilégiées de $5 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 28 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29397 L. DÉSILETS.

MacLachlan-Wood Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 12 janvier 1951, à la compagnie "MacLechlan-Wood Limited", ratifiant un règlement augmentant son capital de $30,000 à $130,000 par la création de 1,000 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29397 L. DÉSILETS.

Manganese Steel Castings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 10 janvier 1951, à la compagnie "Manganese Steel Castings Limited", ratifiant son règlement spécial "A", augmentant son capital de $49,000 à $149,000 par la création de 10,000 actions privilégiées de $10 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 10 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29397 L. DÉSILETS.

Mortgage and Discount Corporation of Canada

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred

section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Little Queen Dress Company Limited", ratifying its By-law No. 27 increasing its capital stock from $49,000 to $199,000 by the creation of 1,500 preferred shares of $100 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 9th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29397-o Deputy Attorney General.

Louis T. Blais Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Louis T. Blais Limitée" ratifying its Special By-law "C" increasing its authorized capital stock from $20,000 to $120,000 by the creation of 20,000 preferred shares of $5 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29397-o Deputy Attorney General.

MacLachlan-Wood Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of Januray, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "MacLachlan-Wood Limited", ratifying a by-law increasing its capital stock from $30,000 to $130,000 by the creation of 1,000 preferred shares of $100 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 12th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29397-o Deputy Attorney General.

Manganese Steel Castings Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of January 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the compagny "Manganese Steel Castings Limited", ratifying its Special By-Law "A" increasing its capital stock from $49,000 to $149,000 by the creation of 10,000 preferred shares of $10 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 10th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29397-o Deputy Attorney General.

Mortgage and Discount Corporation of Canada

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Gov-

Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 16 janvier 1951, à la compagnie "Mortgage and Discourt Corporation of Canada", ratifiant son règlement spécial No 3, augmentant son capital par la création de 5,000 actions privilégiées de $5 chacune, sujettes aux droits, restrictions et priviléges énumérés audit règlement et fixant à $5,300 le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29397 L. DÉSILETS.

ernor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Mortagage and Discount Corporation of Canada", ratifying its Special By-Law No. 3 increasing its capital stock by the creation of 5,000 preferred shares of $5 each, subject to the rights ,restrictions and privileges enumerated in the said by-law; and fixing at $5,300 the amount with which the company will continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29397-o Deputy Attorney General.

New York Wire Works Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en dates du 29 décembre 1950, à la compagnie "New York Wire Works Limited", ratifiant un règlement de ladite compagnie augmentant son capital de $12,880 à $100,000 par la création de 1,212 actions ordinaires additionnelles de $10 et de 7,500 actions privilégiées de $10 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionné audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29397 L. DÉSILETS.

New York Wire Works Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "New York Wire Works Limited", ratifying a By-law of the said company increasing its capital stock from $12,880 to $100,000 by creation of $1,212 additional common shares of $10 and 7,500 preferred shares of $10 each, subject to the privileges and restrictions in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29397-o Deputy Attorney General.

Nu-Bilt Bedding Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 17 janvier 1951, à la compagnie "Nu-Bilt Bedding Ltd.", ratifiant son règlement N° 48, augmentant son capital de $10,000 à $100,000 par la création de 900 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29397 L. DÉSILETS.

Nu-Bilt Bedding Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Nu-Bilt Bedding Ltd.", ratifying its By-law No. 48 increasing its capital stock from $10,000 to $100,000 by the creation of 900 preferred shares of $100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29397-o Deputy Attorney General.

Nu-Bilt Chesterfield Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 17 janvier 1951, à la compagnie "Nu-Bilt Chesterfiled Mfg. Co. Ltd.", ratifiant son règlement N° 23, augmentant son capital de $20,000 à $100,000 par la création de 800 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29397 L. DÉSILETS.

Nu-Bilt Chesterfield Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Nu-Bilt Chesterfield Mfg. Co. Ltd.", ratifying its By-law No. 23 increasing its capital stock from $20,000 to $100,000 by the creation of 800 preferred shares of $100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29397-o Deputy Attorney General.

Paris Maid Footwear Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 5 janvier 1951, à la compagnie "Paris Maid Footwear Company, Limited", ratifiant son règlement spécial "C.., augmentant son capital autorisé par la création de 5,000 actions privilégiées de $10 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29397 L. DÉSILETS.

Paris Maid Footwear Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Paris Maid Footwear Company, Limited", ratifying its Special By-Law "C" increasing its authorized capital stock by the creation of 5,000 preferred shares of $10 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 5th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29397-o Deputy Attorney General.

Peninsular Oil Corporation Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 4 janvier 1951, à la compagnie "Peninsular Oil Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle), ratifiant son règlement spécial "A", augmentant son capital de $2,000,000 à $3,500,000 par la création de 1,500,000 actions ordinaires additionnelles de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 4 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29397 L. DÉSILETS.

Peninsular Oil Corporation Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Peninsular Oil Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle) ratifying its Special By-Law "A" increasing its capital stock from $2,000,000 to $3,500,000 by the creation of 1,500,000 additional common shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 4th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29397-o Deputy Attorney General.

Sample Dress Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 4 janvier 1951, à la compagnie "Sample Dress Inc.", ratifiant son règlement N° 20, augmentant son capital autorisé de $20,000 à $150,000 par la création de 130,000 actions privilégiées de $1 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 4 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29397 L. DÉSILETS.

Sample Dress Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Sample Dress Inc.", ratifying its By-Law No. 20 increasing its authorized capital stock from $20,000 to $150,000 by the creation of 130,000 preferred shares of $1 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 4th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29397-o Deputy Attorney General.

St. Lawrence Accessories & Automotive Parts Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 30 décembre 1950, à la compagnie "St. Lawrence Accessories & Automotive Parts Ltd.", ratifiant son règlement "B", augmentant son capital de $50,000 à $1,050,000, par la création de 100,000 actions privilégiées de $10 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 30 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29397 L. DÉSILETS.

St. Lawrence Accessories & Automotive Parts Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "St. Lawrence Accessories & Automotive Parts Ltd.", rarifying its By-law "B" increasing its capital stock from $50,000 to $1,050,000 by the creation of 100,000 preferred shares of $10 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29397-o Deputy Attorney General.

Théâtre Beloeil Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Théâtre Beloeil Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 janvier 1951, à la compagnie "Théâtre Beloeil Ltée", ratifiant 1° règlement spécial "A" modifiant ses pouvoirs; 2° son règlement spécial "B" convertissant 300 actions ordinaires de $100 chacune en 300 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29397-o L. DÉSILETS.

letters patent, bearing date the fifth day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Théâtre Belœil Ltée", ratifying: 1. its Special By-law "A" amending its powers; 2. its Special By-law "B" converting 300 common shares of $100 each into 300 preferred shares of $100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29397 Deputy Attorney General.

Triangle Refrigeration Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 janvier 1951, à la compagnie "Triangle Refrigeration Company", ratifiant son règlement spécial "A"; 1° convertissant 750 actions ordinaires de $100 chacune en 300 actions classe "A" de $10 chacune, 300 actions classe "B" de $100 et 420 actions privilégiées de $100 chacune, lesdites actions classe "B" et actions privilégiées sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement; 2° modifiant les dispositions des lettres patentes en ajoutant certaines restrictions au transfert des actions.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29397-o L. DÉSILETS.

Triangle Refrigeration Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eleventh day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Triangle Refrigeration Company", ratifying its Special By-law "A": 1. converting 750 common shares of $100 each into 300 Class "A" shares of $10 each, 300 Class "B" shares of $100 and 420 preferred shares of $100 each, the said Class "B" shares and preferred shares being subject to the privileges and restrictions mentioned in the said By-law; 2. amending the provisions of the letters patent by adding certain restrictions as regards the transfer of shares.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29397 Deputy Attorney General.

Victoria Shirt Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 29 décembre 1950, à la compagnie "Victoria Shirt Limited", ratifiant son règlement spécial "A", augmentant son capital par la création de 20,000 actions privilégiées de $5 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement, et fixant à $23,095 le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29397 L. DÉSILETS.

Victoria Shirt Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1950, wee issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Victoria Shirt Limited", ratifying its Special By-Law "A" increasing its capital stock by the creation of 20,000 preferred shares of $5 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law, and fixing at $23,095 the amount with which the company will continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
29397-o Deputy Attorney General.

Yamaska Shirt Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 29 décembre 1950, à la compagnie "Yamaska Garments Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 mars 1929, ratifiant: 1° son règlement spécial "A": *a*) réduisant le capital de la compagnie par l'annulation de 1,000 actions privilégiées rachetées de $50 chacune; *b*) augmentant ledit capital par la création de 99,800 actions privilégiées de $5 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement, et fixant à $58,400 le montant avec lequel

Yamaska Shirt Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Yamaska Garments Limited" incorporated by letters patent bearing date the 16th day of March, 1929, ratifying: 1. its Special By-Law "A": *a*) reducing the capital stock of the company by the cancellation of 1,000 redeemed preferred shares of $50 each; *b*) increasing the said capitals tock by the creation of 99,800 preferred shares of $5 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law, and fixing at $58,400 the amount with which the company

la compagnie continuera ses opérations; 2° son règlement spécial "B" changeant le nom de la compagnie en celui de "Yamaska Shirt Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 29 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29397 L. DÉSILETS.

will continue its operations; 2° its Special By-Law "B" changing the name of the company to that of "Yamaska Shirt Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
29397-o Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Longueuil s'adressera à la présente session de la Législature de la Province de Québec, pour obtenir l'adoption d'une loi, en sus des pouvoirs déjà mentionnés dans le premier avis qu'elle a donné, pour être déclarée propriétaire du lot de subdivision 124 du lot oroiginaire N° 199 (199-124), et du lct de subdivision 45 du lot originaire N° 198 (198-45) des plan et livre de renvoi officiels de la Cité de Longueuil, autrefois la propriété de la succession de Dame Suzanne McVey, veuve de Edmond Quinn.

Montréal, le 1er février 1951.

Les Procureurs de la Cité de Longueuil,
29415-6-4-o LAMARRE & LAMARRE

Avis de présentation d'un bill privé

Le soussigné donne avis qu'un Bill Privé sera présenté au cours de la présente session de la Législature de Québec par le Dr. Frederick Reichman de la cité de Montréal, dans le but d'être admis à l'exercice de la profession de chirurgien dentiste dans la Province de Québec.

Montréal, le 30 janvier 1951.

Le Procureur du Dr. Frederick Reichman,
29416-6-4-o CHARLES CODERRE.

AVIS

Avis vous est par les présente donné que monsieur Francis Joseph Starzynski, de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la Legislature de la province de Québec, lors de la présente session, pour la passation d'une loi autorisant à changer son nom de Starzynski en celui de Starr.

Montréal, le 5 février 1951.

Les Procureurs dudit
Francis Joseph Starzynski,
Lafleur, Fortier & Ste-Marie.
29419-6-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que messieurs Louis Bulteau, Jean-Marie Gaudet, Rodolphe Goulet, J.-Oswald Houle, F. H. Perrin, de la cité de Montréal, Maurice Bernier, de la cité de St-Hyacinthe, et J.P. Caron, de St-Jean, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de réglementer l'exercice de la chiropratique dans la province de Québec.

Québec, le 6 février 1951.

Le Procureur des pétitionnaires,
29439-6-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Longueuil will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act, in addition to the powers already mentioned, in the first public notice given, to be declared the proprietor of subdivision lot 124 of original lot No. 199 (199-124) and of subdivision lot 45 of original lot No. 198 (198-45) of the official plan and book of reference for the City of Longueuil, heretofore the property of the Estate of Dame Suzanne McVey, widow of Edmond Quinn.

Montreal, February 1st, 1951.

LAMARRE & LAMARRE,
29415-6-4 Attorneys for the City of Longueuil.

Notice of Presentation of a Private Bill

The undersigned gives notice that a Private Bill will be presented during the present session of the Quebec Legislature by Dr. Frederick Reichman, of the city of Montreal, for the purpose of being admitted to the practice of the profession of dental surgeon in the Province of Quebec.

Montreal, January 30, 1951.

CHARLES CODERRE,
29416-6-4 Attorney for Dr. Frederick Reichman.

NOTICE

Notice is hereby given by Mr. Francis Joseph Starzynski, of the City and district of Montreal that he will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing him to change his name from Starzynski to that of Starr.

Montreal, February 5th, 1951.

Lafleur, Fortier & Ste-Marie,
Attorneys for said
Francis Joseph Starzynski.
29419-6-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that messrs. Louis Bulteau, Jean-Marie Gaudet, Rodolphe Goulet, J. Oswald Houle, F. H. Perrin, of the city of Montréal, Maurice Bernier, of the city of St-Hyacinthe, and J.P. Caron, of St-Jean, shall apply to the Quebec Legislature, at its present session, applying for the adoption of an act to regulate the practice of chiropractic in the province of Quebec.

Quebec, February 6th, 1951.

VICTOR TRÉPANIER, K.C.
29439-6-4-o Attorney for the petitioners.

Canada, Province de Québec, district de Terrebonne.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Ville de Terrebonne, corps politique incorporé selon la Loi, ayant son siège social à Terrebonne, dans le district de Terrebonne, s'adressera à la présente Session de la Législature de Québec, pour faire amender sa charte dans le but d'être autorisée à emprunter sur simple résolution, une somme n'excédant pas cent cinquante mille dollars, à un taux n'excédant pas quatre pour-cent et pour une période de temps n'excédant pas vingt ans; laquelle somme devra servir à acquérir et améliorer ou construire et entretenir en totalité ou en parties, un ou des immeubles devant servir en totalité ou en parties, à des fins municipales ou industrielles, telle résolution ne devant prendre force et effet qu'après avoir été approuvée par les électeurs, propriétaires suivant la Loi, et après avoir reçu en outre, l'approbation de la Commission Municipale de Québec.

Saint-Jérôme, le 16 janvier 1951.

Le Procureur de la Ville de Terrebonne, requérante,
29337-4-4-o LUCIEN THINEL.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne.

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Terrebonne, a body politic and corporate according to law, having its head office at Terrebonne, in the district of Terrebonne, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, to have its charter amended for the purpose of being authorized to borrow, on simple resolution, an amount not exceeding one hundred and fifty thousand dollars, at a rate not exceeding four per cent and for a period of time not exceeding twenty years; this amount to be used to acquire and improve or build and maintain in whole or in part, one or more immovables to be used, in whole or in part, for municipal or industrial purposes, such resolution to come into force and become effective only after being approved by the electors, proprietors according to Law, and after having received, moreover, the approval of the Quebec Municipal Commission.

Saint-Jérôme, January 16, 1951.

LUCIEN THINEL,
Attorney for the Town of Terrebonne
29337-4-4 petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Ligue Anti-tuberculeuse de Montréal Inc. (Montreal Anti-tuberculosis League Inc.), de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de corriger une clause du testament de feu Miss Nora Jennie Welch, en date du 23 avril 1946.

Quebec, le 24 janvier 1951.

Le Procureur de la pétitionnaire,
29338-4-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Montreal Anti-tuberculosis League Inc. (Ligue Anti-tuberculeuse de Montréal Inc.), of the city of Montreal, will apply to the Legislature, at its present session, to ask for the adoption of an act to amend a clause of the will of the late Miss Nora Jennie Welch, dated a April 23th 1946.

Quebec, January 24th 1951.

VICTOR TRÉPANIER, K.C.,
29338-4-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité d'Arvida dans le comté de Chicoutimi s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi aux fins de changer leur nom en celui de La Commission des Écoles Catholiques d'Arvida; de mettre l'enseignement technique et classique donné à Arvida sous le contrôle de la Commission des Écoles Catholiques d'Arvida à certaines conditions: de numéroter les sièges des commissaires et de substituer en conséquence certaines dispositions d'application particulière à la Commission des Écoles Catholique d'Arvida pour les dispositions correspondantes de la Loi de l'Instruction Publique; et d'autoriser pour le président et les commissaires une compensation annuelle pour frais de déplacement et autres dépenses.

Arvida, ce 20 janvier, 1951.

Le Procureur de la requérante,
29316-4-4-o A. DUMONTIER.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Arvida in the County of Chicoutimi will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an act for the purpose of changing their name to The Catholic School Board of Arvida; placing the technical and classical courses given at Arvida under the control of the Catholic School Board of Arvida subject to certain conditions; numbering the seats of the commissioners and in consequence substituting certain dispositions of special application to the Catholic School Board of Arvida for corresponding dispositions of the Education act; and authorizing an annual compensation to the Chairman and commissioners of the Catholic School Board of Arvida for their travelling and other expenses.

Arvida, this 20th January 1951.

A. DUMONTIER,
29316-4-4-o Attorney for the petitioners.

Canada, Province de Québec District de Québec

Avis public est par les présentes donné que Dame Alice Pelletier, en religion Sœur St-Louis de Gonzague, Dame Emma Roberge, en religion Sœur St-Adelphe, Dame Blanche Dufour, en religion Sœur St-Pierre de Rome, et Dame Angélina Massé, en religion Sœur Ste-Alida, toutes

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

Public notice is hereby given that Dame Alice Pelletier, in religion Sister St-Louis de Gonzague, Dame Emma Roberge, in religion Sister St-Adelphe, Dame Blanche Dufour, in religion Sister St-Pierre de Rome, and Dame Angélina Massé, in religion Sister Ste-Alida, all

de la Communauté des Sœurs de la Charité de Québec, et respectivement Supérieure, Assistante, Conseillère et Econome de l'Institution hospitalière connue sous le nom de l'Hôpital Laval, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa présente Session pour obtenir l'adoption d'une loi incorporant les requérantes et leurs successeurs en office, en corporation sous le nom de l'Hôpital Laval, et octroyant à la dite corporation les droits et pouvoirs dont elle a besoin aux fins d'opérer, administrer et développer son hôpital spécialisé pour tuberculeux, avec service de médecine, de chirurgie, d'obstétrique d'orthopédie et de pharmacie, dispensaires, laboratoires, cliniques d'expérimentation et de recherches scientifiques, maison de gardes-malades, maison de convalescents, quartier de médecins et école de gardes-malades étudiantes et post-graduées.

Québec, le 17 janvier 1951.

Le Procureur des pétitionnaires,
VICTOR TRÉPANIER.

29278-3-4-o

of the Community of the Sister of Charity of Quebec, and respectively the Superior, Assistant, Councillor and Econome of the hospital known as the "Hôpital Laval", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act incorporating the petitioners and their successors in office, as a corporation under the name of "Hôpital Laval", and to grant to the said corporation the rights and powers which it requires to operate manage and develop its hospital specializing in tubercular diseases, with medical, surgical, obstetrical and orthopaedic services, pharmacies, dispensaries, laboratories, clinics for experimental and scientific research, nurses residences, convalescent homes, doctors quarters and a student and post-graduate nursing school.

Quebec, January 17, 1951.

VICTOR TRÉPANIER,
Attorney for the petitioners.

29278-3-4

VILLE DE BELOEIL

AVIS PUBLIC

La Ville de Beloeil s'adressera à sa présente session de la législature provinciale pour obtenir des modifications à sa Charte, dans le but de préciser et augmenter ses pouvoirs d'emprunt, de changer la date des élections des membres de son Conseil, pour prolonger la durée des fonctions des membres du Conseil et pour réglementer et interdire les salles de danse et grills.

Montréal, ce 11 janvier, 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL-RAYMOND CHOQUETTE.

29248-3-4-o

THE TOWN OF BELOEIL

PUBLIC NOTICE

The Town of Beloeil will apply to the Provincial Legislature at its present session, to amend its Charter, for the purpose of defining and increasing its borrowing power, to change the date of the election of the members of its Council, to extend the term office of members of its Council and to prohibit and regulate dance halls and grills.

Montreal January 11, 1951.

PAUL-RAYMOND CHOQUETTE,
Secretary-Treasurer.

29248-3-4-o

AVIS PUBLIC

Amendements à la charte de la Cité d'Outremont

Avis est par les présentes donné que la Cité d'Outremont s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes: servir une pension à l'ingénieur-administrateur et au greffier de la Cité.

Donné en la cité d'Outremont, P.Q., le 15 janvier 1951.

L'Avocat de la Cité d'Outremont,
ROBERT DUFRESNE.

29255-3-4-o

PUBLIC NOTICE

Amendments to the charter of the City of Outremont.

Notice is hereby given by the City of Outremont that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to obtain certain amendments to its charter on the following matters: to pay a pension to the engineer-manager and to the city clerk of the City.

Given at Outremont, P.Q., on the 15th day of January 1951.

ROBERT DUFRESNE,
Attorney for the City of Outremont.

29255-3-4-o

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Dame Arthémise Boisvert, veuve de Joseph Drapeau, Dame Cécile Drapeau, épouse séparée de biens de Pierre Bureau, propriétaire d'hôtel, Dame Madeleine Drapeau, épouse séparée de biens de Joseph Warren Casgrain, gérant, Bernadette Drapeau, fille majeure et usant de ses droits et Philippe Drapeau, Léopold Drapeau, Gérard Drapeau, Edouard Drapeau & Roland Drapeau, gérants, tous de la cité de Québec et Dame Jeanne Drapeau, épouse séparée de biens de Paul Dionne de la cité de Montréal, quincaillier, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, lors de sa session pour l'adoptation d'une loi accordant des pouvoirs ordinaires et extraordinaires aux exécuteurs testamentaires de la succession Joseph Drapeau, pour la bonne exécution du testament de feu Joseph Drapeau.

Québec, le 25 janvier 1951.

Les Procureurs des requérants,
GALIPEAULT & GALIPEAULT.

29394-5-4-o

NOTICE

Public notice is hereby given that Mrs. Arthémise Boisvert, widow of Joseph Drapeau, Mrs. Cécile Drapeau, wife separate as to property of Pierre Bureau, hotel owner, Mrs. Madeleine Drapeau, wife separate as to property of Joseph Warren-Casgrain, manager, Bernadette Drapeau, spinster and Philippe Drapeau, Léopold Drapeau, Gérard Drapeau, Edouard Drapeau & Roland Drapeau, managers, all of the city of Quebec and Mrs. Jeanne Drapeau, wife separate as to property of Paul Dionne hardware merchant will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its session for the passing of an Act granting ordinary and extraordinary powers in favour of the executors to the last will of Joseph Drapeau.

Quebec, 25th January, 1951.

GALIPEAULT & GALIPEAULT,
Attorneys for the Petitioners.

29394-5-4-o

Canada, Province de Québec, district de Québec

Avis public est par les présentes donné que la Corporation du Village Ste-Anne de Beaupré s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente Session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale l'autorisant à imposer et prélever une taxe de vente municipale de 2% sur la vente au détail de tout bien mobilier vendu pour usage ou consommation tant dans les limites de la municipalité du Village de Ste-Anne de Beaupré que dans les limites de la municipalité de la Paroisse de Ste-Anne de Beaupré.

Avis est également par les présentes donné que par la même loi les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Ste-Anne de Beaupré demanderont l'autorisation d'imposer et prélever dans leur territoire une taxe d'éducation de 1% sur la vente au détail, dans le dit territoire, de tout bien mobilier pour usage ou consommation dans les limites de la dite municipalité scolaire.

Québec, le 17 janvier 1951.

Le Procureur des pétitionnaires,
29279-3-4-o ALBERT DUMONTIER.

Canada, Province of Quebec, District of Quebe

Public notice is hereby given that the Corporation of the Village of Ste-Anne de Beaupré will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of a special Act authorizing it to impose and levy a municipal sales tax of 2% on retail sales of any movable sold for use or consumption both within the limits of the Municipality of the Village of Ste-Anne de Beaupré and within the limits of the Municipality of the Parish of Ste-Anne de Beaupré.

Notice is also hereby given that by the same Act the School Commissioners for the Municipality of Ste-Anne de Beaupré will apply for authorization to impose and levy, within their territory, an education tax of 1% on retail sales, in the said territory, on any movable for use or consumption within the limits of the said Schooll Municipality.

Quebec, January 17, 1951.

ALBERT DUMONTIER,
29279-3-4 Attorney for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par le présente donné que la corporation municipale de Notre-Dame du Lac dans le comté de Témiscouata et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame du Lac, s'adresseront à la Législature, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'accorder à la compagnie "Mobbs and Lewis (Canada) Ltd." une évaluation fixe, pendant une période de 10 ans, et pour autres fins.

Québec, le 16 janvier 1951.

Le Procureur des pétitionnaires,
29270-3-4-o VICTOR TREPANIER, C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the municipality of Notre-Dame du Lac in the county of Témiscouata and the school commissioners for the municipality of Notre-Dame du Lac, will apply to the Legislature, at its present session, praying for the adoption of an act for the purpose of granting to the "Mobbs and Lewis (Canada) Ltd"., a fixed evaluation for the period of 10 years, and for other purposes.

Quebec, January 16th 1951.

VICTOR TRÉPANIER, K.C..,
29270-3-4-o Attorney for the Petitioners.

La ville de Mont-Joli donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale amendant sa charte aux fins de lui accorder certains pouvoirs spéciaux d'administration, de réglementation, de régie interne, de taxation et d'emprunt, non déjà prévus à sa charte et en surplus des pouvoirs prévus par la loi des cités et villes.

Mont-Joli, le 10 janvier, 1951.

Le Procureur dûment autorisé,
29301-3-4-o LS-JOSEPH GAGNON, C.R.

The town of Mont-Joli hereby gives notices that it shall apply to the legislature of the province of Quebec at its present session, praying for the adoption of a special act amending its charter for the purposes of granting to it certain special powers of administration, regulation, internal administration, taxation and borrowing not already provided for in its charter and in addition to the powers already provided for by the citizen town Act.

Mont-Joli, January 10th, 1951.

LS-JOSEPH GAGNON, C.R.
29301-3-4-o Attorney for the petitioner.

Canada, Province de Québec, District de Québec

Avis public est par les présentes donné que "La Ville de Beauport" s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente Session, pour obtenir l'adoption d'une loi refondant sa charte octroyée par lettres patentes émises en date du 11 janvier 1924 et certaines dispositions de la Loi des Cités et Villes sur les matières suvantes, savoir:

1. Annexer au territoire de la Ville de Beauport une partie du territoire de la Paroisse de Beauport Ouest et partie d'un lot situé dans la Paroisse de Ste-Thérèse de Beauport: les dites parties de lots et lots portant les numéros: 548, 540, 538, 523, 502-A, 503, 500, 495, 491, 490, 483, 482, 475, 473, 468, 448, 443, 394, 391, 387, 385, 384, 383, 382, 379, 374, 367, 364, 362, 359 et 358 du cadastre officiel pour la Paroisse de Beauport.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

Public notice is hereby given that the town of Beauport will apply to the legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act revising its charter granted by letters patent issued under date of January 11, 1924, and certain prvoisions of the Cities and Towns Act, concerning the following matters, to wit:

1. To annex to the territory of the town of Beauport, a part of the territory of the parish of Beauport-West, and part of a lot situate in the parish of Ste-Thérèse-de-Beauport; the said parts of lots and lots bearing numbers 548, 540, 538, 523, 503-A, 503, 500, 495, 491, 490, 483, 482, 475, 473, 468, 448, 443, 394, 391, 387, 385, 384, 383, 382, 379, 374, 367, 364, 362, 359 and 358, of the official cadastre for the parish of Beauport.

2. Préciser par une nouvelle description les limites du territoire ainsi agrandi et modifié de la Ville de Beauport par l'addition des lots et parties de lots décrits au paragraphe précédent.

3. Préciser par une nouvelle description les limites des trois quartiers existants par suite de l'agrandissement du territoire de la Ville de Beauport.

4. Autoriser l'émission de billets d'assignation aux violateurs des règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique.

5. Autoriser la Ville à édicter et mettre en vigueur un nouveau règlement de construction et zonage par suite de l'agrandissement de son territoire résultant de l'annexion des lots décrits au premier paragraphe ci-dessus.

6. Obliger toute personne, société ou corporation utilisant les rues, ruelles et places publiques pour fins de transmission électrique, télégraphe, téléphone, éclairage ou pouvoir électrique, à déposer un plan en triplicata donnant tous les détails de la construction projetée et un estimé du coût.

7. Contracter par règlement un emprunt sujet à l'approbation préalable de la Commission Municipale de Québec, d'une somme ne dépassant pas cent vingt-cinq mille dollars, pour consolider des dettres liquides.

8. Réglementer les endroits de stationnement ou d'arrêt des autobus faisant un service interurbain, ailleurs qu'à une gare.

9. Acquérir, entretenir et maintenir des appareils pour la purification de l'eau et sa filtration si nécessaire.

10. Confirmer et valider l'imposition d'une taxe en rapport avec le ramassage et l'enlèvement des vidanges, sur toute corporation ou personne résidant dans la Ville et occupant à titre de propriétaire, locataire ou occupant une maison ou un établissement.

11. Autoriser la confection de rôles d'évaluation sur des fiches ou feuilles mobiles.

12. Autoriser le conseil à instituer par règlement une commission sportive.

13. Autoriser le conseil à instituer par règlement une commission d'urbanisme.

14. Autoriser le conseil à instituer par règlement une commission de l'industrie et du tourisme.

Et autres fins.

Québec, le 16 janvier 1951.

LA VILLE DE BEAUPORT,
Par le Procureur de la requérante.
29280-3-4-o PAUL MIQUELON.

2. To define, by a new description, the limits of the territory thus enlarged and modified of the town of Beauport, by the addition of the lots and parts of lots described in the preceding paragraph.

3. To define ,by a new description, the limits of the three existing wards owing to the enlargement of the territory of the town of Beauport.

4. To authorize the issue of notice of summons to anyone violating by-laws relating to traffic or public safety.

5. To authorize the Town to enact and put into force a new by-law for building and zoning, due to the expansion of its territory, resulting from the annexation of the lots described in the above first paragraph.

6. To oblige any person, society or corporation, using the streets, lanes and public places for purposes of electric transmission, telegraph, telephone, light or electric power, to file a plan, in triplicate, giving all details of the proposed construction and an estimate of the cost.

7. To contract, by By-law, a loan subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission, of a sum not exceeding one hundred and twenty-five thousand dollars, to consolidate liquid debts.

8. To regulate the parking or stopping places of the autobuses, carrying on interurban service, elsewhere than at a station.

9. To acquire, care for and maintain apparatus for the purifying of water and the filtering thereof if required.

10. To confirm and validate the levying of a tax concerning the collecting and removal of garbage, on any corporation or person residing in the town and occupying, asw oner, tenant or occupant, a house or an establishment.

11. To authorize the compiling of the valuation rolls on cards or loose-leaves.

12. To authorize the Council to institute, by By-law, a Sports Commission.

13. To authorize the Council to institute, by By-law, a town-planning Commission.

14. To authorize the Council to institute, by By-law, an Industry and a Tourist Commission.

And other purposes.

Quebec, January 16, 1951.

THE TOWN OF BEAUPORT,
per PAUL MIQUELON,
29280-3-o Attorney for the Petioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de l'Ascension de Notre Seigneur et les Commissaires d'Écoles de la Municipalité Garnier, dans le comté du Lac St-Jean, s'adresseront à la Législature de Québec à sa présente session, pour obtenir la passation d'une loi aux fins de ratifier et confirmer certaines résolutions relatives à l'évaluation de la propriété imposable de Aluminum Company of Canada, Limited, située dans le territoire sous leur juridiction respective, ainsi qu'à la responsabilité de cette compagnie pour taxes municipales et scolaires dans ledit territoire, et aussi aux fins de ratifier et confirmer les contrats passés entre lesdites corporations municipale et scolaire et Aluninum Company of Canada, Limited à la suite de l'adoption desdites résolutions.

Roberval, ce 12 janvier 1951.

Le Procureur des requérants,
29249-3-4-o A. DUMONTIER.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Corporation of l'Ascension de Notre Seigneur and the School Commissioners of the Municipality of Garner, in the county of Lake St. John, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act for the purpose of sanctioning and confirming certain resolutions respecting the valuation of taxable property of the Aluminum Company of Canada, Limited, situate in the territory under their respective jurisdiction, and also as rgards the liability of the said company for municipal and school taxes in the said territory, and also for the purpose of sanctioning and confirming contracts passed between the said municipal and school corporations and the Aluminum Company of Canada, Limited, following the adoption of the said resolutions.

Roberval, January 12, 1951.

A. DUMONTIER,
29249-3-4 Attorney for Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est donné que la Commission de transport de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à la présente session, pour demander des amendements à la Loi 14 George VI, chapitre 79, en vertu de laquelle elle est constituée, afin d'obtenir des pouvoirs additionnels lui facilitant l'organisation, la possession, le développement et l'administration d'un système général de transport en commun pour le bénéfice de la population de la cité de Montréal et du district métropolitain.

Montréal, ce 6 février 1951.

Le Secrétaire,
29453-6-4-o YVON CLERMONT.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Montrea Transportation Commission will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act amending the Act 14 George VI, chapter 79, in virtue of which said Commission is constituted, in order that additional powers be granted to it, facilitating the organization, the ownership, the development and the administration of a general system of public transportation for the benefit of the population of the city of Montreal and of the Metropolitan district.

Montreal, this 6th day of February 1951.

YVON CLERMONT,
29453-6-4-o Secretary.

AVIS

Avis est par les présentes donné que messieurs Dominique Bolduc, de Sainte-Marie, Beauce, P.Q., René Massicotte et Gérard Paquet, de Québec, et autres, tous horlogers-joailliers de la province de Québec, s'adresseront à la Législature de Québec à sa présente session pour obtenir l'incorporation de la loi: "Le Collège des Horlogers-Joailliers de la province de Québec", avec tous les pouvoirs, droits et privilèges des corporations civiles ordinaires et spécialement tous les pouvoirs concernant l'administration, la conduite de ses affaires, et sur tous autres sujets connexes aux horlogers-joailliers.

Le Collège sera administré par les représentants de syndicats librement constitués d'horlogers-joailliers, de compagnons et d'apprentis engagés dans le métier. Le Collège aura le droit de faire des règlements concernant l'émission de certificats pour les compagnons et horlogers-joailliers, et les détenteurs de tels certificats pourront exercer le métier et porter le nom d'horloger-joaillier.

Le siège social et principal sera situé dans la cité de Québec.

Le Collège pourra adopter tous autres règlements jugés nécessaires pour l'accomplissement de son objet.

Québec, 6 février 1951.

Le Procureur des pétitionnaires,
29461-6-4-o UBALD DÉSILETS.

NOTICE

Notice is hereby given that Messrs. Dominique Bolduc, of Sainte-Marie, Beauce, P.Q., René Massicotte and Gérard Paquet, of Quebec, and others, all watch-makers and jewellers of the Province of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec at its present session for the passing of the Act incorporating: "Le Collège des Horlogers-Joailliers de la province de Québec", with all the powers, rights and privileges of ordinary civil corporations and in particular all powers concerning the administration and conduct of its business and all other matters connected with watch-makers and jewellers.

The College will be managed by representatives of syndicates composed voluntarily of watch-makers and jewellers, journeymen and apprentices engaged in the trade. The College shall have the right to make by-laws concerning the issue of certificates for journeymen and watch-makers and jewellers, and the holders of such certificates may carry on the trade and bear the name of watch-maker-jeweller.

The principal place of business and corporate seat will be in the city of Quebec.

The College may adopt any other by-laws deemed expedient for the accomplishment of its object.

Quebec, February 6, 1951.

UBALD DÉSILETS,
29461-6-4 Attorney for Petitioners.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, N° 3601. Dame Marie-Anne Marquis, de la Cité de Granby, district de Bedford, épouse commune en biens de Rosario Domingue, des mêmes lieux et endroits, demanderesse, vs ledit Rosario Domingue, artisan, des mêmes lieux et endroits, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 29 janvier 1951.

Sweetsburg, ce 5 février 1951.

Le Procureur de la demanderesse,
29426-o GEO.-H. DUREAULT, C.R.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 295582.— Dame Thérèse Dagenais, épouse commune en biens de Léon Layer, commerçant, des cité et district de Montréal, demanderesse, vs Léon Layer, commerçant, des cité et district de Montréal, défendeur.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District de Bedford, Superior Court, No. 3601. Marie Anne Marquis, of Granby, district fo Bedford wife common as to property of Rosario Domingue, artisan, of the same place, plaintiff, vs the said Rosario Domingue, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been entered in this case, on the 29th day of January 1951.

Sweetsburg, this 5th day of February, 1951.

GEO.-H. DUREAULT, K.C.,
29426-o Attorney for palintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 295582.— Dame Thérèse Dagenais, wife common as to property of Léon Layer, trader, of the city and district of Montreal, plaintiff, vs Léon Layer, trader of the city and district of Montreal, defendant.

Dame Thérèse Dagenais, épouse de Léon Layer, commerçant, des cité et district de Montréal, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, le 6 février 1951.

Les Procureurs de la demanderesse,
29435 JOHNSON & TORMEY.

Take notice that Dame Thérèse Dagenais, wife of Léon Layer, trader, of the city and district of Montreal, has taken an action in separation as to property against her husband.

Montreal, February 6th, 1951.

JOHNSON & TORMEY,
29435-o Attorneys for Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 120

Québec, le 1er février 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 1884 du 12 novembre 1947, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 décembre 1950;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1884, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "*e*" et "*f*" suivants sont ajoutés à l'article II:

"*e*) Les mots "Travailleuse à la main" désignent toute salariée travaillant à la table et qui confectionne ou habille, soit complètement ou en partie, des boîtes de carton ordinaire où il n'entre que du papier et carton, des boîtes de luxe, de bijoux, nécessitant l'emploi de papier de qualité ou d'étoffe tels que velours, soie, etc.

Nonobstant la définition précitée, au moins 20% du total de ces travailleuses à la main doivent être considérées comme "Travailleuses à la main, classe "A".

f) "Mécanicien de guillotine, 1ère classe". Il doit y avoir au moins un mécanicien de guillotine de 1ère classe dans chaque atelier; les autres peuvent être de 2ème classe."

2° L'article III est biffé et remplacé par le suivant:

"III. *Salaires minima:* Le salaire minimum des salariés affectés à la fabrication des boîtes, des chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes, des gardiens, et des salariés préposés à l'expédition, à la livraison, à l'entretien ou à la réparation des immeubles et machines, est le suivant pour les catégories respectives de salariés mentionnées ci-après:

a) Salariées:	*Taux horaires minima*
Département des boîtes rigides:	
Contremaîtresse	$0.68

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 120

Quebec, February 1, 1951

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the paper box industry in the district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the paper box industry in the district of Montreal, rendered obligatory by the decree number 1884 of November 12, 1947, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of December 16, 1950;

WHEREAS the objections thereto have been considered in pursuance of the provisions of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the said decree, number 1884, be amended as follows:

1. The following subsections "*e*" and " " are added to section II:

e) The words "Hand worker" mean any female employee working at a table, assembling or dressing, either completely or in part, ordinary paper and board boxes, "de luxe" boxes, jewel boxes, made of high quality paper or of cloth such as velvet, silk, etc.

Notwithstanding the above definition, at least 20% of all such hand workers shall be deemed to be "Hand workers, class "A".

f) "Cutter on knife, first class", There shall bee at least one first class cutter on knife in every plant, the others may be of second class

2. Section III is deleted and replaced by the following:

"III. *Minimum Wage Rates:* The minimum wage rates of the employees working in the manufacturing of boxes, of boiler fireman, stationary enginemen, watchmen, those working in the shipping and delivery departments, building and machinery repair and maintenance men, shall be the following for the respective categories of employees hereinafter mentioned:

a) Female employees	*Minimum Hourly rates*
Set-up Department:	
Forelady	$0.68

Travailleuse à la main, classe "A"	0.63	Hand worker, class "A"	0.63
Travailleuse à la main, classe "B"	0.56	Hand worker, class "B"	0.56
Travailleuse posant étiquettes à la main	0.54	Hand labeller	0.54
Mécanicienne de machine à couvrir	0.56	Covering machine operator	0.56
Mécanicienne de machine à renforts	0.56	Staying machine operator	0.56
Mécanicienne de machine Stoke & Smith	0.56	Stoke & Smith machine operator	0.56
Mécanicienne de machine à poser les dessus	0.56	Top Piece machine operator	0.56
Mécanicienne de machine à poser les étiquettes	0.56	Labelling machine operator	0.56
Mécanicienne de gommeuse filée à la main	0.54	Hand fed table machine gummer operator	0.54
Préposée à l'emballage et ficelage	0.54	Packer & tier	0.54
Fileuse de machine à coller 4 coins	0.54	Four-corner machine feeder	0.54
Mécanicienne sur machines non-classifiées plus haut	0.54	Operators on machines not classified above	0.54
Département des boîtes pliantes:		*Folding Department:*	
Contremaîtresse	0.68	Forelady	0.68
Mécanicienne de machine à piquer	0.56	Stitcher operator	0.56
Éplucheuse	0.54	Stripper	0.54
Plieuse	0.54	Folder	0.54
Préposée à l'emballage et ficelage	0.54	Packer and tier	0.54
Fileuse de machine Brightwood	0.54	Bright wood machine feeder	0.54
Fileuse de machine automatique à coller	0.54	Auto. Glueing machine feeder	0.54
Mécanicienne sur machines non-classifiées plus haut	0.54	Operators on machines not classified above	0.54

b) Echelle de base — Salariées:

L'échelle de base des salariées est la suivante:

b) Basic Wage Scale — Female:

The basic wage scale of female employees shall be as follows:

Premier trois (3) mois	0.40	First three (3) months	$0.40
Deuxième trois (3) mois	0.45	Second " " "	0.45
Troisième trois (3) mois	0.48	Third " " "	0.48
Quatrième trois (3) mois	0.50	Fourth " " "	0.50

Le temps de service acquis par chacune des salariées au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être pris en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

The period of service of an employee at the time of the coming into force of the present decree shall be taken into consideration to determine her wage rate in accordance with the above wage scale.

c) Apprentissage — Salariées:

Premier semestre: 20% de moins que le minimum.

Deuxième semestre: 10% de moins que le minimum.

Le nombre des apprenties ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariées au travail pour les opérations classifiées ci-haut mentionnées.

Nonobstant les dispositions de cet article, aucune apprentie ne doit recevoir une rémunération inférieure au taux établi par l'échelle de base auquel elle a normalement droit. Le taux établi par l'échelle de base a préséance en tout temps.

c) Apprenticeship — Female employees:

First six (6) months: 20% less than minimum rate.

Second six (6) months: 10% less than minimum rate.

The number of female apprentices shall not exceed 20% of the total number of female employees engaged on the above classified operations.

Notwithstanding the provisions of the present section, no female apprentice shall receive a remuneration less than the basic wage rate to which she is normally entitled. The basic wage rates shall prevail at all times.

d) Salariés:	*Taux horaires minima*	*d) Male Employees:*	*Minimum Hourly rates*
Département des boîtes rigides:		*Set-up Department:*	
Contremaître	$1.19	Foreman	$1.19
Assistant contremaître	1.04	Ass't foreman	1.04
Mécanicien "creaser"	0.95	Creasing operator	0.95
Mécanicien de marqueuse mitrailleuse	0.95	Scorer	0.95
Mécanicien de guillotine 1ère classe	0.95	Cutter on knife, first class	0.95
Mécanicien de guillotine 2ème classe	0.85	Cutter on knife, second class	0.85
Mécanicien de monteuse simple	0.84	End piece operator, single	0.84
Mécanicien de monteuse double	0.87	End piece operator, double	0.87
Mécanicien de machine à renforts à 4 coins	0.91	Four-corner stayer operator	0.91
Fileur, machine à coller 4 coins	0.77	Feeder 4 corner stayer	0.77
Mécanicien de machine emporte-pièce	0.77	Punch Operator	0.77
Préposé à la mise en train Stoke-Smith	0.90	Wrapper makeready man	0.90
Préposé à la scie circulaire	0.78	Circular saw operator	0.78
Bobineur	0.80	Slitter operator	0.80
Presseur de rebuts	0.76	Bale press operator	0.76
Mécanicien sur machines non-classifiées plus haut	0.75	Operator on machines not classified above	0.75
Département des boîtes pliantes:		*Folding Department:*	
Contremaître	1.19	Foreman	1.19
Assistant contremaître	1.04	Ass't foreman	1.04
Faiseur de matrice	1.06	Die maker	1.06
Assistant faiseur de matrice	0.78	Ass't Die maker	0.78

Préposé à la mise en train machine automatique à coller	0.99	Auto. glueing machine makeready man	0.99
Préposé à la mise en train machine Brightwood	0.91	Brightwood machine makeready man	0.91
Fileur, machine Brightwood	0.77	Feeder, Brightwood machine	0.77
Préposé à la mise en train machine Indman	0.91	Indman machine makeready man	0.91
Préposé à la mise en train machine à cirer	0.75	Waxing machine makeready man	0.75
Préposé à la mise en train machine automatique cellophane	0.99	Auto. cellophane machine makeready man	0.99
Fileur, machine automatique cellophane	0.77	Feeder, auto, cellophane machine	0.77
Mécanicien de guillotine 1ère classe	0.95	Cutter on knife, 1st class	0.95
Mécanicien de guillotine 2ème classe	0.85	Cutter on knife, 2nd class	0.85
Mécanicien de machine à transporter et empiler motorisée	0.80	Power stacker-lift truck operator	0.80
Pressier, presse cylindre à découper	0.95	Cylinder box pressman	0.95
Fileur, presse cylindre à découper	0.77	Feeder cylinder box press	0.77
Pressier, presse plateau à découper	0.88	Platen die cutting pressman	0.88
Fileur, presse plateau à découper	0.77	Feeder, platen die cutting press	0.77
Éplucheur	0.74	Stripper	0.74
Presseur de rebuts	0.76	Bale press operator	0.76
Préposé à l'emballage et ficelage	0.70	Packer and tier	0.70
Mécaniciens sur machines non classifiées plus haut	0.75	Operators on machines not classified above	0.75
Général:		*General:*	
Électricien	0.95	Electrician	0.95
Machiniste 1ère classe	0.95	Machinist 1st class	0.95
Préposé à l'entretien et réparation	0.82	Maintenance & repair man	0.82
Expéditeur	0.90	Shipper	0.90
Assistant expéditeur	0.75	Ass't shipper	0.75
Chauffeur de camion	0.82	Truck driver	0.82
Surveillant	0.70	Watchman	0.70
Chauffeur de bouilloires	0.73	Boiler fireman	0.73
Chef-mécanicien: *par semaine*		Chief-engneman: *per week*	
2ème classe	43.50	2nd class	$43.50
3ème classe	37.25	3rd class	37.25
par heure		*hour*	
Mécanicien de machines fixes	0.78	Stationary engineman	0.78

e) Echelle de base — Salariés:

1) L'échelle de base des salariés est la suivante pour les employés de 18 ans et plus:

Premier trois (3) mois	0.55
Deuxième trois (3) mois	0.60
Troisième trois (3) mois	0.65
Quatrième trois (3) mois	0.70

2) I'échelle de base des salariés de moins de 18 ans est la suivante:

Premier trois (3) mois	0.45
Deuxième trois (3) mois	0.50
Troisième trois (3) mois	0.53
Quatrième trois (3) mois	0.55

Le nombre d'employés masculins n'ayant pas 18 ans et rémunérés sous cet article ne doit pas dépasser 10% du nombre total des salariés au travail.

Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, tout salarié n'ayant pas 18 ans et travaillant à une opération classifiée ne doit pas recevoir moins que le taux de salaire minimum de cette opération, sujet à la clause d'apprentissage.

3) Le temps de service acquis par chacun des salariés au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être pris en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

f) Apprentissage — Salariés:

Premier semestre: 20% de moins que le minimum.

Deuxième semestre: 10% de moins que le minimum.

Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariés au travail pour les opérations classifiées ci-haut mention-

e) Basic Wage Scale: Male employees:

1) The basic wage scale of male employees over 18 years of age shall be as follows:

First three (3) months	$0.55
Second " " "	0.60
Third " " "	0.65
Fourth " " "	0.70

2) the basic wage scale of male employee under 18 years of age shall be as follows:

First three (3) months	$0.45
Second " " "	0.50
Third " " "	0.53
Fourth " " "	0.55

The number of male employees under 18 years of age and remunerated under this section shall not exceed 10% of the total number of the employees at work.

Notwithstanding provisions of the above paragraphs, any male employee under 18 years of age working at a classified operation shall receive not less than the minimum wage rate of the said operation, subject to the apprenticeship clause.

3) The period of service of employees at the date of the coming into force of the present Decree shall be taken in consideration to determine their wages in relation to the above basic scale.

f) Apprenticeship — Male employees:

First six (6) *months:* 20% less than minimum rate.

Second six (6) *months:* 10% less than minimum rate.

The number of male apprentice shall not exceed 20% of the total number of male employees engaged on the above classified opera-

nées excepté pour les chauffeurs de bouilloires et les mécaniciens de machines fixes.

Nonobstant les dispositions de cet article, aucun apprenti ne doit recevoir une rémunération inférieure au taux établi par l'échelle de base auquel il a normalement droit. Le taux établi par l'échelle de base a préséance en tout temps.

g) Opérations différentes:

Un salarié occupé au cours de la semaine, mais de façon régulière, à divers travaux pour lesquels des taux horaires différents sont spécifiés dans le décret, est considéré comme appartenant à la catégorie des salariés les mieux rémunérés et doit être payé au tarif de cette catégorie.

Cependant, lorsque par exception un salarié au cours d'une semaine est appelé à faire un travail autre que celui de son emploi régulier, et classifié dans une catégorie différente à un taux supérieur à la sienne, il doit être payé à ce taux supérieur pour le temps seulement qu'il a fait dans cette occupation occasionnelle."

3° Le paragraphe "*d*" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"*d*) Les salariés d'une équipe de nuit doivent être rémunérés sur la base de quinze pour cent (15%) de plus que les taux de l'équipe de jour, et toute rémunération pour travail supplémentaire doit comprendre ce quinze pour cent (15%)."

4° Le paragraphe "*c*" de l'article V est remplacé par le suivant:

"*c*) Le Premier de l'An, le Jour de Noël et la Fête du Travail sont payés en plus d'être chômés lorsque ces jours de fêtes tombent ou sont observés comme un jour régulier de travail.

Chaque salarié doit être rémunéré pour ces jours de fêtes au taux des heures régulières de travail pour le nombre d'heures de travail qu'il aurait normalement fait ce jour-là.

Pour avoir droit à cette rémunération, le salarié doit travailler ou être prêt à travailler la journée de travail qui précède et qui suit le jour où la fête est observée.

Cependant, tout employeur accordant cinq (5) fêtes légales payées ou plus par année à ses salariés, n'est pas sujet aux dispositions des alinéas précédents."

5° Le paragraphe suivant est ajouté à l'article VII:

"*h*) *Carte de Service:* Le Comité paritaire émettra sur demande, une carte de service à tout salarié exécutant une opération classifiée au décret, lorsque ledit salarié quitte le service de son employeur.

Pour être éligible à ladite carte, un salarié doit avoir été au service du même employeur pour une période d'au moins une année.

Le temps de service acquis par un salarié sur une opération classifiée est permanent et est enregistré sur cette carte.

Le temps ainsi acquis est déductible sur la période d'apprentissage requise par le décret pour une même opération. Un salarié doit recevoir au moins le taux de salaire minimum de l'opération classifiée qu'il exécute si ce dernier présente à son employeur une carte de service indiquant une période de temps supérieur pour ladite opération à celle requise par la clause d'apprentissage."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

29459-o Greffier du Conseil Exécutif.

tions, except stokers and stationery enginemen.

Notwithstanding the provisions of the present section, no male apprentice shall receive a remuneration less than the basic wage rate to which he is normally entitled. The basic wage rate shall prevail at all times.

g) Various operations:

An employee who regularly performs, during the week, various operations for which different hourly rates are specified in the Decree, shall be considered as belonging to that category of employees receiving the highest rate of pay, and paid accordingly.

However, should an employee be called occasionally, during one week, to perform an operation other than this regular work and classified in a different category for which a higher rate than this is established, he shall receive such higher rate only for the time worked in the said occasional occupation."

3. Subsection "*d*" of section IV is replaced by the following:

"*d*) The night shift shall be paid on the basis of fifteen (15%) per cent in excess of the regular rate of pay of the day shift, and any remuneration for overtime work shall include this fifteen (15%) per cent."

4. Subsection "*c*" of section V is replaced by the following:

"*c*) New Year's Day, Christmas Day and Labour Day shall be paid in addition to being observed, provided these holidays are observed on a regular working day.

Each employee shall be paid for these holidays at straight time rates for the number of hours that would normally have been worked.

To qualify for such holiday pay as aforesaid, an employee must work or stand ready to work the regular work day preceding and following the day on which the holiday is kept.

However, an employer who grants five (5) or more legal holidays with pay per year to his employees is not subject to the foregoing paragraph."

5. The following subsection is added to section VII:

h) *Service Card:* Upon separation of service, the Joint Committee will issue, on request, a service card to any employee performing an operation classified in the Decree.

To be eligible to this aforesaid card, an employee must have been at the service of the same employer for a period of not less than one year.

The period of service acquired by an employee on a classified operation is permanent and will be registered on this card.

The time of service so acquired will be deductible on the apprenticeship period required on the same operation. An employee shall receive not less than the minimum wage rate of the classified operation he is performing if the latter presents to his employer a service card showing a longer length of service on the said operation than the one required by the apprenticeship clause."

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,

29459-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 120

Québec, le 1er février 1951.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil

Section "B"

CONCERNANT l'addition de deux parties co-contractantes—décret relatif aux tanneries et corroieries dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les établissements manufacturiers "Les Cuirs Saguenay Ltée" et "Regent Tanning Corporation" ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'être acceptés comme parties co-contractantes à la convention collective du travail relative aux tanneries et corroieries dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 523 du 5 février 1940, et amendements:

ATTENDU QUE lesdites requêtes ont été publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions des 9 et 16 décembre 1950;

ATTENDU QU'aune objection n'a été formulée contre leur approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE lesdites requêtes soient acceptées et que les noms de ces deux établissements soient ajoutés dans ledit décret numéro 523, comme parties de deuxième part.

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

29459-o

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 120

Quebec, February 1, 1951.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "B"

CONCERNING the adding of two-co-contracting parties—decree relating to the tanning and currying industry in the province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the firms "Saguenay Leathers Limited" and "Regent Tanning Corporation" habe submitted to the Minister of Labour a request to be accepted as co-contracting parties to the collective labour agreement relating to the tanning and currying industry in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 523 of February 5, 1940, and amendments;

WHEREAS the said requests have been published in the *Quebec Official Gazette*, issues of December 9 and 16, 1950;

WHEREAS no objection has been raised against their approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said requests be accepted and that the name of these two establishments be added in the said decree, number 523, as parties of the second part.

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

29459-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 120

Québec, le 1er février 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la province.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 142 du 22 janvier 1947, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 décembre 1950;

ATTENDU QU'une objection a été formulée contre l'approbation de ladite requête et qu'elle a été appréciée conformément à la Loi:

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 142, soit modifié comme suit:

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 120

Quebec, February 1, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments to the decree relating to the women's and children's millinery industry in the province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chpater 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the women's and children's millinery industry in the province, rendered obligatory by the decree number 142 of January 22, 1947, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 16, 1950;

WHEREAS one objection has been raised against the approval of the said request and it has been considered in pursuance of the provisions of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 142, be amended as follows:

1° Le paragraphe "*a*" de l'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Salaires minima: a*) Les taux de salaires minima sont les suivants pour les salariés qualifiés de chacun des métiers ci-après:

ZONE I

Métiers:	*Salaire hebdomadaire*	*Salaire horaire*
Préposé au bloquage à la main	$57.96	$1.45
Bloqueur	53.60	1.34
Coupeur	52.29	1.31
Préposé à la couture des pailles	52.29	1.31
Préposé à la couture des tissus	52.29	1.31
Drapeuse	36.60	0.91½
Drapeuse préposée aux garnitures	32.40	0.81
Préposée aux garnitures	29.50	0.74

Zone II: 10% de moins que les taux minima fixés pour la zone I."

2° Le paragraphe "*g*" de l'article III est remplacé par le suivant:

"*g*) *Vacances payées:* Tous les salariés assujettis aux dispositions du présent décret et qui ont été à l'emploi de leur employeur au moins six mois avant le 30 juin de chaque année, et au moins un an dans 'lindustrie, ont droit à deux semaines de vacances payées tel que prévue ci-après.

Subordonnément aux dispositions de l'alinéa précédent, la période de vacances est fixée entre le 22 juin et le 9 juillet de chaque année. La date des semaines de vacances doit être déterminée entre l'employeur et les salariés et l'on doit prendre en considération les besoins de l'entreprise pour chaque employeur.

Tous les salariés qui, du 1er juillet d'une année au 30 juin de l'année suivante, ont à leur crédit un total d'heures équivalant à huit mois complets de travail, c'est-à-dire à un minimum de 1,400 heures de travail pendant ladite période pour leur employeur actuel, doivent recevoir la rémunération de deux semaines de travail à leur taux hebdomadaire, comme rémunération de vacances.

Tous les salariés qui, du 1er juillet d'une année au 30 juin de l'année suivante, ont à leur crédit moins que huit mois complets, c'est-à-dire aun minimum de 1,400 heures de travail, pendant ladite période pour leur employeur actuel, doivent recevoir 4% de leur salaire brut durant ladite année avec leur employeur actuel comme rémunération des vacances.

La rémunération pour les vacances doit être versée aux salariés avant les vacances mais doit être considérée comme une avance par l'employeur à chaque salarié, à la condition que chaque salarié retourné à son travail au plus tard le 16 juillet de chaque année, après la période des vacances.

Nonobstant les dispositions précédentes relatives aux vacances payées, tout salarié du sexe masculin ou féminin qui a été à l'emploi de son employeur actuel pour une période de deux mois a droit, si son emploi pour cette employeur se terminait à 4% des salaires gagnés durant la période de services lui donnant droit aux vacances, c'est-à-dire à 4% des salaires qu'il a gagnés après le 30 juin précédent la cessation de son emploi pour tel employeur."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET.

29459-o Greffier du Conseil Exécutif.

1. Subsection "*a*" of section III is replaced by the following:

"III. *Minimum wages* (*a*) The minimum wage rates shall be as follows for each of the various trades for skilled workers:

ZONE I

Trade (*Crafts*)	*Per Week*	*Per Hour*
Hand Blocker	$57.96	$1.45
Blocker	53.60	1.34
Cutter	52.29	1.31
Straw Operator	52.29	1.31
Fabric Operator	52.29	1.31
Draper	36.60	0.91½
Trimmer Draper	32.40	0.81
Trimmers	29.50	0.74

Zone II: 10% less than the minimum rates fixed for zone I."

2. Subsection "*g*" of section III is replaced by the following:

"*g*) *Vacation with pay:* All employees governed by the provisions of the present Decree, and who have been in the employ of the employer at least six months prior to June 30th in any year, and at least one year in the Industry, are entitled to a vacation of two weeks with pay, as hereinafter provided.

Subject to the provisions of the foregoing paragraph, the vacation period is fixed between June 22nd and July 9th in any year. The vacation weeks shall be determined between the employer and the employees, taking into consideration the business requirements of the individual employer.

All employees who, during the period from July 1st of any year to June 30th of the following year, have worked a minimum total of hours comprising eight full months of work, that is, a minimum of 1400 working hours during the said period for their present employer, shall receive two weeks' pay at their individual weekly rate as vacation pay.

All employees who, from July 1st of any year to June 30th of the following year, have worked less than eight full months, that is, a minimum of 1400 working hours during the said period for their present employer, shall recieve four percent (4%) of their gross earnings during the said year with their present employer as vacation pay.

Vacation pay shall be paid to the employees prior to vacation, but shall be considered as an advance by the employer to the individual employee, subject to the fulfilment of the condition that the individual employee return to his or her work not later than July 16th in any year after the vacation period.

Notwithstanding the foregoing provisions with respect to vacation with pay, every employee who has been employed by his present employer for a period of two months shall, in the event of termination of his employment with such employer, be entitled to four percent (4%) of the wages earned during the period of service entitling him or her to his or her vacation, that is four percent (4%) of the wages earned by him or her after the 30th of June preceding the termination of his or her employment with such employer."

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

29459-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 93

Québec, le 25 janvier 1951.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil

Section "F"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux employés municipaux de la ville de Kénogami.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 2209 du 8 juin 1945 et tous ses amendements, relatif aux employés municipaux de la ville de Kénogami, soit abrogé et annulé à toutes fins que de droit.

(Document "F" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
29459-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 93

Quebec, January 25, 1951.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "F"

CONCERNING the repeal of the decree relating to the municipal employees of the town of Kénogami.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the decree number 2209 of June 8, 1945, and all its amendments relating to the municipal employees of the town of Kenogami, be repealed and annulled for all the purposes of the law.

(Document "F" annexed to the Order)

A. MORISSET,
29459-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 93

Québec, le 25 janvier 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "G"

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers de la construction pour les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire des métiers de la construction pour les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville, a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 2678 du 12 juillet 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 décembre 1950;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2678, soit modifié comme suit:

Les dispositions suivantes sont ajoutées après le premier alinéa du paragraphe "*g*" de l'article IV:

"Pour ce qui concerne les rajustements trimestriels, le Comité paritaire prend comme base l'indice fédéral du coût de la vie des mois de février pour le rajustement de mai, de mai pour août, d'août pour novembre, de novembre pour février."

(Document "G" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
29459-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 93

Quebec, January 25, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

Par "G"

CONCERNING an amendment to the decree relating to the construction trades in the counties of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Building Trades Parity Committee for St. Hyacinthe, Bagot and Rouville Counties has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 2678 of July 12, 1940, as amended, relating to the construction industry in the counties of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 9, 1950;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 2678, be amended as follows:

The following provisions are added after the first paragraph of subsection "*g*" of section IV:

"As for quarterly readjustments, the Parity Committee will take as a basis the federal cost of living index for the months of February for the May readjustment, of May for the August readjustment, of August for the November readjustment, of November for the February readjustment."

(Document "G" annexed to the Order)

A. MORISSET,
29459-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 93

Québec, le 25 janvier 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "E"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux employés municipaux de la ville de Jonquière.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 98 du 16 janvier 1947 et tous ses amendements, relatif aux employés municipaux de la ville de Jonquière soit abrogé et annulé à toutes fins que de droit.

(Document "E" à l'arrêté)

A. MORISSET.
29459-o Greffier du Conseil Législatif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 93

Quebec, January 25, 1951

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING the repeal of the decree relating to the municipal employees of the town of Jonquiere.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minsiter of Labour,

THAT the decree number 98 of Januray 16, 1947, and all its amendments, relating to the municipal employees of the town of Jonquiere, be repealed and annulled for all purposes of the law.

(Document "E" annexed to the Order)

A. MORISSET,
29459-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Club Automobile Ste-Clotilde", en date du 13 janvier 1951, dont le siège social est situé à Sainte-Clotilde, comté de Beauce, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 23 janvier 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
29398-o JEAN BRUCHÉSI.

C. P. PETERSON & SONS LIMITED

Copie certifiée du Règlement augmentant le nombre des Directeurs de trois à quatre de "C.P. Peterson & Sons Limited".

Qu'il soit et il est par les présentes adopté comme un règlement de "C.P. Peterson & Sons Limited" (ci-après appelé la Compagnie) comme suit:

1. Le nombre du Bureau de Direction de la Compagnie soit augmenté, et il est par les présentes augmenté de trois à quatre.

2. Les règlements de la Compagnie soient et par les présentes sont amendés d'accord avec le précédent.

Je, John P. Peterson, secrétaire-trésorier de "C.P. Peterson & Sons Limited" certifie par les présentes que ce qui précède est une copie conforme d'une règlement de "C.P. Peterson & Sons Limited" adopté par la Bureau de Direction à une réunion tenue le 27ième jour de décembre 1950, et ratifié et approuvé par le vote unanime des actionnaires présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment tenue le 27ième jour de décembre, 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
29399-o J. P. PETERSON.

Miscellaneous Notice

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Club Automobile Ste-Clotilde", under date the 13th day of January, 1951, whereof the head office is at Sainte-Clotilde, county fo Beauce, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of January, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29398 Under Secretary of the Province.

C. P. PETERSON & SONS LIMITED

Certified copy of By-law increasing the number of Directors of ". P. Peterson & Sons Limited" from three to four.

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of C. P. Peterson & Sons Limited" (hereinafter called "the Company") as follows:

1. The number of the board of directors of the Company be and it is hereby increased from three to four.

2. The by-laws fo the Company be and they are hereby amended to accord with the foregoing.

I, John P. Peterson, Secretary-Treasurer of "C. P. Peterson & Sons Limited" hereby certify the foregoing to be a true copy of a By-law of "C. P. Peterson & Sons Limited" enacted by the Board of Directors at a meeting held on the 27th day of December, 1950, ratified and confirmed by the unanimous vote of the shareholders at a Special General Meeting of Shareholders duly held on the 27th day of December, 1950.

(Seal)

J. P. PETERSON,
29399-o Secretary-Treasurer.

Canada, Province de Québec, District de Chicoutimi.

AVIS D'ÉRECTION EN MUNICIPALITÉ DE VILLE

A QUI DE DROIT:

Le Conseil de la municipalité du village de Sainte-Anne de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, province de Québec, donne par les présentes avis de son intention d'ériger la municipalité du village de Sainte-Anne de Chicoutimi en Municipalité de Ville.

a) Le nom de municipalité projetée sera "La Ville de Chicoutimi-Nord";

b) Le territoire de ladite municipalité de la Ville de Chicoutimi-Nord comprendra:

"Les lots un a six inclusivement du premier rang est du plan officiel du village de Sainte-Anne de Chicoutimi; et des lots N° 7 à 143 inclusivement du premier rang ouest du plan officiel du village de Sainte-Anne de Chicoutimi; des lots N° 9-A, 10-A, 10-B, 10-C, 10-D et 10-E du premier rang ouest du canton Tremblay faisant maintenant partie du village de Sainte-Anne de Chicoutimi. Et elle est bornée comme suit: au nord par les terres du rang 3 du Canton Tremblay, au sud par la Rivière Saguenay, au nord-est et sud-est par le lot N° 2 du premier rang Est du Canton Tremblay et à l'ouest par les lots Nos 11-A et 11-B du premier rang Ouest du Canton Tremblay, au nord-ouest par le lot 32 du deuxième rang ouest du canton Tremblay".

c) Le recensement de la population du village de Sainte-Anne de Chicoutimi s'établit 3,963 (trois mille neuf cent soixante-trois) âmes, tel que constaté par un recensment ordonné par le conseil, le 2 janvier 1951.

d) L'érection de la municipalité de la ville de Chicoutimi-Nord se fera sous l'empire de la Loi des Cités et Villes, Ch 233 S.R.P.Q. 1941 et ses amendements.

Et le présent avis est publié à toutes fins que de droit.

Chicoutimi, le 26 janvier 1951.

Le Secrétaire-trésorier de la Municipalité du Village de Sainte-Anne de Chicoutimi,
29359-5-4-o DAVID BOUCHER.

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi

NOTICE OF ERECTION INTO A TOWN MUNICIPALITY

TO WHOM IT MAY CONCERN:

The Council of the municipality of the village of Sainte-Anne de Chicoutimi, county of Chicoutimi, county of Chicoutimi, Province of Quebec, hereby gives notice of its intention to erect the Village Municipality of Sainte-Anne de Chicoutimi into a Town Municipality.

a) The name of the proposed municipality to be: "The Town of Chicoutimi-Nord";

b) The territory of the said municipality of the Town of Chicoutimi-Nord to consist of:

"Lots one to six inclusively of the First East range on the official plan for the village of Sainte-Anne de Chicoutimi; and lots 7 to 143 inclusively of the First West range on the official plan for the Village of Sainte-Anne de Chicoutimi; lost Nos. 9-A, 10-A, 10-B, 10-C, 10-D and 10-E of the First West range of the township Tremblay now forming part of the village of Sainte-Anne de Chicoutimi. And is bounded as follows: On the north by the lands of Range 3 of the Township Tremblay, on the south by the Saguenay river, on the northeast and southeast by lot No. 2 of the First East range of the Township Tremblay and on the west by lots Nos. 11-A and 11-B of the first west range of the township Tremblay, on the northwest by lot 32 of the Second West range of the Township Tremblay."

c) The census of the population of the village of Sainte-Anne de Chicoutimi is established at 3,963 (three thousand nine hundred and sixty-three) souls, as ascertained by the census ordered by the Council on the 2nd of January, 1951.

d) The erection of the municipality of the Town of Chicoutimi-Nord shall be made under the provisions of the Cities and Towns Act, Chapter 233, R.S.Q., 1941, and its amendments.

And the present notice is published for all legal purposes.

Chicoutimi, January 26, 1951.

DAVID BOUCHER,
Secretary-Treasurer oft he Municipality of the village of Sainte-Anne de Chicoutimi.
29359-5-4

DUPUIS, PARIZEAU, TREMBLAT, LIMITÉE

Règlement N° 3A

Le Règlement N° 3 des règlements généraux de la compagnie est amendé en augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de quatre (4) à onze (11) et le Règlement N° 5 des règlements généraux de la compagnie est amendé en portant le quorum de deux (2) à quatre (4).

Je Paul-Émile Tremblay, secrétaire-trésorier de "Dupuis, Parizeau, Tremblay, Limitée", certifie que le règlement N° 3A de ladite compagnie, augmentant le nombre de ses directeurs et modifiant le quorum aux assemblées des directeurs, a été adopté par le conseil d'administration de ladite compagnie le 24 janvier 1951 et ratifié le même jour à l'unanimité, à une assemblée des actionnaires, à laquelle tous les actionnaires étaient présents.

Montréal, le 24 janvier 1951.

(Sceau)

Le Secrétaire-trésorier,
29400-o P. E. TREMBLAY.

DUPUIS, PARIZEAU, TREMBLAY, LIMITÉE

By-law No. 3A

By-law No. 3 of the general by-laws of the company is amended by increasing the number of directors of the company from four (4) to eleven (11) and By-law No. 5 of the general by-laws of the company is amended by increasing the quorum from two (2) to four (4).

I, Paul Emile Tremblay, secretary-tresurer of "Dupuis, Parizeau, Tremblay, Limitée", certify that by-law No. 3A of the said company, increasing the number of its directors and amending the quorum at the meetings of the directors, has been adopted by the Board of Directors of the said company on the 24th day of January, 1951, and ratified unanimously the same day, at a meeting of the shareholders, at which meeting all the shareholders were present.

Montreal, January 24, 1951.

(Seal)

P. E. TREMBLAY,
29400 Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif, "La Caisse Populaire de Laprairie", en date du 10 décembre 1950, dont le siège social est situé à Laprairie, comté de Laprairie, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 9 janvier 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29401-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Laprairie", under date the tenth day of December, 1950, whereof the head office is at Laprairie, county of Laprairie, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of January, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29401 Under Secretary of the Province.

MONT TREMBLANT LODGE, LIMITED

Règlement spécial "D"

Augmentant de nouveau le nombre des directeurs

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété:

Que l'article III intitulé "Bureau de direction" des règlements généraux de la compagnie "Mont Tremblant Lodge, Limited", tel qu'amende par le règlement spécial "C" de la compagnie, soit et il est, par les présentes, amendé de nouveau en rayant de son paragraphe 1 les mots "Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de six directeurs" et en y substituant les mots "Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de sept directeurs.".

Je, le soussigné, Jean Casgrain, C.R., secrétaire de la compagnie "Mont Tremblant Lodge, Limited" certifie, par les présentes, que le précédent est une vraie copie du règlement spécial "D" de la compagnie "Mont Tremblant Lodge, Limited" decrété par les directeurs à leur assemblée spéciale tenue le 15 janvier 1951 et confirmé et approuvé par le vote de quatre-vingt-dix pourcent en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à l'assemblée générale annuelle et spéciale de la compagnie tenue le même jour, le 15 janvier 1951.

Montréal, 15 janvier 1951.

Le Secrétaire,
29405 JEAN CASGRAIN.

MONT TREMBLANT LODGE, LIMITED

Special By-Law "D"

Increasing again the number of Directors

"Be it enacted and it is hereby enacted:

That Article III entitled "Board of Directors" of the General By-Laws of "Mont Tremblant Lodge, Limited" as amended by Special By-Law "C" of the Company be and it is hereby further amended by striking out from paragraph 1 thereof the words "The affairs of the Company shall be managed by a borad of six Directors" and substituting therefor the words "The affairs of the Company shall be managed by a board of seven Directors."

I the undersigned Jean Casgrain, K.C., secretary of "Mont Tremblant Lodge, Limited" do hereby certify that the above is a True Copy of Special By-Law "D" of "Mont Tremblant Lodge, Limited" enacted by the Directors at their Special Meeting held on the 15th of January, 1951, and confirmed and approved by the vote of ninety per cent in value of the shares represented by the Shareholders present at the Annuel General and Special Meeting of the Company held on the same day, 15th January, 1951.

Montreal, 15th January, 1951.

JEAN CASGRAIN,
29405-o Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Éleveurs de Dindons du Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 19 manvier 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29402-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Éleveurs de Dindons du Québec" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on January 19, 1951,

The principal place of business of the said professional syndicate is at Quebec, judicial district of Quebec.

JEAN BRUCHÉSI,
29402 Under Secretary of the Province.

LEISURE WEAR INC.

Règlement N° "A"

Un règlement augmentant le nombre des directeurs

Attendu que les lettres patentes constituant la compagnie en corporation nomment trois personnes directeurs provisoires; et

LEISURE WEAR INC.

By-Law No. "A"

A By-Law increasing the number of Directors.

Whereas the Letters Patent incorporating this Company name three persons as Provisional Directors; and

Attendu qu'il est jugé nécessaire d'augmenter le nombre des directeurs de trois à quatre directeurs.

En conséquence, la compagnie "Leisure Wear Inc.", par ses directeurs, décrète ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de tois à quatre.

(Sceau)

Le Président,
(Signé) S. D. LONN.
Le Secrétaire,
29403 IDA HERSCOVITCH.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat National des Employés de Coopératives de la Région du Lac Saint-Jean", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 29 janvier 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Bruno, comté de Lac Saint-Jean.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29404-o JEAN BRUCHÉSI.

PARISIAN FASHIONS DISTRIBUTORS, INC.

AVIS

Diminution du nombre des directeurs.

Le nombre des directeurs de la compagnie est diminué de quatre à trois. Ils administreront les affaires de la compagnie.

Montréal, 18 janvier 1951.

PARISIAN FASHIONS DISTRIBUTORS, INC.,
Par le Secrétaire,
29406 D. ISOVICH.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Union des Ouvriers du Fer et du Titanium de Sorel", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 janvier 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sorel, comté de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29407-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Club d'Automobilistes de St-Théophile" en date du 31 décembre 1950, dont le siège social est situé à Saint-Théophile, comté de Beauce, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 23 janvier 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
29420-o JEAN BRUCHÉSI.

Whereas it is deemed expedient to increase the number of Directors from three Director to four Directors.

Therefore "Leisure Wear Inc.", by the Directors thereof, enacts as follows:

1. The number of Directors of the Company be and is hereby increased from three to four.

(Seal)
(Signed) S. D. LONN,
Chairman.
IDA HERSCOVITCH,
29403-o Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat National des Employés de Coopératives de la Région du Lac Saint-Jean" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on January 29, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Bruno, county of Lake Saint John.

JEAN BRUCHÉSI,
29404 Under Secretary of the Province.

PARISIAN FASHIONS DISTRIBUTORS, INC.

NOTICE

Decrease of number of Directors.

The number of Directors of the Company is reduced from four to three and they shall manage the affairs of the Company.

Montreal, January 18th, 1951.

PARISIAN FASHIONS DISTRIBUTORS, INC.,
Per D. ISOVICH,
29406-o Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Union des Ouvriers du Fer et du Titanium de Sorel" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on January 23, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sorel, county of Richelieu.

JEAN BRUCHÉSI,
29407 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Club d'Automobilistes de St-Théophile" under date the 31st day of December, 1950, whereof the head office is at Saint-Théophile, county of Beauce, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd. day of January, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29420 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de l'Entretien des Chemin d'Hiver de St-Edmond", en date du 25 janvier 1951, dont le siège social est situé à Saint-Edmond-les-Plaines, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 31 janvier 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
29421-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de l'Entretien des Chemins d'Hiver de St-Edmond", under date the twenty-fifth day of January, 1951, whereof the head office is at Saint-Edmond-les-Plaines, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirty-first day of January, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29421 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Professionnelle des Employés de Postes Radiophoniques Inc.", pour l'étude la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 février 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29423-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Professionnelle des Employés de Postes Radiophoniques Inc.", for the study, defence and promotion of the economic social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on February 5, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
29423 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Club Automobile de St-Guillaume et Ste-Eveline", en date du 13 janvier 1951, dont le siège social est situé à Saint-Georges, comté de Beauce, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 5 février 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
29430-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Club Automobile de St-Guillaume et Ste-Eveline", under date the thirteenth day of January, 1951, whereof the head office is at Saint-Georges, county of Beauce, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of February, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29430 Under Secretary of the Province.

La Jeunesse Agricole Catholique Inc.

Règlement concernant l'augmentation du nombre des directeurs de la corporation précitée.

"Il est stipulé par le règlement 8, (I) que le nombre des directeurs composant le bureau de direction de La Jeunesse Agricole Catholique Inc. soit augmenté de sept (7) a neuf (9) directeurs."

Vraie copie.

Le Président,
JEAN-GUY BLOUIN.
La Secrétaire,
29431-o ROLANDE LEFEBVRE.

La Jeunesse Agricole Catholique Inc.

By-law concerning the increase in the number of directors of the above corporation.

"It is stipulated by By-law 8: (1) that the number of directors composing the directorate of "La Jeunesse Agricole Catholique Inc." be increased from seven (7) to nine (9) directors."

True copy.

JEAN GUY BLOUIN,
President.
ROLANDE LEFEBVRE,
29431 Secretary.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Vital", tenue à Saint-Vital, comté d'Abitibi-Ouest, le 19 septembre 1950, une résolution a été adoptée unanimement changeant le nom de ladite société en celui de "Le Chantier Coopératif de St-Vital."

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6 février 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
29432-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is given that at a special general meeting of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de l'U.C.C., de St-Vital", held at Saint-Vital, county of Abitibi-West, on the 19th day of September, 1950, a resolution was unanimously adopted changing the name of the said association into that of "Le Chantier Coopératif de Saint-Vital".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of February, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29432 Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 5 février 1951, les règlements de la Société des Infirmières Visiteuses", comprenant les articles I à XVI inclusivement, tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 24 novembre 1950, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 6 février 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
29433-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is given that, upon the recommandation of the Deputy Attorney General, the by-laws of the "Société des Infirmières Visiteuses", comprising articles I to XVI inclusively, as adopted at the meeting held on the 24th of November, 1950, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on the 5th day of February, 1951, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q., 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of February, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29433 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de L'Annonciation", en date du 17 décembre 1950, dont le siège social est situé à L'Annonciation, comté de Labelle, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 9 janvier 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29436-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de L'Annonciation", under date the seventeenth day of December, 1950, whereof the head office is at L'Annonciation, county of Labelle, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of January, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29436 Under Secretary of the Province.

Association Amateur Athlétique de la Police de Montréal

Extrait des règlements de l'association précitée, tels que refondus à l'assemblée générale spéciale du 31 janvier 1951, concernant la réduction du nombre des directeurs de quinze à neuf (15 à 9).

"Art. 15. *Bureau de direction.* a) Le Bureau de Direction est composé d'un président élu par tous les membres de l'association, et de 8 directeurs élus respectivement par les membres de leur district électoral."

Le Procureur de l'Association,
29441-o GUY-MERRILL DÉSAULNIERS.

Association Amateur Athlétique de la Police de Montréal

Excerpt from the by-laws of the above association, as revised at the special general meeting held on the 31st day of January, 1951, concerning the decrease in the number of directors from fifteen to nine (15 to 9).

"Art 15. *Board of Directors.* a) The Board of Directors is composed of a president elected by all the members of the association, and of 8 directors elected respectively by the members of their electoral district."

GUY MERRILL DÉSAULNIERS,
29441 Attorney of the Association.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 6 février 1951, une refonte des réglements de l'Association Amateur Athlétique de la Police de Montréal", telle qu'adoptée à une assemblée générale spéciale tenue le 31 janvier 1951, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 6 février 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
29442-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, a revision of the by-laws of the "Association Amateur Athlétique de la Police de Montréal", as adopted at a special general meeting held on the 31st of January 1951, was approved by the Honourable the Provincial Secretary on the 6th of February, 1951, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of February, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29442 Under Secretary of the Province.

Cap Airways Limited

Règlement numéro 15

"Le nombre des directeurs est, par les présentes, diminué de cinq à quatre."

Le Président,
WILLIAM STANSFIELD.
Le Secrétaire,
29437 ROBERT PERRY.

Cap Airways Limited

By-Law number 15

"The number of Directors is hereby decreased from five to four."

WILLIAM STANSFIELD,
Chairman.
ROBERT PERRY,
29437-o Secretary.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 5 février 1951, les règlements numéros 1, 2 et 3 du "Secrétariat

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the by-laws Nos. 1, 2 end 3 of the "Secretariat Social de l'Enfance de Rimouski" were approved by the Hon-

Social de l'Enfance de Rimouski", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6 février 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29451-o JEAN BRUCHÉSI.

ourable the Provincial Secretary on the 5th day of February, 1951, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of February, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29451 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Adhill Trading Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du treize mai 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er février 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29408 L. DÉSILETS.

Avis, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Amphi Gold Properties Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes, en date du neuf octobre 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er février 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29408 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "DeClercq Mining Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes en date du onze janvier 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er février 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29408 L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Giroux Immeubles Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 octobre 1942.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er février 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Charters— Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Adhill Trading Inc.", incorporated by letters patent dated the thirteenth day of May, 1946.

Notice is also given that from and after the first day of February, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the second day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29408-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Amphi Gold Properties Limited" (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated the ninth day of October, 1937.

Notice is also given that from and after the first day of February, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the second day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29408-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "DeClercq Mining Limited" (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated the eleventh day of January, 1946.

Notice is also given that from and after the first day of February, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the second day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29408-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Giroux Immeubles Ltée" incorporated by letters patent dated the 30th day of October, 1942.

Notice is also given that from and after the first day of February, 1951, the said company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général le 2 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29408-o L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur general d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Glow-Craft Sportswear Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du premier octobre 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er février 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le deux février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29408 L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Godbout & Fortin Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 février 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier février 1951 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29408-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Kilfo Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 avril 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier février 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le deux février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29408-o L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Killarney Hotel Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du seize octobre 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er février 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29408 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29408 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Glow-Craft Sportswear Inc.", incorporated by letters patent dated the first day of October, 1947.

Notice is also given that from and after the first day of February, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the second day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29408-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Godbout & Fortin Inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of February, 1945.

Notice is also given that from and after the first day of February, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29408 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Kilfo Inc.", incorporated by letters patent dated the 20th day of April, 1945.

Notice is also given that from and after the first day of February, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29408 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company, "Killarney Hotel Limited", incorporated by letters patent dated the sixteenth day of October, 1946.

Notice is also given that from and after the first day of February, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the second day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29408-o Deputy Attorney General.

AVIS

Avis est donné que la compagnie "Lanco Ltd." s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en conseil de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner la charte de la compagnie, n'ayant pas d'actif ou dettes.

Montréal, 31 janvier 1951.

Les Procureurs de Lanco Ltd.,
29409 CHAIT, KLEIN & ARONOVITCH.

UNION JOBBERS CO. LTD.

Avis est donné que la compagnie "Union Jobbers Co. Ltd." s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte à compter d'une date qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur de fixer.

Daté à Montréal, le 31 janvier 1951.

Le Secrétaire,
29410 Mme L. RESNITZKY.

AVIS

Avis est par les présentes donné que "Victoriaville Textile Corporation" ayant son bureau chef dans la cité et le district de Montréal, s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal ce 5ième jour de février, 1951.

Les Procureurs du Pétionnaire,
STEIN ET STEIN,
Ch. 1075, 1435 rue St. Alexandre,
29434-o Montréal, Québec.

NOTICE

Notice is hereby given that "Lanco Ltd." will apply to the Lieutenant-Governor-in-Council of the Province of Quebec for leave to surrender the Charter of the Company, the Company having no assets or liabilities.

Montréal, January 31st, 1951.

CHAIT, KLEIN & ARONOVITCH,
29409-o Attorneys for Lanco Ltd.

UNION JOBBRES CO. LTD.

Notice is hereby given that "Union Jobbers Co. Ltd.", will make application to the Lieutenant-Governor of Quebec for acceptance of the surrender of its Charter as and from the date to be fixed by the Lieutenant-Governor.

Dated at Montreal, this 31st day of January, 1951.

Mrs. L. RESNITZKY,
29410-o Secretary.

NOTICE

Notice is hereby given that "Victoriaville Textile Corporation," having its head office in the City and District of Montreal, will apply to the Honourable Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its Letters Patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal this 5th day of February 1951.

STEIN & STEIN,
Attorneys for Petitioner,
Suite 1075, 1435, St. Alexander St.,
29434-o Montreal, Quebec.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Avis est donné que la compagnie "Deep Rock Oil Corporation" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'agent principal de la compagnie dans cette Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est Frank Breadon Common, jr, chambre 1700, édifice de la Banque Royale, 360 ouest, rue St-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Le bureau principal de la corporation dans la Province est à l'adresse indiquée ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le cinq février 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29422 JEAN BRUCHÉSI.

Company Licensed to do Business

Notice is hereby given that the company "Deep Rock Oil Corporation" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the Company in this Province for the purpose of receing service in any suit or proceddng taken against it is Frank Breadon Common, Jr., of Room 1700, The Royal Bank Building, 360 St. James Street, West, in the City and Judicial District of Montreal.

The principal office of the Corporation in the Province is at the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of February, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29422-o Under-Secretary of the Province.

Département de l'Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que le ministre de l'Agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté des Iles-de-la-

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a Farmers' Club, in the county of the Magdalen Isl-

Madeleine, sous le nom de cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame de Fatima, conformément à la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118).

Québec, ce 2 février 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

29411-o R. TRÉPANIER,

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de Ste-Agnès de Bellecombe, comté de Rouyn-Noranda, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le minitre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 6 février 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

29449-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse St-Dominique, le cercle agricole de la paroisse St-Nazaire d'Acton et le cercle agricole de la paroisse St-Pie, tous trois dans le comté de Bagot, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 6 février 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

29449-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de St-Amable, le cercle agricole de la paroisse Ste-Julie, le cercle agricole de la paroisse St-Marc-de-Cournoyer et le cercle agricole de la paroisse de St-Mathieu de Belœil, tous quatre dans le comté de Verchères, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 6 février 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

29449-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la mission de Ste-Florence de Beaurivage, comté de Matapédia, ayant négligé pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 6 février 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

29449-o R. TRÉPANIER.

---

ands, under the name of "Cercle Agricole de la Paroisse de Notre-Dame de Fatima", pursuant to the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chapter 118).

Quebec, February 2, 1951.

R. TRÉPANIER,

29411 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers'Club of the parish of Ste-Agnès de Bellecombe, county of Rouyn-Noranda, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act, (R.S.Q. 1941, chapter 118) the Minister of Agriculture declares it dissolved pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, February 6, 1951.

R. TRÉPANIER,

29449 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the parish of St. Dominique, the Farmers' Club of the parish of St-Nazaire d'Action, and the Farmers' Club of the parish of St-Pie, all three in the county of Bagot, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act, (R.S.Q. 1941, chapter 118) the Minister of Agriculture declares them dissolved pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, February 6, 1951.

R. TRÉPANIER,

29449 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the farmers' club of the Parish of St-Amable, the farmers' club of the parish of Ste-Julie, the farmers' club of the parish of St-Marc-de-Cournoyer and the the farmers' club of the parish of St-Mathieu de Belœil, all four in the county of Verchères, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q., 1941, chapter 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, February 6, 1951.

R. TRÉPANIER,

29449 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the mission of Ste-Florence de Beaurivage, county of Matapedia, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Club Act, (R.S.Q. 1941, chapter 118) the Minister of Agriculture declares it dissolved pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, February 6, 1951.

R. TRÉPANIER,

29449 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

N° 263-49.

Québec, le 6 février 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 1er février 1951, de détacher de la municipalité scolaire de Grosses-Roches, dans le comté de Matane, les lots 29 à 36 inclusivement des rangs IV (4) et V (5) du canton de Cherbourg, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Jean-de-Cherbourg, même comté.

Department of Education

No 263-49

Quebec, February 6, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 1st of February, 1951, to detach from the school municipality of Grosses-Roches, in the county of Matane, lots 29 to 36 inclusively of ranges IV (4) and V (5) of the township of Cherbourg, and to annex them to the school municipality of Saint-Jean-de-Cherbourg, same county.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1951.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
29450-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1000-46.

Québec, le 6 février 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 1er, février 1951, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Gérard, dans le comté de Wolfe, les lots suivants, tous inclusivement du canton Weedon, savoir:

1 à 25 du rang VI (6); 169 à 190 du rang XII (7); 191 à 198 du rang VIII (8); 230 à 232 du rang IX (9), et de les annexer à la municipalité scolaire du Canton Weedon, même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1951.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
29450-o O. J. DÉSAULNIERS.

This order in council will become effective on the 1st of July, 1951.

O. J. DÉSAULNIERS,
29450 Superintendent of Education.

No. 1000-46

Quebec, February 6, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 1st of February, 1951, to detach from the school municipality of Saint-Gérard, in the county of Wolfe, the following lots, all inclusively of the township of Weedon, to wit:

1 to 25 of range VI (6); 169 to 190 of range VII (7); 191 to 198 of range VIII (8); 230 to 232 of range IX (9), and to annex them to the school municipality of the township of Weedon, same county.

This Ordre in Council will become effective as from the 1st of July, 1951.

O. J. DÉSAULNIERS,
29450 Superintendent of Education.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Berrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de l'imprimerie dans l'Ile de Montréal et un rayon de cent (100) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 3088 du 7 août 1946, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements, en radiant les articles et paragraphes suivants:

a) Les paragraphes 1 *a*), 2*e*) et 2*f*) de l'article I.
b) L'article II.
c) Le paragraphe *i*) v de l'article V.
d) L'article IX.
e) Le paragraphe *j*) de l'article X.
f) Le paragraphe *c*) de l'article XVII.
g) L'article XIX.
h) Le paragraphe 6 de la section A de l'article XXIII.

et en leur substituant les paragraphes ou articles ci-après mentionnés:

I. *Juridiction professionnelle: Paragraphe I.*

a) i. Toute personne employée à produire des imprimés par le procédé d'impression typographique (letter press process), les procédés de multicopie de toute description, la composition, l'impression, le coupage, le réglage, la reliure, et la finition, soit dans un atelier spécialisé, une entreprise privée, industrielle ou commerciale, ou dans tout autre établissement, et soit que telles opérations constituent le commerce principal de telle entreprise ou qu'elles soient secondaires à tout autre commerce ou occupation.

ii. Toutes personnes employées à la production de lithographie commerciale par les procédés lithographique, panograhique ou photolithographique, lors telle production est faite par une machine de format 20″ x 30″ ou moindre, à l'exception des presses à épreuves; soit qu'elles soient employées à l'exception de presses à épreuves; soit qu'elles soient employées dans un entre-

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the Printing Trades in the Island of Montreal and the territory included within a radius of 100 miles from its limits, rendered obligatory by the decree number 3088 of the 7th of August, 1946, have submitted to him a request to amend the said decree and its amendments, by deleting therefrom the following sections and/or subsections.

a) Sub-sections 1-*a*), 2-*e*) and 2 *f*) of Section I
b) Section II
c) Sub-section *i*) v of Section V
d) Section IX
e) Sub-section *j*) of Section X
f) Sub-section *c*) of Section XVII
g) Section XIX
h) Sub-section A-6 of Section XXIII

and by replacing them with the following sections and/or subsections respectively:

I. *Professional jurisdiction: Sub-section 1 a)* i All persons engaged in the production of printing by "Letter Press" process, multicopying processes of every description, typesetting, press work cutting, ruling, bookbinding and finishing — whether in trade plants, private, industrial, commercial or any other establishment, an whe ther such operations constitute its principal business or are accessory to some other business or enterprise.

ii All persons engaged in the production of lithography by lithographic, planographic or photolithographic processes when produced by machines or a press size up to and including 20 x 30 inches, with the exception of proofing presses, whether in trade plants, private, industrial, commercial or any other establishment and whether such operations constitute its principal business

prise privée ou industrielle ou commerciale ou dans toute autre établissement et soit que telles opérations constituent le principal commerce de l'entreprise ou qu'elles soient accessoires à tout autre commerce ou occupation.

iii. Tous les opérateurs de chassis pneumatiques et de contacts négatifs employés à la préparation de plaques pour la reproduction par machines à multicopier de format 20" x 30" ou moindre, à l'exception des presses à épreuves.

iv. Si au cours de la présente convention les associations patronale et ouvrière de l'industrie de la lithographie concluent leur propre convention en vertu de la Loi de la Convention Collective, le paragraphe (*b*) de l'article I et tout autre article qui les concerne deviendront nuls et sans effet.

Paragraphe 2. e) Les opérateurs de machines à multicopier de tout genre dans les établissements privés, lorsque lesdites machines servent exclusivement à la production des facsimilés de travaux dactylographiés en caractère "pica" ou "élite" par les procédés typographique, lithographique ou planographique, pourvu que ces facsimilés soient destinés à l'usage exclusif desdits établissements et non a être vendus.

f) Les opérateurs de machines à imprimer et de machines à multicopier employés dans des établissements privés, lorsque lesdites machines servent exclusivement à la surimpressions par procédés typographique, planographique ou lithographique, de travaux déjà imprimés ou lithographiés dans des ateliers commerciaux d'imprimerie ou de lithographie, pourvu que telles surimpressions soient destinées à l'usage exclusif desdits établissements et non à être vendues.

II. *Juridiction territoriale. a*) La juridiction territoriale du present décret comprend l'Ile de Montréal, et tout le territoire compris dans un rayon de cent (100) milles, en ligne droite, de ses limites, dans la province de Québec.

b) Pour les fins d'application du présent décret, cette juridiction territoriale est divisée en zones de la façon suivante:

Zone I: L'Ile de Montréal et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites, en ligne droite, et la cité de Hull ainsi que le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites, en ligne droite.

Zone II: Les municipalités suivantes et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de leurs limites: Granby, Grand'Mère, Joliette, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean d'Iberville, Saint-Jérôme, Shawinigan Falls, Sherbrooke, Sorel, Trois-Rivières, Valleyfield.

Zone III: Toute la juridiction territoriale à l'exception des autres zones.

V. Travail suplémentaire: i) v. Dans le cas des salariés d'une équipe de nuit, les jours de fêtes ci-dessus sont observés soit durant la soirée qui précède le jour de la fête ou durant la soirée de la fête elle-même, à la discrétion de l'employeur, sauf lorsqu'un jour de fête tombe un samedi; dans ce cas, la fête doit être observée durant la soirée qui précède le jour même de la fête.

IX. Lorsqu'il est établi à la satisfaction du Comité Paritaire, à la suite d'un rapport de l'employeur, qu'un apprenti qui atteint la fin de la sixième année d'apprentissage n'est pas suffisamment qualifié pour être considéré comme compagnon, le Comité Paritaire peut autoriser l'employeur à augmenter le taux de gages dudit apprenti de pas moins de 10% à la fin de sa sixième année, et de pas moins de 10% à la fin de

or are accessory to some other business or enterprise.

iii All vacuum frame and contact negative operators producing plates for reproduction by multicopying machines of a press size up to and including 20 x 30 inches, with the exception of proofing presses.

iv If, as and when the associations of employers and of employees secure an agreement of their own under the provisions of the collective Agreement Act, Section I (*b*) and all other references to lithography shall cease to have effect.

Sub-section 2 e) Operators on multicopying machines of every description in private plants, provided such equipment is used exclusively for the production of facsimile typewritten matter in pica or elite type faces only by means of "Letter Press", planographic or lithographic processes and provided such production is for their sale use and not for sale to others.

f) Operators on printing machines and multicopying machines in private plants when such equipment is used exclusively for overprinting (by means of "Letter Press", planographic or lithographic processes) matter or material which has already been printed or lithographed by commercial printing or lithographic establishments and provided that such overprinting is for their sale use and not for sale to others.

II. *Territorial jurisdiction: a*) The territorial jurisdiction of the present decree shall include the Island of Montreal and the whole territory included within a radius of one hundred (100) miles in a straight line from its boundaries, in the Province of Quebec.

b) For the purposes of the enforcement of the present decree, the territorial jurisdiction is divided into the following zones:

Zone I: The Island of Montreal and the territory included within a radius of ten (10) miles in a straight line from its boundaries; and the City of Hull and the territory included within a radius of ten (10) miles in a straight line from its limits.

Zone II: The following municipalites and the territory included within a radius of two (2) miles from their limits: Granby, Grand'Mère, Joliette, St. Hyacinthe, St. Jean, Iberville, St. Jérôme, Shawinigan Falls, Sherbrooke, Sorel, Three Rivers and Valleyfield.

Zone III: The whole territorial jurisdiction with the exception of the territory covered by other zones.

V. *Overtime:* i) v In the case of employees working on a night shift, the above holidays will be observed either on the evening preceding the holiday, or on the evening of the holiday itself, at the discretion of the employer, except where the holiday falls on a Saturday when it shall be observed on the evening preceding the holiday.

IX. In the case where the Parity Committee is satisfied, upon the report of the employer that an apprentice, after completing six year's apprenticeship, is not sufficiently qualified to be deemed a journeyman in any department, it may authorize the employer to increase the apprentice's rate of wages by not less than ten per cent (10%) at the end of his sixth year, and by nto less than ten per cent (10%) at the end of every twelve

chaque période de douze mois subséquents jusqu'à ce qu'il atteigne le salaire d'un compagnon Cette augmentation est ajoutée au salaire de l'année terminée.

X. *j*) Le Comité Paritaire peut permettre à un établissement d'embaucher un apprenti de plus que la proportion établie par le présent article entre le nombre de compagnons et celui des apprentis, pour permettre à un vétéran de continuer ou de commercer son apprentissage.

XVII. *Vacances payées: c*) Tout salarié qui compte au 30 avril de chaque année deux ans de service ou plus avec le même employeur, a droit au cours de ladite année à des vacances payées comme suit:

2 ans de service, 7 jours de vacances.

3 ans de service, 10 jours de vacances.

Dans le cas où un salarié a droit au cours d'une année, à un ou plusieurs jours additionnels de vacances en vertu du présent paragraphe, il sera laissé à la discrétion de l'empoyeur, après avoir pris avis du salarié, de déterminer à quelle date ce ou ces jours additonnels de vacances seront pris au cours de ladite année.

XIX. *Taux minima de salaires pour le travail du jour.* A compter de la première période de paie commençant le ou après le jour de l'entrée en vigueur du présent décret d'amendements, les taux minima de salaires sont les suivants:

months thereafter, until he reaches a journeymen's rate of wages. Such increase must be computed on the previous year's rate of wages.

X. *j*) The Parity Committee may permit an establishment to hire one apprentice in excess of the ratio between the number of journeymen and that of apprentices set by this section in order to allow a veteran to resume or commence his apprenticeship.

XVII. *Vacation with pay: c*) An employee who on April 30th, in any year, has had two or more years' service with the same employer shall be entitled to a vacation with pay in that year as follows:

2 years' service: 7 days vacation

3 years' service: 10 days vacation

In the case where an employee is entitled in any year to one or more additionnal day's vacation in virtue of this sub-section, it will be left to the discretion of the employer, after notification by the employee, to determine when such additionnal day or days of vacation shall be taken during the course of the said year.

XIX. *Day shift minimum rates:* Effective from the first payroll period commencing on or after the coming into force of the present amending Decree, the minimum hourly rates of wages shall be as follows:

	Taux horaires minima — Minimum hourly rates — *Zones*		
	I	*II*	*III*
A) Atelier de composition — Composing room			
Compagnon typographe — Journeyman compositor	$ 1.55	$ 1.32	$ 1.22
Compagnon opérateur de clavier — Journeyman machine keyboard operator	1.55	1.32	1.22
Correcteur d'épreuves — Proof reader (employé précédemment comme compagnon typographe avant d'être appelé à remplir les fonctions de correcteur d'épreuves) — (who has been employed as Journeyman Compositor before being assigned to proof reading)	1.55	1.32	1.22
Compagnon opérateur de fondeuse — Casterman: (doit pouvoir prendre charge complète des fondeuses et claviers, sans qu'il soit nécessaire d'être opérateur de clavier) — (must be capable of taking complete charge of casters and keyboards, but need not be keyboard operator)	1.55	1.32	1.22
Aide sur fondeuse — Caster runner: Les taux de salaires des aides sur fondeuses sont établis comme suit: — Rate of wages of caster runners shall be governed as follows:			
1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six month	0.48	0.41	0.38
2ième semestre — 2nd six months	0.50	0.43	0.39
2ième année, 1er semestre — 2nd year, 1st six months	0.53	0.45	0.42
2ième semestre — 2nd six months	0.54	0.46	0.43
3ième année, 1er semestre — 3rd year, 1st six months	0.66	0.56	0.52
2ième semestre — 2nd six months	0.73	0.62	0.57
Après 3 années révolues, les aides sur fondeuses sont rémunérés selon les conditions convenues entre salariés et employeurs, mais en aucun cas le salaire ne doit être inférieur à celui fixé pour un apprenti de 3ième année 2ième semestre.— Thereafter, Caster Runners will be paid at rate agreed upon between employer and employee, but not less than the rate set for a 3rd year 2nd six months apprentice.			
B) Atelier d'impression — Press room			
Presses à plateau; presses à cartes; presses à enveloppes; presses à ruban de soie; presses à étiquettes agrafes; presses à étiquettes, presses à plateau pouvant imprimer papier sur bobine; presses à multiples plateaux; presses à plateau ou autres, servant à gaufrer à chaud ou à froid; machines à multicopier, de toutes descriptions et de tous formats, automatiques ou margées à la main: — Platen presses; Card presses; Envelope presses; Silk ribbon printing presses; Pin ticket presses; Seal presses; Platen presses with web attachment; Multiple platen presses; Platen or other type presses used for hot or cold embossing; Multicopying machines of every size and description, automatic or hand fed:			
Compagnon pressier — Journeyman pressman	1.33	1.13	1.04
Margeur sur presses ci-dessus — Feeder on above presses	1.02	0.87	0.80

	Taux horaires minima / Minima hourly rates — Zone I	Zone II	Zone III
Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de moins de 36 pouces de largeur; presses à imprimer, à gaufrer et à découper en une opération continue; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical — une couleur — tous formats — automatiques ou margées à la main — Rotary presses capable of printing paper rolls less than 36 inches in width; Machine for power printing, die embossing and die cutting in one continuous operation; Flat bed cylinder presses — one colour — all sizes — whether automatic or hand fed:			
Compagnon pressier — Journeyman pressman	1.55	1.32	1.22
Assistant-pressier — Assistant pressman	1.27	1.08	1.00
Margeur sur presses ci-dessus — Feeder on above presses	1.10	0.94	0.86
Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de 36 pouces et plus; presses "Tubular" de 16 pages ou toutes autres rotatives de même calibre; presses rotatives margeant papier à feuilles mobiles; presses rotavives à deux couleurs; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical, à deux couleurs; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical avec attachement pour deuxième couleur; presses à retiration automatiques ou margées à la main: — Rotary presses capable of printing paper rolls 36 inches and over; Tubular rotary presses — 16 pages or any rotary press of same capacity; Rotary presses, sheet fed; Two colour rotary presses; Two-colour flat bed cylinder presses: Flat bed cylinder presses with special attachment for 2nd colour; perfecting presses, whether automatic or hand fed:			
Compagnon pressier — Journeyman pressman	1.72	1.46	1.35
Assistant-pressier ou margeur sur presses ci-dessus — *Assistant pressman or feeder* on above presses	1.33	1.13	1.04
C) ATELIER DE RELIURE ET DE FINITION / BOOKBINDING AND FINISHING DEPARTMENT			
Compagnon relieur — Journeyman Bookbinder	1.55	1.32	1.22
Opérateur de — Operator on: Machines à couper le papier et la toile avec couteaux ordinaires ou dentelés; machines à régler (plumes ou disques) — Paper and cloth-cutting machines, whether using straight or serrated knives: ruling machines — pen and/or disk	1.55	1.32	1.22
Opérateur de — Operator on: Machines à plier; machines à assembler automatiques; machines à couper le carton; machines rotatives à couper la toile; machines à biseauter le carton ou le cuir; machines à faire les couvertures; machines à coller les dos et à garnir; machines à endosser; machines à frapper et à gaufrer; machines à encaisser (pas plus de 2 aides par machine); machines à empreintes servant à fabriquer des couvertures en relief; machines à arrondir; machines à coller de plus de 24 pouces de largeur — Folding machines; Automatic Gathering machines; Shearbord cutters; Rotary linen cutters; Board or leather bevelling machines; Case-making machines; Back-lining machines; Casing-in machines (not more than two helpers per machine); Backing machines; Stamping machines — automatic or hand; Power machines, as used in the embossing or making of book covers; Rounding machines; Pasting machines over 24 inches in width	1.55	1.32	1.22
Opérateur sur rogneuses — Operator on: jusqu'à 25 pouces — Paper trimmers and choppers, up to 25 inches	1.04	0.88	.082
Main-d'Oeuvre féminine — Female help: Fille, femme ou homme lorsque celui-ci remplace celle-là, dans les établissements d'imprimerie, de reliure ou de lithographie — opérations manuelles de toutes descriptions considérées comme travail féminin: — Female employees, and males when replacing females, in any class of employment in printing, bookbinding and lithographing establishments — hand operations of every description considered as women's work:	0.78	0.66	0.61
Margeuse — Feeding: Machines à régler; machines à estamper; machines à plier — Ruling machines; Folding machines; Stamping machines	0.78	0.66	0.61
Opératrice — Operating: Machines à poinçonner; machines à brocher; machines à coudre; machines à poser les œillets; machines à numéroter; machines à perforer; tables à assembler; machines à faire les coins ronds aux couvertures remployées; machines à poser les feuillards de calendriers; machines à coller de moins de 24 pouces de largeur — Punching machines; Stitching machines; Sewing machines; Eyeletting machines; Numbering machines; Perforating machines; Gathering tables; Round-cornering machines as used on book cases, or covers; Tinning machines; Pasting machines in size smaller than 24 inches in width	0.78	0.66	0.61

			Taux horaires minima Minimum hourly rates Zones		
			I	*II*	*III*
Apprentie — Apprentice (Female): Le nombre d'apprenties ne doit pas excéder le tiers du nombre total des salariées. Toute personne ayant moins de 36 mois d'expérience est considérée comme apprentie. Les taux de salaires des apprenties sont établis comme suit — The number of apprentices shall not exceed one third (1/3) of the total number of female employees. Any person having less than thirty-six (36) months' experience at the trade shall be considered as an apprentice. Rates of wages of apprentices shall be governed as follows:					
1ère année,	1er semestre — 1st year	1st six months	0.45	0.38	0.35
	2ième semestre	2nd six months	0.50	0.43	0.39
2ième année,	1er semestre — 2nd year	1st six months	0.55	0.47	0.44
	2ième semestre	2nd six months	0.60	0.52	0.48
3ième année,	1er semestre — 3rd year,	1st six months	0.65	0.55	0.51
	2ième semestre	2nd six months	0.70	0.60	0.55
D) Apprenti masculin (tous les départements) Apprentice male (All departments)					
Les taux de salaires des apprentis sont établis comme suit: — Rates of wages of apprentices shall be governed as follows:					
1ère année,	1er semestre — 1st year,	1st six months	0.48	0.41	0.38
	2ième semestre	2nd six months	0.50	0.43	0.39
2ième année,	1er semestre — 2nd year,	1st six months	0.53	0.45	0.42
	2ième semestre	2nd six months	0.54	0.46	0.43
3ième année,	1er semestre — 3rd year,	1st six months	0.66	0.56	0.52
	2ième semestre	2nd six months	0.73	0.62	0.57
4ième année,	1er semestre — 4th year,	1st six months	0.79	0.67	0.62
	2ième semestre	2nd six months	0.89	0.76	0.70
5ième année,	1er semestre — 5th year,	1st six months	1.05	0.89	0.82
	2ième semestre	2nd six months	1.15	0.98	0.90
6ième année,	1er semestre — 6th year,	1st six months	1.23	1.05	0.97
	2ième semestre	2nd six months	1.31	1.11	1.03
E) Aide inexpérimenté (Masculin) Tous les dépaitements Helper (Male) unskilled (All Departments):					
Les taux de salaires des aides sont établis comme suit: — Rates of wages of helpers shall be governed as follows:					
1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months			0.48	0.41	0.38
Subséquemment — Thereafter			0.59	0.50	0.46
F) Département de la préparation des plaques Plate Making Department					
Opérateur de chassis pneumatiques et de contacts négatifs employés exclusivement à la préparation de plaques pour la reproduction par machines à multicopier de format 20"x30" ou moindre — Vacuum Frame and Contact Negative Operator who exclusively produces plates for reproduction by multicopying machines up to and including 20"x30" inches			1.80	1.80	1.80
G) Machines a multicopier — Multicopying machine					
i) Opérateurs de machine à multicopier de tout genre de format 12"x19" ou moindre — Operator on multicopying machine of a pross size less than 12x19 inches:					
1ère année — 1st year			1.23	1.23	1.23
Années subséquentes — Thereafter			1.38	1.38	1.38
ii) Opérateurs de machine à multicopier de tout genre, de format de plus de 12"x19" jusqu'à 20"x30" inclusivement — Operator on multicopying machine of any description, of a press size over 12x19 inches up to and including 20x30 inches			1.52	1.52	1.52
iii) Margeur sur machine à multicopier de plus de 12"x19" jusqu'à 20"x30" inclusivement — Feeders on multicopying machines over 12x19 inches up to and including 20"x30" inches			1.13	1.13	1.13
iiii) Apprenti opérateur de machine à multicopier — Apprentice multicopying machine operator:					
1ère année,	1er semsetre — 1st year,	1st six months	1.17	1.17	1.17
	2ième semestre	2nd six months	1.12	1.21	1.21
2ième année,	1er semestre — 2nd year,	1st six months	1.25	1.25	1.25
	2ième semestre	2nd six months	1.30	1.30	1.30
3ième année,	1er semestre — 3rd year,	1st six months	1.34	1.34	1.34
	2ième semestre	2nd six months	1.39	1.39	1.39
4ième année,	1er semestre — 4th year,	1st six months	1.44	1.44	1.44
	2ième semestre	2nd six months	1.48	1.48	1.48

Un apprenti doit avoir travaillé comme margeur avant de prendre charge d'une machine à multicopier. Son apprentissage commence à la date à laquelle il prend charge d'une machine à multicopier.— An apprentice must have served as feeder before taking charge of a multicopying machine. His apprenticeship commences only from the time he takes charge of a multicopying machine.

XXIII. A. 6. La Commission d'Aprentissage peut exiger que les apprentis, après une période probatoire de six mois d'apprentissage dans leur métier, fréquentent l'École des Arts Graphiques à raison d'une journée par semaine, jusqu'à ce qu'ils aient complété leur troisième année d'apprentissage. Les apprentis qui atteignent le deuxième semestre de leur première année d'apprentissage durant un terme académique ne commenceront alors à fréquenter l'École des Arts Graphiques qu'au début du terme académique suivant. Quand aux apprentis qui complètent le deuxième semestre de leur troisième année durant un terme académique, ils devront continuer à fréquenter l'École des Arts Graphiques jusqu'à ce que prenne fin le terme académique en cours.

Le jour où un apprenti fréquente l'École des Arts Gaphiques, tel que ci-haut mentionné, son employeur peut le remplacer durant son absence par un élève régulier de l'École. Le temps passé à l'atelier d'imprimerie par un élève régulier de l'École est considéré comme faisant partie du programme d'études de l'École, et tel élève n'est pas considéré comme un employé assujetti au présent décret.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail, recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 février 1951. 29448-o

XXIII. A. 6. The Apprenticeship Commission may require apprentices, after a probationary period of six months in the printing industry, to attend the School of Graphic Arts, for instructional training at least one day each week until they complete the third year of their apprenticeship. Apprentices who reach the second six months of their first year of apprenticeship while an academic term is in progress will not commence courses at the School of Graphic Arts until the beginning of the following academic term; apprentices who complete the second six months of their third year of apprenticeship during an academic term must continue to attend courses at the School of Graphic Arts until completion of the academic term in progress.

Where an apprentice attends the School of Graphic Arts as aforesaid, the employer may use the services of a full time student from the School of Graphic Arts to replace him in his absence. The time spent by the stu lent in the shop will be considered part of his chool curriculum and he will not be considered as an employee covered by the jurisdiction of the present decree.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 10, 1951. 29448-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par le Comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du Port de Montréal, à l'effet de modifier le décret numéro 686 du 18 mars 1943 et amendements relatif aux manutenteurs de fret — navigation intérieure et côtière ,dans le Hâvre de Montréal, comme suit:

Les paragraphes "*a*" et "*b*" de l'article IV seront remplacés par les suivants:

"*a*) Tout travail exécuté entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m. doit être rémunéré au taux horaire d'un dollar et sept cents ($1.07)."

"*b*) Tout travail exécuté entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m. doit être rémunéré au taux horaire d'un dollar et douze cents ($1.12)".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 février 1951. 29460

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been submitted to him by the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal for the purpose of amending the decree number 686 of March 18, 1943, and amendments, relating to the freight handlers — inland and coastal navigation, in the Harbour of Montreal, as follows:

Subsection "*a*" and "*b*" of section IV will be replaced by the following:

"*a*) All work performed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m. shall be remunerated at the hourly rate of one dollar and seven cents ($1.07)."

"*b*) All work performed between 7.00 p.m. and 7.00 a.m. shall be remunerated at the hourly rate of one dollar and twelve cents ($1.12)."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec February 10, 1951. 29460

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du fer ou bronze ornemental, rendue obligatoire par le décret numéro 1256 du 16 novembre 1950 lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret. On demande:

1° Que l'article 1c (juridiction territoriale) soit remplacé par le suivant :

"c) *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du présent décret est divisée en deux zones comme suit: Zone I, l'Ile de Montréal, l'Ile Bizard, les comtés de l'Assomption, Terrebonne, Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Soulanges, Vaudreuil, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly, St-Jean et Iberville.

La zone II comprend les comtés des Trois-Rivières, St-Maurice, Champlain, Maskinongé, Nicolet, Yamaska, Laviolette, Berthier, Drummond, Arthabaska, Portneuf, Joliette, Montcalm, Rouville, St-Hyacinthe et Sherbrooke."

2° Que l'article II — *Taux de salaires* — soit emplacé par le suivant:

"II. *Taux de salaires:* Les taux minima de salaires pour chacune des classifications sont les suivantes:

ZONE I

Classifications:	*Taux*
Mécanicien	$1.25
Ajusteur	1.12
Forgeron	1.12
Aide (boutique ou chantier)	1.00
Monteur	1.25

ZONE II

Classifications	*Taux*
Mécanicien	$1.00
Ajusteur	0.90
Forgeron	0.90
Aide (boutique ou chantier)	0.80

Clauses conditionnelles: a) Les mécaniciens et les ajusteurs peuvent exécuter du travail de soudeur ou de forgeron sans avoir à se procurer un certificat de qualification dans ces métiers. Lorsqu'ils sont affectés à tel travail, ils reçoivent le taux du mécanicien ou de l'ajusteur, selon le cas.

b) Nonobstant les dispositions de l'article *Ia* le présent décret ne régit pas le travail de montage exécuté dans la zone II."

3° Que le paragraphe "*e*" suivant soit ajouté à l'article X:

"*e*) Nonobstant les dispositions précédentes, il est permis dans la zone II d'avoir un apprenti-mécanicien et un apprenti-ajusteur par deux compagnons dans chaque catégorie."

4° Que l'article XVI suivant soit ajouté:

"XVI. Le présent décret ne régit pas les employeurs et les salariés de la zone II pour ce qui est de l'exécution de contrats signés avant le 1er janvier 1951."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 février 1951. 29460-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the ornamental iron and bronze industry, rendered obligatory by the decree number 1256 of November 16, 1950, have submitted to him a request to amend the said decree. It is petitioned:

1. That section 1c (territorial jurisdiction) be replaced by the following:

"c) *Territorial Jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present decree shall be divided in two zones: Zone I shall compri e the Island of Montreal, Ile Bizard, the counties of l'Assomption, Terrebonne, Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Soulanges, Vaudreuil, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly, St-Jean and Iberville.

Zone II shall compri:e the counties of Three-Rivers, St-Maurice, Champlain, Maskinongé, Nicolet, Yamaska, Laviolette, Berthier, Drummond, Arthabaska, Portneuf, Joliette, Montcalm, Rouville, St-Hyacinthe and Sherbrooke."

2. That section II — *Rates of Wages* — be replaced by the following:

"II. *Rates of Wages:* The minimum hourly rates of wages of each one of the following classifications shall be:

ZONE I

Classifications:	*Rates*
Mechanic	$1.25
Fitter	1.12
Blacksmith	1.12
Helper (shop or field)	1.00
Erector	$.25

ZONE II

Classifications:	*Rates*
Mechanic	$1.00
Fitter	0.90
Blacksmith	0.90
Helper (shop or field)	0.80

Proviso: a) Mechanics and fitters may execute such welding or blacksmithing work as may be necessary without obligation to possess a card of competency in such trade and, when so employed, they shall be remunerated as mechanics or fitters, as the case may be.

b) Notwithstanding the provisions of section *Ia*, the present decree does not govern erection work in Zone II."

3. That the following section "*e*" be added to the article X:

"*e*) Notwithstanding the above provisions, one apprentice-mechanic and one apprentice-fitter shall be allowed to each two journeymen in each category in Zone II."

4. That the following section XVI be added after article XV.

"XVI. The present decree shall not apply to employers and employees in Zone II executing contracts signed prior to the 1st of January 1951."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 10, 1951. 29460-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissement commerciaux de la ville de Rimouski, rendue obligatoire par le décret numéro 1721 du 16 décembre 1948, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

1° L'article VII sera remplacé par le suivant:

"VII.— *Salaires minima:* Les salaires minima suivants doivent être payés sur une base hebdomadaire à chaque employé des catégories ci-après mentionnées faisant la semaine régulière de travail:

	Salaires hebdomadaires	
	Hommes	*Femmes*
Comptable	$44.00	
Chef de section	39.00	
Teneur de livres:		
Premier semestre	22.00	17.25
Première année	26.00	19.25
Deuxième année	30.00	21.25
Troisième année	36.00	24.25
Commis de magasin et employés de bureau:		
Premier semestre	21.00	16.00
Première année	25.00	18.00
Deuxième année	29.00	20.00
Troisième année	34.00	22.00
Livreur: camion:		
Premier semestre	22.00	
Deuxième semestre	28.00	
Deuxième année	31.00	
Aide-livreur pour objet pesant moins de 25 lbs	22.00	
Aide-livreur pour objets pesant 25 lbs et plus	27.00	
Livreur: voiture à traction animale	22.00	
Commis-boucher	39.00	
Aide-commis-boucher:		
Premier semestre	21.00	
Première année	25.00	
Deuxième année	29.00	
Troisième année	34.00	
Homme d'ouvrage général:		
Moins de 19 ans	22.00	
19 ans et plus	31.00	
Messager avec bicyclette fournie et entretenue par l'employeur	13.00	
Messager: bicyclette fournie et entretenue par l'employé	15.00	
	L'heure	
Surnuméraires et supplémentaires	0.58	0.40

Les parties conviennent que les amendements ci-haut mentionnés prendront effet à compter du 29 janvier 1951.

Les parties conviennent qu'un ajustement à la hausse ou à la baisse de $0.35 par semaine pour les hommes et $0.15 par semaine pour les femmes, sera fait pour chaque changement d'un point dans l'indice du coût de la vie en prenant comme base 171.1 points. Cet ajustement s'appliquera seulement après un changement de trois points dans l'indice mais il est convenu qu'il n'y aura pas de diminution de salaire si l'indice fédéral du coût de la vie atteint 160 points."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the commercial establishments of the town of Rimouski, rendered obligatory by the decree number 1721 of December 16, 1948, have submitted to him a request to amend the said decree as follows:

1. Section VII will be replaced by the following:

"VII. *Minimum wages:* The following minimum wages shall be paid on a weekly basis to every employee of the categories hereafter mentioned:

	Weekly wages	
	Male	*Female*
Accountant	$44.00	
Section head-clerk	39.00	
Bookkeeper:		
First (6) months	22.00	$17.25
First year	26.00	19.25
Second year	30.00	21.25
Third year	36.00	24.25
Store clerk and office employee:		
First (6) months	21.00	16.00
First year	25.00	18.00
Second year	29.00	20.00
Third year	34.00	22.00
Delivery man—truck:		
First (6) months	22.00	
Second (6) months	28.00	
Second year	31.00	
Delivery man's helper:		
For articles weighing less than 25 lbs	22.00	
For articles weighing 25 lbs and more	27.00	
Deliverymen—horse drawn vehicle	22.00	
Butcher clerk	39.00	
Assistant butcher-clerk:		
First (6) months	21.00	
First year	25.00	
Second year	29.00	
Third year	34.00	
Common worker:		
under 19 years of age	22.00	
19 and over	31.00	
Messenger — bicycle supplied and repaired by the employer	13.00	
Messenger — bicycle supplied and repaired by the employee	15.00	
	Per hour	
Occasional and extra employees	0.58	0.40

The parties are agreed to have the amendments take effect as from January 29, 1951.

The parties also are agreed that an upward or downward readjustment of $0.35 per week for men and $0.15 per week for women shall be made for each variation of one point in the cost of living index, computed on 171.1 points. This readjustment shall apply only after a variation of three points. This readjustment shall apply only after a variation of three points in the index but it is agreed that there shall be no reduction in wages if the federal cost of living index does not go below the 160 point mark."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour, will

les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 février 1951. 29460-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux mineurs de Red Mill, rendue obligatoire par le décret numéro 165 du 12 février 1948, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements, de la façon suivante:

L'article II sera remplacé par le suivant:

"II. *Taux horaires et classifications:* Les salaires minima suivants doivent être payés aux salariés des classifications suivantes:

Classifications:	*Taux horaires*
Meunier	$0.89¼
Contremaître à l'intérieur	0.86¼
Chef d'équipe dans la mine	0.83¼
Chauffeur de fourneaux et tous ceux qui travaillent à l'intérieur de l'établissement	0.81¼
Ouvrier travaillant dans la mine	0.75¼

Lorsqu'un salarié change d'emploi, soit qu'il travaille dans l'établissement ou dans la mine, il doit être payé suivant les taux mentionnés ci-dessus pour le nombre d'heures qu'il fait dans chaque catégorie de travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 février 1951. 29460-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présenté par le Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons de la province de Québec, à l'effet de modifier le décret numéro 2991 du 10 novembre 1937 et amendements, relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec, de la façon suivante:

"Que soit radiée dudit décret l'exception numéro 5 mentionnée au paragraphe "*b-i*" de l'article I (Jurisdiction indutrielle) qui se lit comme suit: "salopettes, combinaisons et uniformes de coton faits de toile à voiles (duck), mêche (drill) ou moleskine."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 février 1951. 29460-o

consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 10, 1951. 29460-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the mine workers of Red Mill, rendered obligatory by the decree number 165 of February 12, 1948, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

Section II will be replaced by the following:

"II. *Rates and classifications:* The following rates shall be paid to the employees of the following classifications:

Classifications:	*Hourly rates*
Millman	$0.89¼
Furnace Foreman	0.86¼
Mine Foreman	0.83¼
Furnace man and other employees working inside the plant	0.81¼
Mine worker	0.75¼

When an employee is transferred from one classification to another, whether in the plant or in the mine, he shall be paid according to the rates mentioned above for the number of hours worked at each job."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 10, 1951. 29460-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been submitted to him by the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry of the Province of Quebec for the purpose of amending the decree number 2991 of November 10, 1937, and amendments, relating to the men's and boys' clothing industry in the province of Quebec, as follows:

"That exception number 5 contained in subsection "*b-i*" of section I (Industrial jurisdiction) which reads as follows: "combination overalls and cotton uniforms made of duck, drill or moleskin, be deleted."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 10, 1951. 29460-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 1519 du 18 septembre 1947 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région des Cantons de l'Est.

L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe "*c*" de l'article IV:

"D'accord avec les dispositions des alinéas précédents, tous les taux horaires minima doivent être augmentés de cinq cents ($0.05) à compter du 15 janvier 1951."

Durant les trente (30) jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 février 1951. 29460-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 1519 of September 18, 1947, and amendments, relating to the construction industry in the Eastern Townships District.

The following paragraph will be added to subsection "*c*" of section IV:

"In accordance with the provisions of the foregoing paragraphs, all minimum hourly rates shall be increased by five cents ($0.05) as from January 15, 1951."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 10, 1951. 29460-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés des services funéraires de l'Ile de Montréal, l'Ile Jésus et un rayon de dix (10) milles de l'Ile de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 279 du 4 mars 1948, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements, de la façon suivante:

L'article IV sera remplacé par le suivant:

"IV. *Taux de salaires minima: a*) Les embaumeurs employés à la semaine sont payés un salaire minimum de cinquante ($50.00) dollars par semaine et salaire et demi après la dixième ou la onzième heure, selon qu'ils travaillent de jour ou de nuit.

b) L'embaumeur ambulant doit recevoir une rémunération de huit ($8.00) dollars par embaumement, s'il ne fournit pas le fluide. Dans ce cas, l'embaumeur doit fournir les instruments et les cosmétiques.

c) L'homme de service sans expérience doit recevoir une rémunération de vingt ($20.00) dollars par semaine pour les quatre (4) premières semaines de travail et vingt-huit ($28.00) dollars par semaine pour les quarante-huit (48) semaines suivantes. Après un (1) an d'expérience chez l'un ou l'autre des directeurs de funérailles assujettis au décret, le salaire de l'homme de service doit être de quarante ($40.00) dollars par semaine.

d) Les salariés surnuméraires doivent recevoir un salaire horaire de cinquante ($0.50) cents avec un minimum de deux ($2.00) dollars par appel de trois (3) heures ou moins.

e) *Mécaniciens:* Les mécaniciens doivent recevoir le salaire minimum suivant:

	Taux horaire de jour
Première classe	$1.05
Deuxième classe	0.90

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to undertakers' employees in the Island of Montreal, Jesus Island and a radius of ten (10) miles around the Island of Montreal, rendered obligatory by the decree number 279 of March 4, 1948, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

Section IV will be replaced by the following:

"IV. *Minimum Wage rates: a*) When employed on a weekly basis, the embalmers shall be paid a minimum remuneration of fifty dollars ($50.00) per week, and time and a half after the tenth (10th) or eleventh (11th) hour of work as the case may be.

b) The itinerant embalmer shall be paid eight dollars ($8.00) per embalming if the does not supply the fluid and, in this case, the embalmer shall supply instruments and cosmetics.

c) Unexperienced servicemen shall receive twenty dollars ($20.00) per week for the first four weeks of labour and twenty-eight dollars ($28.00) per week for the forty-eight (48) weeks following. After one (1) year of experience with any undertaker governed by the decree, the serviceman shall receive forty ($40.00) dollars per week.

d) Supernumerary employees shall receive an hourly rate of $0.50 and a minimum of two dollars ($2.00) per call of three (3) hours or less.

e) *Mechanics:* Mechanics shall receive the following minimum rates:

	Day work per hour
First class	$1.05
Second class	0.90

f) Le décret n'affecte en rien le salaire du salarié recevant une rémunération plus élevée, lors de sa mise en vigueur."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 février 1951. 29460-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Montréal, établi en exécution du décret numéro 2162, du 20 août 1941, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 92 du 25 janvier 1951, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er février 1951 au 31 janvier 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2162 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires, commissions et allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis au décret numéro 2162 et amendements doivent également verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen de $25.00 par semaine.

c) Les salariés régis par le decret numéro 2162 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires, commissions et allocations reçues.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception des cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les noms, prénoms et adresses de chaque salarié à leur emploi, leur qualification, les heures de travail ainsi que les salaires payés, y compris la proportion des commissions gagnées et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ce rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir lui-même audit Comité.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermention dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le

f) The decree shall not affect, in any way, the wage rate of an employee which is higher, at the time of its coming into force, than those herein mentioned."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 10, 1951. 29460-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Barbers and Men's Hairdressers or Montreal, formed under decree No. 2162, of August 20, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Ordre in Council No. 92 of January 25, 1951, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from February 1, 1951 to January 31, 1952; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 2162, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages, commissions and allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans subject to decree No. 2162, and amendments, shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the average wage of $25.00 per week.

c) The employees governed by decree No. 2162, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages, commissions and allowances received.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicatin the full name and the address of every employee in their employ, his competency, the hours of labour, the wages paid (including the proportion of the commissions earned) and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that the reports be completed and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and forward same himself to the said Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or

mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Montréal pour la période comprise entre le 1er février 1951 et le 31 janvier 1952.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS-COIFFEURS DE MONTRÉAL

Estimé budgétaire pour la période du 1er février 1951 au 31 janvier 1952.

Recettes:		
Prélèvements :		
Employeurs professionnels	$ 6,750.00	
Salariés	6,750.00	
Artisans	5,000.00	
	$18,500.00	
Divers :		
Examens	300.00	
Pénalités	200.00	
	500.00	
	$19,000.00	
Déboursés:		
Salaires	$ 7,000.00	
Frais d'autos et déplacements pour exécution du travail du Comité	4,220.00	
Frais de déplacement des membres pour assemblées du Comité	1,890.00	
Loyer et éclairage	700.00	
Taxes et assurances	150.00	
Téléphone et télégrammes	225.00	
Timbres-poste, d'accise et banque	350.00	
Vérification et rapports trimestriels	240.00	
Papeterie et impression	450.00	
Entretien du bureau et divers	175.00	
Frais d'examen	800.00	
Publicité	150.00	
Mobilier	150.00	
Frais d'enquêtes	800.00	
Frais judiciaires et extrajudic.	700.00	
Commission d'apprentissage	1,000.00	
	$19,000.00	

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 février 1951 29460-o

before that Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Barbers and Men's Hairdressers of Montreal for the period between February 1, 1951, and January 31, 1952.

PARITY COMMITTEE OF BARBERS AND MEN'S HAIRDRESSERS OF MONTREAL

Estimated budget for the period between February 1, 1951 and January 31, 1952.

Receipts:		
Assessments:		
Professional employers	$ 6,750.00	
Employees	6,750.00	
Artisans	5,000.00	
	18,500.00	
Miscellaneous:		
Examinations	300.00	
Penalties	200.00	
	500.00	
Total	$19,000.00	
Disbursements:		
Salaries	$ 7,000.00	
Auto and travelling expenses re: Committee's work	4,220.00	
Members' transportation expenses to attend Committee's meetings	1,890.00	
Rent and lighting	700.00	
Taxes and insurance	150.00	
Telephone and telegrams	225.00	
Postage, excise and bank charges	350.00	
Audition and quarterly reports	240.00	
Stationery and printing	450.00	
Office upkeep and miscellaneous	175.00	
Examination expenses	800.00	
Publicity	150.00	
Furniture	150.00	
Investigation expenses	800.00	
Judicial and extra-judicial fees	700.00	
Apprenticeship Commission	1,000.00	
	$19,000.00	

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 10, 1951. 29460-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des Tanneries et Corroieries de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 523, du 5 février 1950 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 92, du 25 janvier 1951, section "A", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec, formed under decree No. 523, of February 5, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 92 of January 25, 1951, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees gov-

employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 10 février 1951 au 9 février 1951; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels assujetis audit décret doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations qu'ils versent à leurs employés réguliers, supplémentaires et apprentis régis par le décret.

b) Tous les salariés régis par ledit décret sont tenus de verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

2. *Mode de cotisation*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs proressionnels des formules de rapport indiquant les nom, prénoms et adresse des employés, la catégorie, la classe, les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

Tous les employeurs professionnels régis par le décret doivent percevoir, au nom du comité conjoint, les cotisations imposées aux salariés à même le salaire qu'ils sont tenus de payer à ces derniers.

Les employeurs professionnels doivent transmettre au Comité paritaire un rapport mensuel accompagné de leurs propres cotisations et des sommes perçues de leurs salariés; ledit rapport doit être envoyé au Comité pas plus tard que le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible. Conséquemment, les cotisations de février seront payables le 10 mars et ainsi de suite jusqu'au 10 mars 1952.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'asser mentation dudit rapport, s'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des Tanneries et Corroieries de la province de Québec, pour les douze mois commençant le 10 février 1951.

COMITÉ CONJOINT DES TANNERIES ET CORROIERIES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

ETAT des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 10 février 1951 et le 9 février 1952.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels: ($950,000.00)	$4,250.00
Salariés: ($850,000.00)	4,250.00
	$8,500.00

erned by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned. :

1. *Assessments*

The period of levy extends from February 10, 1951, to February 9, 1952; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the payroll and of the bonuses, allocations paid to their regular or surnumerary employees and to their apprentices governed by the decree.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages, bonuses, or allocations.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the names and addresses of the employees, the category, the class, the hours of labour, the money collected during the week and the amounts sent to the Parity Committee.

All professional employers governed by the decree shall collect, for the Parity Committee, the assessments laid upon the employees, from the wages paid to them.

The professional employees shall forward to the Parity Committee a monthly report together with their own assessments and the amounts collected from their employees; the said report shall be sent to the committee not later than the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which the report is exigible. Consequently, the assessments of February are payable on March 10, and so forth until March 10, 1952.

The report of the professional employer shal be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. *Financial Report*

Under the provisions of section 21 of the Col lective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report to the Minister of Labour covering its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec, for the twelve months commencing February 10, 1951.

THE TANNERS AND CURRIERS JOINT COMMITTEE THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between February 10, 1951, and February 9, 1952.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers $950,000.00	$4,250.00
Employees, $850,000.00	4,250.00
	$8,500.00

Déboursés:	
Salaires	$3,410.00
Dépenses d'inspection	2,500.00
Dépenses — automobile	400.00
Loyer et éclairage	400.00
Frais légaux	200.00
Impression et papeterie	100.00
Poste et téléphone	150.00
Échange de banque	50.00
Jetons de présence	150.00
Frais de déplacement des membres	720.00
Assurance	100.00
Vérification des livres	100.00
Divers	220.00
	$8,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 février 1951. 29460-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie du Verre, district de Québec, établi en exécution du décret numéro 878, du 2 août 1950, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 92 du 25 janvier 1951, section "A", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, de la façon ci-après décrite:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 3 février 1951 au 3 février 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 878 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 878 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré suivant leur emploi.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 878 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

A chaque mois l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire, sur les formules fournies à cette fin par ledit Comité, un rapport détaillé indiquant les heures de travail et le salaire gagné par chacun de ses salariés régis par le décret et les sommes versées au Comité paritaire.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par l'employeur professionnel et ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province de Québec.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire gagné ou allocation due à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Disbursements:	
Salaries	$3,410.00
Inspection expenses	2,500.00
Automobile expenses	400.00
Rent and lighting	400.00
Legal fees	200.00
Printing and stationary	100.00
Postage and telephone	150.00
Bank exchange	50.00
Meeting expenses	150.00
Members' travelling expenses	720.00
Insurance	100.00
Auditing	100.00
Miscellaneous	220.00
	$8,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 10, 1951. 29460-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee of the Glass Industry, District of Quebec, formed under decree number 878 of August 2, 1950, has been authorized by a regulation approved by Order in Council number 92, of January 25, 1951, part "A" to levy assessments upon the professionnal employers, the artisans and the employees governed by the said decree, in the following manner:

1. *Levy*

The period of levy extends from February 3, 1951, to February 3, 1952; such levy shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 878, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll in respect of employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 878, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages fixed for employees, according to their occupation.

c) The employees governed by the said decree, number 878, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

Every month, the professional employer shall submit to the Parity Committee, on forms furnished for that purpose by the said Committee, a complete report giving the hours of work and the wages earned by every one of the employees governed by the decree and the sums sent to the Parity Committee.

Such report, duly signed by the professional employer, shall be sent together with the levies payable to the Parity Committee by the professional employer and his employees; all such sums shall be paid with money that is current in the province of Quebec.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages earned or allowances due to his employees, the sums owed to the Parity Committee in levies.

Les cotisations doivent être payées mensuellement au Comité paritaire entre le 1er et le 10 de chaque mois.

Le comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation des rapports mensuels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie du Verre, district de Québec, pour la période comprise entre le 3 février 1951 et le 3 février 1952.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU VERRE
District de Québec

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 3 février 1951 et le 3 février 1952.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 600.00
Salariés	600.00
Divers	1.00
	$1,201.00
Dépenses:	
Secrétariat	$ 240.00
Dépenses de bureau	240.00
Inspection	480.00
Jetons de présence	120.00
Loyer	120.00
Divers	1.00
	$1,201.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 février 1951. 29460-o

The levies shall be paid to the Parity Committee between the 1st and 10th day of each month.

The Parity Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. *Financial report*

By the terms of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Glass Industry, District of Quebec, for the period between February 3, 1951, and February 3, 1952.

THE PARITY COMMITTEE OF THE GLASS INDUSTRY
District of Quebec

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 3, 1951, and February 3, 1952.

Receipts:	
Levies (½ of 1%):	
Professional employers	$ 600.00
Employees	600.00
Miscellaneous	1.00
	$1,201.00
Disbursements:	
Secretary's office	$ 240.00
Office expenses	240.00
Inspection	480.00
Meeting expenses	120.00
Rent	120.00
Miscellaneous	1.00
	$1,201.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 10, 1951. 29460-o

Département du Trésor
Assurances

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Attendu que "Sentinel Fire Insurance Company", dont le siège social est à Springfield, État de Massachusetts, États-Unis d'Amérique, a transporté ses droits, obligations, actif et passif à "New-England Insurance Company", dont le siège social est à Springfield, État de Massachusetts, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de fusion intervenu entre ces deux corporations le 16 octobre 1950, pour prendre effet le 31 décembre 1950.

Attendu que "Sentinel Fire Insurance Company" s'est conformée, en vertu dudit contrat de fusion, aux dispositions de l'article 104 de la Loi des assurances de Québec.

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et l'enregistrement de "Sentinel Fire Insurance Company" sont annulés à compter du 1er janvier 1951.

Treasury Department
Insurances

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND REGISTRATION

Whereas "Sentinel Fire Insurance Company", whose head office is situate at Springfield, State of Massachusetts, United States of America, has transferred its rights, obligations, assets and liabilities to "New-England Insurance Company" whose head office is at Springfield, State of Massachusetts, United States of America, according to a contract of merger entered into by these two corporations the 16th of October 1950 to take effect on the 31st of December 1950;

Whereas "Sentinel Fire Insurance Company" has complied, pursuant to the said agreement of merger, with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act.

Therefore, notice is hereby given that the license and registration of "Sentinel Fire Insurance Company" are cancelled as from the 1st of January 1951.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 24 janvier 1951.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
29382-5-2-o Surintendant des assurances.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 24th of January 1951.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
29382-5-2-o Superintendent of Insurance.

Erratum

A la page 495 de la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 février 1951, dans l'arrêté en conseil (section "D") concernant des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction et de la réparation mécanique dans les district judiciaires de Québec, etc., veuillez lire numéro "93" au lieu de 92. 29440-o

Erratum

In the issue of February 3rd, 1951, of the *Quebec Official Gazette*, page 495, the Order-in-Council (Part "D") concerning amendments to the decree relating to the Metal Trades in the judicial districts of Quebec, etc., please read number "93" instead of 92. 29440-o

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Dubé.....	Mark.....	25	Rivière-du-Loup ..	Université St-Joseph, N. B.

Rimouski, le 3 février 1951.— Rimouski, February 3, 1951.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
29418-6-2-o Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

Lettres patentes

L'OEUVRE DES VOCATIONS DU DIOCÈSE DE MONTRÉAL

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains, (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29 janvier 1951, constituant en corporation "L'Oeuvre des Vocations du Diocèse de Montréal".

Le siège social de ladite corporation est situé à Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 8 février 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
29457-o JEAN BRUCHÉSI.

SÉMINAIRE DE MARIE-MÉDIATRICE

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1951, constituant en corporation le "Séminaire de Marie-Médiatrice".

Le siège social du ladite corporation est situé à Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 8 février 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29458-o JEAN BRUCHÉSI.

Letters Patent

L'OEUVRE DES VOCATIONS DU DIOCÈSE DE MONTRÉAL

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act, (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1951, incorporating "L'Oeuvre des Vocations du Diocèse de Montréal".

The corporate seat of the said corporation is at Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of February, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29457 Under Secretary of the Province.

SÉMINAIRE DE MARIE-MÉDIATRICE

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1951, incorporating: "Séminaire de Marie-Médiatrice".

The corporate seat of the said corporation will be at Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of February, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29458 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Quebec, 11 janvier 1951.

M. Jean-Claude Guillemette, avocat, de Shawinigan Falls, membre du Barreau de la province: conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, 4 janvier 1951.

M. Jean-Baptiste Dupré, de Verchères: registrateur de la division d'enregistrement de Verchères.

29456

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, to wit:

Quebec, January 11, 1951.

Mr. Jean Claude Guillemette, advocate, of Shawinigan Falls, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointment:

Quebec, January 4, 1951.

Mr. Jean Baptiste Dupré, of Verchères: to be registrar for the Registration Division of Verchères.

29456

Siège social

Avis de l'adresse du siège social de "Key Sales Associates Ltd."

—

Avis est donné que la compagnie "Key Sales Associates Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 21 décembre 1950, a établi son siège social à 9500 Boulevard St-Laurent, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 1er février 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
REUPEN SPECTOR.

29412

Head Office

Notice of adress of Head Office of "Key Sales Associates Ltd."

—

Notice is hereby given that "Key Sales Associates Ltd." incorporated by Letters Patent under Part I of the Quebec Companies Act on December 21st. 1950, has established its Head Office at 9500 St. Lawrence Blvd,. Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 1st. day of February, 1951.

REUBEN SPECTOR,
Secretary-Treasurer.

29412-o

Soumissions

Province de Québec

—

Commission Scolaire de la Banlieue des Trois-Rivières
(Comté de St-Maurice)

—

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Wildy Isabel, secrétaire-trésorier, 507 rue des Forges, Apt. 6, Trois-Rivières, jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 27 février 1951, pour l'achat de $150,000 d'obligations de la commission scolaire de la banlieue des Trois-Rivières, datées du 1er janvier 1951 et remboursables par séries du 1er janvier 1952 au 1er janvier 1966 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tenders

Province of Quebec

—

School Commission of the Parish of Trois-Rivières
(County of St. Maurice)

—

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds " will be received by the undersigned Wildy Isabel, secretary-treasurer, 507 Des Forges Street, Apt. 6, Trois-Rivières, until 8 o'clock p.m., Tuesday, February 27, 1951, for the purchase of an issue of $150,000 of bonds of the School Commission of the Parish of Trois-Rivières, dated January 1st, 1951 and redeemable serially from January 1st, 1952 to January 1st, 1966 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually on July 1st and January 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement—$150,000 — 15ans

Année	*Capital*
1er janvier 1952.....	x$12,000.00
1er janvier 1953.....	x 12,000.00
1er janvier 1954.....	x 12,500.00
1er janvier 1955.....	x 13,000.00
1er janvier 1956.....	x 13,500.00
1er janvier 1957.....	x 14,000.00
1er janvier 1958.....	x 14,500.00
1er janvier 1959.....	x 15,000.00
1er janvier 1960.....	5,500.00
1er janvier 1961.....	6,000.00
1er janvier 1962.....	6,000.00
1er janvier 1963.....	6,000.00
1er janvier 1964.....	6,500.00
1er janvier 1965.....	6,500.00
1er janvier 1966.....	7,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $80,000 accordé par le Secrétaire de la province et payable en huit versements de $10,000 chacun, de 1952 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Trois-Rivières.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance de la commission scolaire qui sera tenue mardi le 27 février 1951. à 8 heures p.m., au bureau de la commission scolaire, rue des Forges, Trois-Rivières.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Trois-Rivières (Comté de St-Maurice), ce 6ème jour de février 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
WILDY ISABEL.

507, rue des Forges, apt. 6,
Trois-Rivières, Que. 29438-o

Table of redemption — $150,000 — 15 years

Year	*Capital*
January 1st, 1952.....	x$12,000.00
January 1st, 1953.....	x 12,000.00
January 1st, 1954.....	x 12,500.00
January 1st, 1955.....	x 13,000.00
January 1st, 1956.....	x 13,500.00
January 1st, 1957.....	x 14,000.00
January 1st, 1958.....	x 14,500.00
January 1st, 1959.....	x 15,000.00
January 1st, 1960.....	5,500.00
January 1st, 1961.....	6,000.00
January 1st, 1962.....	6,000.00
January 1st, 1963.....	6,000.00
January 1st, 1964.....	6,500.00
January 1st, 1965.....	6,500.00
January 1st, 1966.....	7,000.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of $80,000 granted by the Provincial Secretary and payable in eight instalments of $10,000 each, from 1952 to 1959 inclusively, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Trois-Rivières.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at meeting of the School Commission to be held on Tuesday, the 27th day of the month of February, at 8 o'clock p.m., at the office of the School Commission, Des Forges Street, Trois-Rivières.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Trois-Rivières (County of St. Maurice), this 6th day of February, 1951.

WILDY ISABEL,
Secretary-Treasurer.

507 Des Forges Street, Apt. 6,
Trois Rivières, P.Q. 29438-o

Province de Québec

VILLE DE LAUZON
(COMTÉ DE LÉVIS)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Lévis Bourassa, greffier, Hôtel de ville, Lauzon, comté de Lévis, jusqu'à 8 heures p. m., merdredi le 28 février 1951, pour l'achat de $105,000 d'obligations de la ville de Lauzon, datées du 1er décembre 1950 et remboursables par séries du 1er décembre 1951 au 1er décembre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Province of Quebec

TOWN OF LAUZON
(COUNTY OF LEVIS)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Lévis Bourassa, Clerk, Town Hall, Lauzon, county of Levis, up to 8 o'clock P.M., on Wednesday, the 28th of February, 1951, for the purchase of $105,000.00 of bonds of the town of Lauzon, dated December 1st, 1950, and redeemable serially, from the 1st of December, 1951, to the 1st of December, 1970, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum payable semi-annually, on the 1st of June and 1st of December of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — $105,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1951	$5,000.00
1er décembre 1952	5,000.00
1er décembre 1953	5,000.00
1er décembre 1954	5,000.00
1er décembre 1955	5,000.00
1er décembre 1956	5,000.00
1er décembre 1957	5,000.00
1er décembre 1958	5,000.00
1er décembre 1959	5,000.00
1er décembre 1960	5,000.00
1er décembre 1961	5,000.00
1er décembre 1962	5,000.00
1er décembre 1963	5,000.00
1er décembre 1964	5,000.00
1er décembre 1965	5,000.00
1er décembre 1966	6,000.00
1er décembre 1967	6,000.00
1er décembre 1968	6,000.00
1er décembre 1969	6,000.00
1er décembre 1970	6,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Lauzon.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi le 28 février 1951, à 8 heures p. m., à l'Hôtel de Ville de Lauzon.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lauzon (Comté de Lévis), ce 6ème jour de février 1951.

Le Greffier,
LÉVIS BOURASSA,
Hôtel de ville,
29455-o Lauzon, (Lévis), Qué.

Table of Redemption — $105,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
December 1st, 1951	$5,000.00
December 1st, 1952	5,000.00
December 1st, 1953	5,000.00
December 1st, 1954	5,000.00
December 1st, 1955	5,000.00
December 1st, 1956	5,000.00
December 1st, 1957	5,000.00
December 1st, 1958	5,000.00
December 1st, 1959	5,000.00
December 1st, 1960	5,000.00
December 1st, 1961	5,000.00
December 1st, 1962	5,000.00
December 1st, 1963	5,000.00
December 1st, 1964	5,000.00
December 1st, 1965	5,000.00
December 1st, 1966	6,000.00
December 1st, 1967	6,000.00
December 1st, 1968	6,000.00
December 1st, 1969	6,000.00
December 1st, 1970	6,000.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, at Quebec, or at Lauzon.

The said bonds may, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanies by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify if the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Wednesday, the 28th of February, 1951, at 8 o'clock P. M., at the Town Hall of Lauzon.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Lauzon, (County of Levis) this sixth day of February, 1951.

LÉVIS BOURASSA,
Clerk,
Town Hall,
29455 Lauzon (Levis), Que.

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de mars 1950 et non réclamés aux bureau de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue Saint-Jacques ouest, Montréal, à 10 heures de l'avant-midi, mercredi le quatorzième jour de mars 1951, en conformité de la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 13 janvier 1951.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le Gérant du Service des
Postes et Bagages,
29250-3-6-o W. E. ALLISON.

Sale of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all baggage received to the first day of March, 1950, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auxtioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at Ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, March 14th, 1951, under the authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 13th, 1951.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
per: W. E. ALLISON,
Manager, Mail and
29250-3-6-o Baggage Traffic.

Ventes — Loi de faillite

Province de Québec, District de Montréal, N° 123/1950. Cour Supérieure, "En faillite".

Dans l'affaire de la faillite de: Marcel Provost, Provost Automatic Oil Burner, 8595 est, rue Sherbrooke, Montréal, cédant autorisé, et Claude Perras, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation

Un emplacement ayant front sur la rue Sherbrooke est, connu et désigné comme étant les lots numéros quatre cent soixante et neuf et quatre cent soixante et dix de la subdivision officielle du lot originaire numéro Trois cent quatre vingt dix-huit (398-469 et 470) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue Pointe, avec les bâtisses dessus érigées et notamment celle portant les numéros 8595 et 97 de la dite rue Sherbrooke est, tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Sera vendu au bureau du shérif du District de Montréal, Palais de Justice Montréal, à ONZE heures de l'avant-midi, VENDREDI, le SEIZE MARS 1951.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par l'Honorable Juge Boyer à Montréal, le 31 janvier 1951 et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de Procédure Civile.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:
Perras & Perras, Syndics-Licenciés,
4 est, rue Notre-Dame, Montréal. 29424-6-2-o

Province de Québec, District de Montréal, N° 84/1950. Cour Supérieure, "En faillite."

Dans l'affaire de la faillite de: Léonard Jodoin, cultivateur, St-Urbain, Co. Chateauguay, P.Q., débiteur, & Claude Perras, Syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation

Une terre connue et désignée sous le numéro cent soixante six (N° 166) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Urbain 1er, comté de Chateauguay, contenant une superficie totale de soixante arpents;

De cette dite terre, il faut cependant distraire:

a) La partie vendue par Joseph Léandre Lazure à Joseph Vincent, suivant acte passé

Sales — Bankruptcy Act

Province of Quebec, District of Montreal, No. 123/1950. Superior Court "Sitting in Bankruptcy".

In the matter of the estate of Marcel Provost, Provost Automatic Oil Burner, 8595 Sherbrooke street East, Montreal, authorized assignor; and Claude Perras, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

Description

An emplacement fronting on Sherbrooke street East, known and designated as being lots numbers four hundred and sixty-nine and four hundred and seventy of the official subdivision of original lot number three hundred and ninety-eight (398-469 and 470) on the official plan and in the book of reference for the parish of Longue Pointe, with the buildings thereon erected, and in particular the one bearing Nos: 8595 and 97 of said Sherbrooke street East, as the whole presently subsists with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said immovable.

To be sold in the Sheriff's Office for the District of Montreal, Court House, Montreal, at ELEVEN o'clock in the forenoon, FRIDAY, the SIXTEENTH day of MARCH, 1951.

This sale is made in virtue of a judgment rendered by the Honourable Justice Boyer, at Montreal, on the 31st day of January, 1951, and pursuant to the provisions of sections 55 and following of the Bankruptcy Act of 1949, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, under the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: cash.

Over and above the purchase price, the purchaser must pay the 2½% Government fees according to Law.

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of:
Perras & Perras, Licensed Trustees,
4 Notre-Dame street, East, Montreal.
29424-6-2

Province of Quebec, District of Montreal, No. 84/1950. Superior Court "Sitting in Bankruptcy".

In the matter of the estate of: Léonard Jodoin, farmer, St-Urbain, county of Chateauguay, P.Q., debtor; and Claude Perras, trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that the following immovable, to wit:

Description

A farm known and designated as number one hundred and sixty-six (No. 166) on the official planand in the book of reference for the parish of St-Urbain-Premier, county of Chateauguay, containing a total superficial area of sixty arpents;

From the said land there is to be deducted, however:

a) The part sold by Joseph Léandre Lazure to Joseph Vincent, according to deed passed

devant J.-A. Poupart, notaire, le 10 décembre 1928, enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Chateauguay, sous le numéro 51854, partie décrite comme suit, savoir:

Une lisière de terrain faisant partie dudit lot numéro cent soixante-six (Pt. N° 166) des susdits plan et livre de renvoi officiels; mesurant environ un arpent de largeur par environ cinq arpents de profondeur bornée en front et du côté sud-est par le lot numéro 167 appartenant à Zéphir Vincent, du côté nord-ouest par le résidu du dit lot numéro 166 et en profondeur par partie du lot numéro 265 des susdits plan et livre de renvoi officiels;

b) La partie réservée par Joseph Léandre Lazure dans le titre d'acquisition du dit vendeur ci-après relaté, décrite comme suit:

Un emplacement, de forme irrégulière, connu et désigné comme étant partie dudit lot numéro cent soixante-six (Pt. N° 166) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Urbain 1er, Cté de Chateauguay; mesurant soixante pieds de large sur toute la profondeur qu'il y a depuis le chemin public à la Rivière des Fèves; borné, en front par le chemin public, d'un côté au nord-ouest par partie du lot N° 165 appartenant à Antonio Raymond, de l'autre côté et en profondeur par la Rivière des Fèves;

Sujette la dite terre à un droit de coupe de bois, jusqu'au 7 mars 1956, en faveur dudit Joseph Léandre Lazure sur un arpent carré environ de cette dite terre, tel qu'établi dans le titre d'acquisition du dit vendeur ci-après relaté et situé dans les bornes suivantes: borné en front au nord'est par partie du lot N° 167 appartenant à Zéphir Vincent, d'un côté au sud-est par partie dudit lot N° 166 ci-dessus distraire dudit Lot N° 166 comme ayant été vendue par le dit Joseph Léandre Lazure à Joseph Vincent, en profondeur au su-ouest et de l'autre côté au nord-ouest par le résidu dudit lot N° 166;

Cette dite terre est en outre sujette à un droit de passage en faveur du dit Joseph Vincent ou représentants et en faveur dudit Joseph Léandre Lazure tel qu'établi par leur titre, pour communiquer avec le trait carré de cette terre pour fin de coupe de bois;

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et tel qu'il se trouve présentement, avec les servitudes active et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble."

Sera vendue à la porte de l'église paroissiale du village de St-Urbain 1er, comté de Chateauguay, à ONZE heures de l'avant-midi, MERCREDI le VINGT-HUIT MARS 1951.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par le Régistraire, à Montréal, le 26 janvier 1951 et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de Procédure Civile.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'acquisition l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement 2½%, conformément à la loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:
Perras & Perras, Syndics,
4 est, rue Notre-Dame,
Montréal.

29454-6-2-o

before J.-A. Poupart, notary, on the 10th of December, 1928, registered at the Registry Office for the division of Chateauguay, under No. 51854, the part described as follows, to wit:

A strip of land forming part of said lot number one hundred and sixty-six (Pt. No. 166) of the aforesaid official plan and book of reference measuring about one arpent in width by about five arpents in depth, bounded in front on the southeast side by lot number 167 belonging to Zéphir Vincent, on the northwest side by the residue of said lot number 166 and in depth by part of lot number 265 of the aforesaid official plan and book of reference;

b) The part reserved by Joseph Léandre Lazure in the deed of acquisition from said vendor hereinafter cited, described as follows:

An emplacement of irregular figure, known and designated as being part of said lot number one hundred and sixty-six (Pt. No. 166) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Urbain-Premier, county of Chateauguay; measuring sixty feet in width by all the depth that exists between the public road and the "Rivière des Fèves"; bounded, in front by the public road, on one side to the northwest by part of lot No. 165 belonging to Antonio Raymond on the other side and in depth by the "Rivières des Fèves";

The said land being subject to a timber-cutting right, up to the 7th of March, 1956, in favour of said Joseph Léandre Lazure, on about one square arpent of said land, as established in the deed of acquisition from said vendor hereinafter cited and situate within the following boundaries: bounded in fron on the northeast by part of lot No. 167 belonging to Zéphir Vincent, on one side to the southeast by part of said lot No. 166 hereinabove deducted from said lot No. 166 as having been sold by the said Joseph Léandre Lazure to Joseph Vincent, in depth on the southwest and on the other side on the northwest by the residue of said lot No. 166;

The said farm is moreover subject to a right of way in favour of said Joseph Vincent or representative and in favour of said Joseph Léandre Lazure, as established by their deeds, to communicate with the "trait carré" on the said land for the purpose of cutting wood;

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies and as it presently subsists, with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said immovable."

Will be sold at the parish church door of the Village of St-Urbain-Premier, county of Chateauguay at ELEVEN o'clock in the forenoon, WEDNESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of MARCH, 1951.

The said sale is made in virtue of a judgment rendered by the Registrar, at Montreal, on the 26th day of January, 1951, and pursuant to the provisions of sections 55 and following of the Bankruptcy Act of 1949, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale under the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: cash.

Over and above the purchase price the purchaser must pay the 2½% Government tax, according to Law.

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of:
Perras & Perras, Trustees,
4 Notre-Dame street East,
Montreal.

29454-6-2-o

Ventes pour taxes

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE LABELLE

AVIS D'ERRATUM

Avis public est donné qu'une erreur s'est produite dans l'insertion des avis publics apparaissant dans la *Gazette officielle de Québec*, des 20 et 27 janvier 1951, au sujet de la date de vente à l'enchère des terrains y mentionnés, situés dans le comté de Labelle, et annoncés en vente pour taxes.

La vente aura lieu le 8 mars 1951, étant le deuxième jeudi de mars, et non pas le 15 mars 1951.

Donné à Mont-Laurier ce 31 janvier 1951.

L'Assistant-Secrétaire-Trésorier du Conseil
Municipal du Comté de Labelle,
29413-o ROGER MUNN.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE L'ASSOMPTION

Dans l'avis de vente pour taxes de cette municipalité publié dans la *Gazette officielle de Québec*, des 20 et 27 janvier 1951, aux pages 219 et 347 au nom de Félix Tomeo de la municipalité du village de Charlemagne, cadastre de la paroisse de St Paul L'Ermite, veuillez lire lot 41 pt. au lieu de 41 p.

L'Assomption, ce six février, 1951.

Le Secrétaire-trésorier du Conseil municipal
du Comté de l'Assomption,
29452-o J. E. BEAUCHAMP.

Province de Québec

LA CORPORATION MUNICIPALE DE COMTÉ DU LAC-SAINT-JEAN-EST

Avis public est donné par le soussigné E.-O. Hudon, secrétaire-trésorier de la corporation municipale de comté du Lac-Saint-Jean-Est, que conformément aux dispositions du code municipal et au règlement N° 60 du dit conseil de comté adopté le 10 septembre 1947 et approuvé par l'honorable Ministre des Affaires Municipale, les propriétés ci-après décrites seront vendues pour taxes, en l'hôtel-de-ville de Saint-Joseph-d'Alma, MERCREDI le VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL, mil neuf cent cinquante et un à DIX heures de l'avant-midi.

Cette vente comprendra les bâtisses érigées sur les terrains mis en vente à moins de spécification contraire.

Gaspard Turcotte, Saint-Gédéon: 1) Un emplacement situé dans la paroisse de Saint-Gédéon mesurant à l'ouest cinquante-deux pieds de front à l'est quarante-quatre pieds sur un cent cinquante-deux pieds de profondeur, borné en front à l'Ouest au chemin public, en arrière, vers l'est, au terrain de Didyme Tremblay, au Sud au terrain ci-après décrit, et au nord au terrain de Napoléon Therrien ou représentants; lequel terrain fait partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro Trois-B (ptie 3-b) du dixième rang du cadastre du canton Signaï, circonstances et dépendances.

2) Un autre terrain contigu à celui ci-dessus décrit, mesurant soixante-quinze pieds de lar-

Sales for Taxes

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF LABELLE

ERRATUM

Public notice is hereby given that an error occurred in the insertion of the public notices appearing in the *Quebec Official Gazette* of the 20th and 27th of January, 1951, as regards the date of the auction sale of the lands mentioned therein, situate in the county of Labelle, and advertised to be sold for taxes.

The sale will take place on the eighth day of March, 1951, the second thursday of March, and no on the 15th of March, 1951.

Given at Mont-Laurier, this 31st day of January, 1951.

ROGER MUNN,
Assistant Secretary-Treasurer of the Munici-
29413 pal Council of the County of Labelle.

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF L'ASSOMPTION

In the notice of sale for taxes of the said municipality published in the *Quebec Official Gazette* of the 20th and 27th of January, 1951, on pages 219 and 347, in the name of Felix Tomeo of the municipality of the village of Charlemagne, cadastre of the parish of St Paul l'Ermite, please read lot 41pt. instead of 41p.

L'Assomption, February, the 6th, 1951.

J. E. BEAUCHAMP,
Secretary-Treasurer of the Municipal Council
29452-o of the County of L'Assomption.

Province of Quebec

MUNICIPAL CORPOTATION OF THE COUNTY OF LAKE SAINT JOHN-EAST

Public notice is hereby given by the undersigned E. O. Hudon, secretary-treasurer of the Municipal Corporation of the County of Lake Saint-John-East, that pursuant to the provisions of the Municipal Code and of By-law No. 60 of the said County Council ,adopted on the 10th of September, 1947, and approved by the Honourable the Minister of Municipal Affairs, the properties hereinbelow described will be sold for taxes in the Town Hall of Saint-Joseph D'Alma, on WEDNESDAY, the TWENTY-FIFTH day of APRIL, one thousand nine hundred and fifty-one at TEN o'clock in the forenoon. The said sale to include the buildings erected on the lots of land sold unless specified to the contrary.

Gaspard Turcotte, Saint-Gédéon: 1. An emplacement situate in the parish of Saint-Gédéon, measuring on the west fifty-two feet in front, on the east forty-four feet by one hundred and fifty-two feet in depth, bounded in front to the west by the public road, in rear, to the east, by the land of Didyme Trembly, on the south by the land hereinafter described, and on the north by the land of Napoléon Therrien or representatives; the said lot of land forms part of the lot of land known and disignated as number three-B (Pt. 3-b) of the tenth range on the cadastre for the township Signaï, circumstances and dependencies.

2. Another lot of land continuous to the one above described, measuring seventy-five feet in

geur sur environ deux cent cinquante pieds de longueur, faisant également partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois-B (ptie 3-b) du dixième rang, du cadastre du canton Signaï, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances borné comme suit: en front vers l'ouest au chemin public, vers l'est au terrain de Basile Barrette, au vieux fossé qui s'y trouve, joignant au nord partie au terrain ci-dessus décrit et partie au terrain de Didyme Tremblay, et au sud au terrain de Basile Barrette. Taxes municipales: $1.77; taxes scolaires: $8.17; taxes d'aqueduc: $23.50. Total: $33.44.

Auguste Gagné et Lucien Gagné, Hébertville-station: Un terrain et emplacement sis et situé en le village de Hébertville-station, dans le comté du Lac-Saint-Jean, mesurant cinquante-deux pieds de largeur sur un cent pieds de profondeur, faisant partie du lot numéro six-A-un (ptie 6-a-1) du cadastre officiel pour le deuxième rang Ouest du canton Labarre, avec bâtisses et dépendances, borné en front vers l'Ouest, au chemin Alma, en arrière à la profondeur vers l'est, au terrain de Henri Gervais ou représentants, joingnant au nord le terrain de Isaïe Lajoie ou représentants et au sud celui de Auguste Coulombe ou représentants sujet au chemin mitoyen situé entre la propriété de Rodolphe Maltais et Auguste Gagné. Taxes municipales: $16.76; taxes scolaires $113.80; taxes d'Église: $249.26. Total: $379.-82.

Donné à Hébertville, le 13 janvier 1951.

Le Secrétaire-trésorier,

29414-6-2-o E.-O. HUDON.

width by about two hundred and fifty feet in length, also forming part of the lot of land known and described as number three-B (Pt. 3-b) of the tenth range, of the casdastre for the township of Signaï — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, bounded as follows: In front, towards the west, by the public road, towards the east by the land of Basile Barrette, at the old ditch found there, adjoining on the north partly the land hereinabove described and partly the land of Didyme Tremblay, and on the south by the land of Basile Barrette. Municipal taxes $1.77; School taxes: $8.17; Water tax: $23.50. Total: $33.44.

Auguste Gagné and Lucien Gagné, Hébertville Station: A lot of land or emplacement lying and situate in the village of Hébertville-station, in the county of Lake Saint John, measuring fifty-two feet in width by one hundred feet in depth, forming part of lot six-a-one (Pt. 6-a-1) on the official cadastre for the second west range of the township Labarre — with buildings and dependencies, bounded in front on the west by the Alma road, in rear at the depth towards the east, by the land of Henri Gervais or representatives, adjoining on the north the land of Isaïe Lajoie or representatives, subject to a "mitoyen" road situate between the property of Rodolphe Maltais and Auguste Gagné. Municipal taxes: $16.76; School taxes: $113.80; Church taxes $249.26. Total: $379.82.

Given at Hébertville, January 31, 1951.

E. O. HUDON,

29414-6-2 Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Province de Québec, district de Joliette N° 9771. { DENIS DUCHARME, cultivateur de la paroisse de Saint-Cléophas,

demandeur, contre GÉRARD BOUCHER et CHARLES BOUCHER, tous deux du village de Saint-Félix-de-Valois, dit district défendeurs.

Comme appartenant et étant en la possession du défendeur Gérard Boucher seulement, les biens immobiliers ci-après mentionnés et décrits savoir:

a) Un terrain contenant cent dix pieds de largeur sur cent quatre-vingt pieds de profondeur, le toute mesure anglaise, et plus ou moins, faisant partie du lot numéro quatre-vingt-di-xhuit (p-98) aux plan et livre de renvoi officielle du cadastre de la paroisse de St-Félix de Valois, comté de Joliette, borné à un bout, vers le nord, par le chemin public, à l'autre bout, par la terre de Louis-Thomas Côté, qui fait aussi partie du lot numéro 98, d'un côté par un terrain appartenant à Roméo Beaulieu, le représentant de Joseph Laferrière, aussi partie du lot 98, et de l'autre côté, vers l'est, partie par le terrain ci-après désigné et partie par ladite terre;

b) Un terrain contenant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins,

SHERIFF'S SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Province of Quebec, District of Joliette, No. 9771 { DENIS DUCHARME, farmer, of the parish of Saint-Cléophas, district

of Joliette, plaintiff; against GÉRARD BOUCHER and CHARLES BOUCHER, both of the village of Saint-Félix-de-Valois, said district, defentdents.

As belonging to and being in the possessions of the defendant Gérard Boucher, only, the immovables hereinafter mentioned and described, to wit:

a) A lot of land measuring one hundred and ten feet in width by one hundred and eighty feet in depth, the whole English measure and more or less, forming part of lot number ninety-eight (Pt. 98) on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of St-Félix de Valois, county of Joliette, bounded at one end, to the north, by the public road, at the other end, by the farm of Louis Thomas Côté, which also forms part of lot number 98, on one side by a lot of land belonging to Roméo Beaulieu, the representative of Joseph Laferrière, also part of lot 98, and on the other side, to the east, partly by the lot of land hereinafter described and partly by the said farm.

b) A lot of land measuring twenty-five feet in width by ninety feet in depth, the whole English measure and more or less, forming also

faisant aussi partie du lot numéro quatre-vingt-dix-huit (p-98) aux dits plan et livre de renvoi officiels, borné à un bout vers le nord par le chemin public, à l'autre bout, par ladite terre de Louis-Thomas Côté, d'un côté d'un côté par le terrain ci-dessus désigné et de l'autre côté, par un terrain appartenant à la succession Germer Asselin, qui fait également partie du lot N° 98, avec une maison poulailler, et les autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félix-de-Valois, district de Joliette, le QUATORZIÈME jour du mois de MARS 1951, à ONZE heures du matin.

Comme appartenant et étant en la possession des deux défendeurs Gérard Boucher et Charles-Edouard Boucher, les biens immobiliers ci-après mentionnés et décrits, savoir:

Une terre à bois mesurant deux arpents de largeur sur vingt-cinq arpents de profondeur, le tout plus ou moins, faisant partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-un (p. 581) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, comté de Berthier, tenant d'un côté à la paroisse de Saint-Jean-de-Matha, d'autre côté à Henry Ducharme, d'un bout à Ludger Champagne et Franklin Ménard, ou représentants, et d'autre bout, à Octavien Racine.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Gabriel-de-Brandon, district de Joliette, le QUATORZIÈME jour du mois de MARS 1951, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Sherif,
Bureau du Sherif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, le 1er février 1951. 29417-6-2-o
[Première insertion: 10 février 1951]

part of lot number ninety-eight (Pt. 98) on said official plan and book of reference; bounded at one end, to the north, by the public road, at the other end by the said farm of Louis Thomas Côté, on one side by the lot of land above described, and on the other side, by a lot of land belonging to the Estate Germer Asselin, which also forms part of lot No. 98—with a house, a hen-house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door of St-Félix de Valois, district of Joliette, on the FOURTEENTH day of the month of MARCH, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

As belonging to and being in the possession of the two defendants Gérard Boucher and Charles Édouard Boucher, the immovable property hereinafter mentioned and described, to wit:

A wooded lot of land measuring two arpents in width by twenty-five arpents in depth, the whole more or less, forming part of lot number five hundred and eighty-one (Pt. 581) on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of Saint-Gabriel-de-Brandon, county of Berthier, bounded on one side by the parish of Saint-Jean-de-Matha, on the other side by Henry Ducharme, at one end by Ludger Champagne and Franklin Ménard, or representatives, and at the other end, by Octavien Racine.

To be sold at the parish church door of Saint-Gabriel-de-Brandon, district of Joliette, on the FOURTEENTH day of the month of MARCH, 1951, at TWO o'clock in the afternoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, February 1, 1951. 29417-6-2
[First insertion: February 10, 1951]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 286579 } CHARLES AUGUSTE PRÉFONTAINE, marchand, faisant affaires seul sous la raison sociale de "E. PRÉFONTAINE & FILS, demandeur vs, REUBEN SMYTHE & WILFRID BRODEUR, curateur au délaissement.

Comme appartenant au défendeur mais en la possession du curateur au délaissement:

Les lots Un et Deux de la redivision officielle du lot numéro cent quarante-huit de la subdivision officielle du lot numéro originaire trois cent quarante-huit (348-148-1 et 2) des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, dans le comté de Chambly, maintenant la Cité de Longueuil, avec bâtisse sus-érigée, en construction, qui portera le numéro civique 459 de l'avenue St-Alexandre, à Longueuil.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, le VINGT-DEUX FÉVRIER, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 17 janvier 1951. 29295-3-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: No. 286579 } CHARLES AUGUSTE PRÉFONTAINE, merchant, carrying on business alone under the firm name and style of E. PRÉFONTAINE & FILS, plaintiff; vs REUBEN SMYTHE, defendant & WILFRID BRODEUR, curator to the surrender.

As belonging to the defendant but in the possession of the Curator to the Surrender.

Lots one and two of the official redivision of lot number one hundred and forty-eight, of the official subdivision of the original lot three hundred and forty-eight(348-148-1 and 2) on the official plan and in the book of reference for the village of Longueuil in the county of Chambly, now the city of Longueuil—with a building under construction thereon erected, which will bear civic number 459, St. Alexander Avenue, at Longueuil.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine de Longueuil, on the TWENTY-SECOND of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 17, 1951. 29295-3-2

Fieri Facias de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 289254 } CLERMONT MOTORS LTD. demanderesse, vs LES HÉRITIERS ET LA SUCCESSION de feu Georges Clavette, défendeurs.

Fieri Facias de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: No. 289254 } CLERMONT MOTORS LTD. plaintiff; vs THE HEIRS AND THE ESTATE of the late Georges Clavette, defendants.

Un emplacement, ayant front sur la rue du Couvent, dans la Village de St. Martin, dans le comté de Laval, connu et désigné comme faisant partie du lot quatre cent soixante et quatre (N° Ptie 464) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la Paroisse de St. Martin, mesurant quarante-cinq pieds de front par cent vingt-cinq pieds de profondeur (45′ x 125′) mesure anglaise et plus ou moins, borné en front et à l'ouest par la rue du Couvent, en arrière par une partie du terrain de M. Jean Baptiste Presseau, d'un côté du terrain vers le sud par l'emplacement de Moïse Trépanier et de l'autre côté vers le nord par partie dudit lot appartenant à M. Arthur Cousineau, avec une maison en bois à un étage contenant un logement et dépendances y érigées avec toutes les appliques électriques installées dans le dit logement et les accessoires s'y trouvant.

Un emplacement faisant partie du lot numéro quatre cent cent soixante et quatre (N° Ptie 464) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint Martin, mesurant cinquante pieds de largeur sur la rue du Collège, par cent vingt-cinq pieds de profondeur, plus ou moins, c'est à dire tout l'espace qu'il y a entre la rue du Collège et le terrain de Sieur Stanislas Goyer ou représentants et borné du côté Sud par le terrain de Georges Clavette et du côté Nord par le résidu dudit lot appartenant à l'Oeuvre et Fabrique de St-Martin, avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Martin, le QUINZE MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 5 février 1951. 29425-6-2-o
[Première insertion: 10 février 1951]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: ALFRED BARTLETT, demandeur vs ROBERT ROSE, défendeur. N° 292986

a) Un lot de terre situé dans la Paroisse de Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, connu et désigné sous le numéro quarante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent six (206-43) des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, borné en front au sud-est par la rue St-Louis, no. 206-86 en arrière au nord-ouest par le no. 205, d'un côté au nord-est par le no. 206-42, de l'autre côté au sud-ouest par le no. 206-44 contenant cinquante pieds (50′) de largeur par quatre-vingt-six pieds (86′) de longueur, formant une superficie de quatre mille trois cents pieds M.A. (4,300′) avec bâtisses sus-érigées;

b) Un lot de terre situé dans la Paroisse de Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, connu et désigné sous le numéro quarante-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent six (206-44) des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, borné en front au sud-est par la rue St-Louis no. 206-86 en arrière au nord-ouest par le no. 205, d'un côté au nord-est par le no. 206-43 et de l'autre côté au sud-ouest par un chemin public, ayant quarante-huit pieds (48′) de largeur en front et soixante-huit pieds (68′) de largeur en profondeur, par une longueur de quatre-vingt-six pieds (86′) formant une superficie de quatre mille neuf cent quatre-vingt-huit pieds M.A. (4,988′), avec bâtisses sus-érigées;

An emplacement fronting on "du Couvent" street, in the village of St. Martin, in the county of Laval, known and designated as forming part of lot four hundred and sixty-four (Pt. No. 464) of the official cadastral plan and book of reference for the parish of St. Martin, measuring forty-five feet in front by one hundred and twenty-five feet in depth, (45′ x 125′) English measure and more or less, bounded in front on the west by "du Couvent" street, in rear by a part of the land of Mr. Jean-Baptiste Presseau, on one side of the land, towards the south, by the emplacement of Moïse Trépanier, and on the other side towards the north, by part of said lot belonging to Mr. Arthur Cousineau, with a wooden one story house containing a dwelling and dependencies thereon erected with all electrical fixtures installed in the said dwelling and the accessories there to be found.

An emplacement forming part of lot number four hundred and sixty-four (No. Pt. 464) of the official plan and book of reference for the parish of Saint-Martin, measuring fifty feet in width on "du Collège" street by one hundred and twenty-five feet in depth, more or less, namely the whole space existing between "du Collège" street and the land of sieur Stanislas Goyer or representative, and bounded on the south by the land of Georges Clavette and on the north by the residue of said lot belonging to "L'Oeuvre et Fabrique de St-Martin"—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Martin, on the FIFTEENTH of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Shériff.
Montreal, February 5, 1951. 29425-6-2
[First insertion: February 10, 1951]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: ALFRED BARTLETT, plaintiff; vs ROBERT ROSE, defendant. No. 292986

a) A lot of land situate in the Parish of Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, known and designated as number forty-three of the official subdivision of original lot number two hundred and six (206-43) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, bounded in front on the southeast by St-Louis street, No. 206-86, in rear to the northwest by No. 205, on one side, to the northeast by No. 206-42, on the other side to the southwest by No. 206-44; measuring fifty feet (50′) in width by eighty-six feet (86′) in length, forming a superficial area of four thousand three hundred feet English measure (4,300′)—with buildings thereon erected;

b) A lot of land situate in the Parish of Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, known and designated as number forty-four of the official subdivision of original lot number two hundred and six (206-44) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, bounded in front on the southeast by St-Louis street No. 206-86; in rear to the northwest by No. 205, on one side to the northeast by No. 206-43 and on the other side to the southwest by a public road, measuring forty-eight feet (48′) in width in front and sixty-eight feet (68′) in width at the depth, by a length of eighty-feet (86′) forming a superficial area of four hundred nine hundred and eighty-eight feet, English measure (4,988′)—with buildings thereon erected.

Pour être vendus, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Ste. Jeanne de Chantal de l'Ile Perrot, le QUINZE MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 6 février 1951. 29443-6-2-o
[Première insertion: 10 février 1951]

To be sold, at the door of the parish church of Ste-Jeanne de Chantal de l'Ile Perrot, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Shériff.
Montreal, February 6, 1951. 29443-6-2
(First insertion: February 10, 1951)

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 60146 — ROMÉO CLOUTIER, entrepreneur, domicilié à 101 rue Châteauguay, cité et district de Québec; contre VICTOR PLAMONDON, domicilié à 1246 rue St-Valier, cité et district de Québec, à savoir:

Avis est par le présent donné que l'immeuble qui devait être vendu en la présente cause au bureau d'enrégistrement, au Palais de Justice, à Québec, le cinquième jour de janvier 1951, à dix heures du matin, et qui ne l'a pas été, sera vendu au même endroit, le DEUXIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 6 février 1951. 29428-o
(Première insertion: 10 février 1951]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No 60146 — ROMÉO CLOUTIER, contractor, domiciled at 101 Châteauguay Street, city and district of Quebec; against VICTOR PLAMONDON, domiciled at 1246 St-Vallier street, city and district of Quebec, to wit:

Notice is hereby given that the immovable which was to be sold in the present case, at the Registry Office, in the Court House, at Quebec, on the fith day of January, 1951, at ten o'clock in the forenoon, and which was not sold, will be sold at the same place on the SECOND day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, February 6, 1951. 29428
[First insertion: February 10, 1951]

Fieri Facias

Québec, à savoir N° 61030 — LEBOEUF & GRENIER LTÉE, corporation constituée fournisseurs de matériaux de construction ayant son siège social à 226 rue de la Couronne, cité et district de Québec; contre VICTOR PLAMONDON, domicilié à 1246 rue St-Vallier, cité et district de Québec, à savoir:

Avis est par le présent donné que l'immeuble qui devait être vendu en la présente cause au bureau d'Enregistrement, au palais de justice, à Québec, le cinquième jour de janvier 1951, à dix heures du matin, et qui ne l'a pas été, sera vendu au même endroit, le DEUXIÈME jour MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION,
Québec, 6 février 1951. 29429-o
[Première insertion: 10 février 1951]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 61030 — LEBOEUF & GRENIER LTÉE, a lawfully corporated body, suppliers of building materials, having its head office at 226 de la Couronne street, city and district of Quebec; against VICTOR PLAMONDON, domiciled at 1246 St-Valier street city and district of Quebec, to wit:

Notice is hereby given that the immovable which was to have been sold in the present case, at the Registry Office, in the Court House, at Quebec, on the fifth day of January, 1951, at ten o'clock in the forenoon, and which was not sold, will be sold at the same place on the SECOND day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, February 6, 1951. 29429
[First insertion: February 10, 1951]

RICHELIEU

Fieri Facias
Cour de l'Échiquier

Canada, Province de Québec, N° 32959 — LE ROI (Loi de l'Impôt sur le Revenu, et amendements) —et— J. ONÉSIME MONGRAIN, de la cité de Sorel, district de Richelieu.

Comme appartenant au défendeur J. Onésime Mongrain:

"Un emplacement situé en la Cité de Sorel, côté est rue du Roi, faisant partie du lot numéro quatre cent quarante-huit (ptie 448) du cadastre de la ville de Sorel, mesurant 54 pieds et 6 pouces de largeur en front et 53 pieds et 6 pouces de largeur à sa profondeur, sur 44 pieds de profondeur, le tout de mesure anglaise; avec les bâtisses y érigées; tenant en front la rue du Roi, en profondeur partie du numéro 449, du côté sud le numéro 446 et du côté nord le résidu du dit numéro 448 appartenant à l'honorable Athanase David,"

RICHELIEU

Fieri Facias
Exchequer Court

Canada, Province of Quebec, No. 32959 — THE KING (Income Tax Act and amendments) —and— J. ONÉSIME MONGRAIN, of the city of Sorel, district of Richelieu.

As belonging to the defendant J. Onésime Mongrain:

An amplacement situate in the city of Sorel, east side of du Roi street, forming part of lot number four hundred and forty-eight (Pt. 448) on the cadastre for the City of Sorel, measuring 54 feet and 6 inches in width in front and 53 feet and 6 inches in width at its depth, by 44 feet in depth, the whole English measure; with the buildings thereon erected; bounded in front by du Roi street, in depth partly by No. 449, on the south side by No. 446 and on the north side by the residue of said No. 448 belonging to the Honourable Athanase David.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Sorel, MARDI le TREIZE MARS 1951, à DEUX heures p.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. PAQUIN.
Sorel, le 5 février 1951. 29427-6-2-o
[Première insertion: le 10 février 1951]

To be sold, at my office, in the city of Sorel, on TUESDAY the THIRTEENTH day of MARCH, 1951, at TWO o'clock in the forenoon.

R. PAQUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, February 5, 1951. 29427-6-2
[First insertion: February 10, 1951]

RIMOUSKI

Cour Magistrat

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 10801, J. O. LAROCQUE, d'Amqui, district de Rimouski, demandeur vs ALBANY D'AMOURS de la paroisse de Causapscal, district de Rimouski, défendeur.

"Une terre connue et désignée comme étant le lot N° 37 du rang 4, au cadastre officiel pour la Canton Causapscal, sauf à distraire la partie vendue à la commission scolaire de la paroisse Causapscal, en vertu de l'acte enrégistrée sous le N° 26386,"

Pour être vendu à la porte de l'église de Causapscal le QUATORZE MARS 1951, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
29447-6-2-o CHARLES GARON.
[Première insertion: 10 février 1951]

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 12062. PASCAL DUBÉ, marchand de la ville de Rimouski, demandeur, vs JOS MARCEAU, de l'endroit appelé Nazareth, district de Rimouski, défendeur.

Une partie du lot N° 7 au cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur, étant un terrain de 50 pieds sur 129 pieds M.A. borné au nord à Hector Côté, à l'est à Iréné Côté, au sud à Georges Langlois, à l'ouest à la rue, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Cette vente est sujette à une rente annuelle de $15.00 par année.

Pour être vendu à la porte de l'église de Nazareth de Rimouski, le QUINZE MARS 1951 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
29444-6-2-o CHARLES GARON.
[Première insertion: 10 février 1951]

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 11715. J. L. THERRIAULT, & FILS LTÉE, corps politique légalement contitué ayant son siège social à Québec, demandeur vs DAMASE POULIOT, 16 rue Levesque St-Robert, de Rimouski, district de Rimouski, défendeur.

Une partie du lot N° 211, étant un terrain mesurant 90 pieds sur 63 pieds plus ou moins borné au nord à Paul Gagné fils d'Albert, à l'est au Séminaire, au sud à Eugène Gagné et à l'ouest à la rue, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances. Cette vente est sujette à une rente à Mr. Julien Ouellet.

Pour être vendu à la porte de l'église de St. Robert de Rimouski le TREIZE de MARS 1951, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
29445-6-2-o CHARLES GARON.
[Première insertions: 10 février 1951]

RIMOUSKI

Magistrate's Court

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 10801 J. O. LAROCQUE, of Amqui, district of Rimouski, plaintiff; vs ALBANY D'AMOURS, of the parish of Causapscal, district of Rimouski, defendant.

"A farm known and designated as being lot No. 37, of range 4, on the official cadastre for the township of Causapscal, save to be deducted the part sold to the School Commission of the parish of Causapscal, in virtue of a deed, registered under No. 26386."

To be sold at the church door of Causapscal, on the FOURTEENTH of MARCH, 1951, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES GARON,
29447-6-2 Shériff.
[First insertion: February 10, 1951]

Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 12062 PASCAL DUBÉ, merchant, of the town of Rimouski, plaintiff; vs JOS MARCEAU, of the place called Nazareth, district of Rimouski, defendant.

A part of lot No. 7 on the official cadastre for the parish of Notre-Dame du Sacré-Cœur, being a lot of land of 50 feet by 129 feet E.M., bounded on the north by Hector Côté, on the east by Iréné Côté, on the south by Georges Langlois, on the west by the street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. This sale is subject to annual rental of $15 per annum.

To be sold at the church door of Nazareth de Rimouski, on the FIFTEENTH of MARCH 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES GARON,
29444-6-2 Shériff.
[First insertion: February 10, 1951]

Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 11715 J. L. THERRIAULT, & FILS LTÉE, a body politic and corporate having its head office at Quebec, plaintiff; vs DAMASE POULIOT, 16 Levesque street, St-Robert de Rimouski, district of Rimouski, defendant.

A part of lot No. 211, being a lot of land measuring 90 feet by 63 feet more or less, bounded on the north by Paul Gagné, son of Albert, on the east by the Seminary, on the south by Eugène Gagné and on the west by the street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. The said sale is subject to a rend in favour of Mr. Julien Ouellet.

To be sold at the church door of St-Robert de Rimouski, on the THIRTEENTH day of MARCH, 1951, at TWO o'clock in the forenoon.

CHARLES GARON,
29445-6-2 Sheriff.
[First insertion: February 10, 1951]

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 10550.

LOUIS KEABLE, marchand de St-Édouard des Méchins, Cté Matane, district de Rimouski, demandeur vs DONAT VEILLEUX, cultivateur de Lac-des-Aigles, Cté de Rimouski, district de Rimouski, défendeur.

Une partie du lot N° 40, rang 1, au cadastre officiel du Canton Biencourt mesurant 180 pieds de largeur sur 150 pieds de profondeur, borné au nord-ouest à Alfred Lizotte, au sud-est au chemin public, au nord-est à Alfred Lizotte, au sud-est à Johnny Lavoie, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le lot N° 41, rang 2 Nord-ouest, au cadastre officiel du Canton Biencourt, district de Rimouski.

Pour être vendu à la porte de l'église de Lac-des-Aigles le DOUZE de MARS 1951, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
29446-6-2-o CHARLES GARON.

[Première insertion: 10 février 1951]

Superior Court

Canada, Province of Québec, District of Rimouski, No. 10550.

LOUIS KEABLE, merchant, of St-Édouard de Méchins, Co. Marane, district of Rimouski, plaintiff, vs DONAT VEILLEUX, farmer, of Lac-des-Aigles Co. of Rimouski, district of Rimouski, defendant.

A part of lot No. 40, range 1, on the official cadastre for the township Biencourt, measuring 180 feet in width by 150 feet in depth, bounded on the northwest by Alfred Lizotte, on the southeast by the public road, on the northeast by Alfred Lizotte, on the southeast by Johnny Lavoie—with buildings thereon erected, circunstances and dependencies.

Lot No. 41, range 2 Northwest, on the official cadastre for the township Biencourt, district of Rimouski.

To be sold at the church door of Lac-des-Aigles, on the TWELFTH of MARCH, 1951, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES GARON,
29446-6-2 Sheriff.

[First insertion: February 10, 1951]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec
Cour de Magistrat, à Rouyn

District de Rouyn-Noranda. N° 11827

THOMAS MONGEON, demandeur, vs OMER CARON, défendeur.

Saisis comme appartenant au défendeur:

Les droits acquis sur le lot portant le numéro 53 du Rang IV du canton de Bellecombe, dist. de Rouyn-Noranda, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'Église de St-Roch de Bellecombe, P.Q., MERCREDI, le VINGT-ET-UNIÈME jour de FÉVRIER 1951, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU.
Rouyn, P.Q., 16 janvier 1951. 29288-3-2-o

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Quebec
Magistrate's Court, at Rouyn.

District of Rouyn-Noranda, No. 11827

THOMAS MONGEON, plaintiff, vs OMER CARON, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

The acquired rights on lot bearing number 53 of Range IV of Bellecombe Township, Dist. of Rouyn-Noranda, with buildings thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at the Church Door of St-Roch de Bellecombe, P.Q., WEDNESDAY, FEBRUARY. TWENTY-FIRST, 1951, at TWO o'clock in the afternoon.

J. H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office Sheriff.
Rouyn, P.Q., January 16th 1951. 29288-3-2-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 6

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Dagenais vs Layer 557
Marquis vs Domingue..... 557

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

93, section "E" — Employés municipaux de la ville de Jonquière..... 565
93, section "F" — Employés municipaux de la ville de Kénogami..... 564
93, section "G" — Métiers de la construction pour les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville..... 564
120, section "A" — Industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal..... 558
120, section "B" — Tanneries et corroieries dans la Province..... 562
120, section "C" — Industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la Province..... 562

Index of the Quebec Official Gazette, No. 6

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dagenais vs Layer 557
Marquis vs Domingue..... 557

ORDERS IN COUNCIL:

93, part "E" — Municipal employees of the town of Jonquière..... 565
93, part "F" — Municipal employees of the town of Kénogami..... 564
93, part "G" — Construction trades in the counties of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville..... 564
120, part "A" — Paper box industry int the district of Montreal..... 558
120, part "B" — Tanning and currying in the Province..... 562
120, part "C" — Women's and children's millinery industry in the Province..... 562

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 525

AVIS DIVERS:

Association Amateur Athlétique de la Police de Montréal (Directeurs) 570
Association Amateur Athlétique de la Police de Montréal (Règlements) ... 570
Cap Airways Limited (Directeurs) 570
Club Automobile de St-Guillaume et Ste-Eveline (Fondation) 569
Club Automobile Ste-Clotilde (Fondation) 565
Club d'Automobilistes de St-Théophile (Fondation) 568
C. P. Petersen & Sons Limited (Directeurs) 565
Dupuis, Parizeau, Tremblay, Limitée (Directeurs) 566
La Caisse Populaire de Laprairie (Fondation) 567
La Caisse Populaire Desjardins de L'Annonciation (Fondation) 570
La Jeunesse Agricole Catholique Inc. (Directeurs) 569
L'Association des Éleveurs de Dindons du Québec (Formation) 567
L'Association Professionnelle des Employés de Postes Radiophoniques Inc. (Formation) 569
Le Chantier Coopératif de Saint-Vital (Changement de nom) 569
Leisure Wear Inc. (Directeurs) 567
Le Syndicat National des Employés de Coopératives de la Région du Lac Lac Saint-Jean (Formation) 568
Mont Tremblant Lodge, Limited (Directeurs) 567
Parisian Fashions Distributors, Inc. (Directeurs) 568
Secrétariat Social de l'Enfance de Rimouski (Règlements) 570
Société des Infirmières Visiteuses (Règlements) 570
Ste-Anne de Chicoutimi, village de (Demande d'érection) 566
Syndicat de l'Entretien des Chemins d'Hiver de St-Edmond (Fondation) 569
Union des Ouvriers du Fer et du Titanium de Sorel (Formation) 568

CHARTES — ABANDON DE:

Adhill Trading Inc. 571
Amphi Gold Properties Limited 571
DeClercq Mining Limited. 571
Giroux Immeubles Ltée. 571
Glow-Craft Sportswear Inc. 572
Godbout & Fortin Inc. 572
Kilfo Inc. 572
Killarney Hotel Limited 572
Lanco Ltd. 573
Union Jobbers Co. Ltd. 573
Victoriaville Textile Corporation. 573

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:

Deep Rock Oil Corporation 573

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Arvida, commissaires d'écoles de. 553
Beauport, ville de. 555
Belœil, ville de 554
Bulteau, Louis *et al* 552
Commission de transport de Montréal 557

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 525

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Amateur Athlétique de la Police de Montréal (Directors) 570
Association Amateur Athlétique de la Police de Montréal (By-Laws) 570
Cap Airways Limited (Directors) 570
Club Automobile de St-Guillaume et Ste-Eveline (Foundation) 569
Club Automobile Ste-Clotilde (Foundation) 565
Club d'Automobilistes de St-Théophile (Foundation) 568
C. P. Petersen & Sons Limited (Directors) 565
Dupuis, Parizeau, Tremblay, Limitée (Directors) 566
La Caisse Populaire de Laprairie (Foundation) 567
La Crisse Populaire Desjardins de L'Annonciation (Foundation) 570
La Jeunesse Agricole Catholique Inc. (Directors) 569
L'Association des Éleveurs de Dindons du Québec (Formation) 567
L'Association Professionnelle des Employés de Postes Radiophoniques Inc. (Formation) 569
Le Chantier Coopératif de Saint-Vital (Change of name) 569
Leisure Wear Inc. (Directors) 567
Le Syndicat National des Employés de Coopératives de la Région du Lac Saint-Jean (Formation) 568
Mont Tremblant Lodge, Limited (Directors) 567
Parisian Fashions Distributors, Inc. (Directors) 568
Secrétariat Social de l'Enfance de Rimouski (By-Laws) 570
Société des Infirmières Visiteuses (By-Laws) 570
Ste-Anne de Chicoutimi, village of (Application of erection) 566
Syndicat de l'Entretien des Chemins d'Hiver de St-Edmond (Foundation) 569
Union des Ouvriers du Fer et du Titanium de Sorel (Formation) 568

CHARTERS — SURRENDER OF:

Adhill Trading Inc. 571
Amphi Gold Properties Limited 571
DeClercq Mining Limited. 571
Giroux Immeubles Ltée. 571
Glow-Craft Sportswear Inc. 572
Godbout & Fortin Inc. 572
Kilfo Inc. 572
Killarney Hotel Limited. 572
Lanco Ltd. 573
Union Jobbers Co. Ltd. 573
Victoriaville Textile Corporation. 573

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Deep Rock Oil Corporation 573

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Arvida, School Commissioners of 553
Beauport, town of 555
Belœil, town of. 554
Bulteau, Louis *et al* 552
Montreal Transportation Commission. . 557

Corporation de l'Ascension de Notre-Seigneur *et al.* 555
Hôpital Laval 553
Le Collège des Horlogers-Joailliers de la Province de Québec 557
Ligue Anti-tuberculeuse de Montréal Inc. — Montreal Anti-tuberculosis League Inc. 553
Longueuil, cité de. 552
Mont-Joli, ville de 555
Notre-Dame-du-Lac, munic. 555
Outremont, cité de. 554
Reichman, Frederick Dr. 552
Starzynski, Francis Joseph. 552
Ste-Anne-de-Beaupré, village. 555
Succession Joseph Drapeau 554
Terrebonne, ville de. 553

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la mission de Ste-Florence de Beaurivage. 574
Cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame de Fatima 573
Cercle agricole de la paroisse de Ste-Agnès de Bellecombe. 574
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Bagot. 574
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Verchères 574

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:
Grosses-Roches. 574
St-Gérard. 575

TRAVAIL:

Comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du Port de Montréal (Modification). 580
Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons de la province de Québec (Modificaton)... 583
Comité conjoint des tanneries et corroieries de la province de Québec (Prélèvement). 586
Comité paritaire de l'industrie du verre, district de Québec (Prélèvement).... 588
Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Montréal (Prélèvement)..... 585
Employés des services funéraires des Iles de Montréal et de Jésus (Modification) 584
Établissements commerciaux de la ville de Rimouski (Modification)..... 582
Industrie de la construction dans la région des Cantons de l'Est (Modifications) 584
Industrie du fer ou bronze ornemental (Modification). 581
Métiers de l'imprimerie dans l'Ile de Montréal (Modification). 575
Mineurs de Red Mill (Modification)... 583

TRÉSOR:
Assurances:

Sentinel Fire Insurance Company. 589

ERRATUM:

Arrêté en conseil N° 93, section "D" — Industrie de la construction et de la réparation mécanique dans les districts judiciaires de Québec et de Beauce 590

Corporation de l'Ascencion de Notre-Seigneur *et al.* 555
Hôpital Laval 553
Le Collège des Horlogers-Joailliers de la Province de Québec. 557
Ligue Anti-tuberculeuse de Montréal Inc. — Montreal Anti-tuberculosis League Inc. 553
Longueuil, city of. 552
Mont-Joli, town of. 555
Notre-Dame-du-Lac, munic. 555
Outremont, city of. 554
Reichman, Frederick Dr. 552
Starzynski, Francis Joseph. 552
Ste-Anne-de-Beaupré, village. 555
Estate of Joseph Drapeau. 554
Terrebonne, town of 553

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Farmers' club of the mission of Ste-Florence de Beaurivage. 574
Cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame de Fatima 573
Farmers' club of the parish of Ste-Agnès de Bellecombe. 574
Dissolution of farmers' clubs in the county of Bagot 574
Dissolution of farmers' clubs in the county of Verchères. 574

EDUCATION:

School Municipality of:
Grosses-Roches. 574
St-Gérard. 575

LABOUR:

Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal (Amendment) 580
Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry of the Province of Quebec (Amendment) 583
Tanners and Curries Joint Committee of the Province of Quebec (Levy).... 586
Parity Committee of the Glass Industry, District of Quebec (Levy)..... 588
Parity Committee of Barbers and Men's Hairdressers of Montreal (Levy).... 585
Undertakers' employees in Montreal and Jesus Islands (Amendment).... 584
Commercial establishments of the town of Rimouski (Amendment). 582
Construction industry in the Eastern Townships District (Amendement).. 584
Ornamental iron and bronze industry (Amendment) 581
Printing trades in the Island of Montreal (Amendment) 575
Mine workers of Red Mill (Amendment) 583

TREASURY:
Insurance:

Sentinel Fire Insurance Company. 589

ERRATUM:

Order in Council No. 93, part "D" — Metal trades in the judicail districts of Quebec and Beauce..... 590

EXAMEN DU BARREAU:

Bas St-Laurent: étude du droit 590

BAR EXAMINATION:

Lower St. Lawrence: study of law..... 590

LETTRES PATENTES:

Accueil Franco-Canadien Inc. 526
Acoustique & Platres Inc..... 527
Ad Mat Service Limited..... 527
Allmo Paving, Ltd. 527
Association des Hommes d'Affaires de Rosemont Inc..... 527
Bart School Inc.. 528
Barvin Mines Limited..... 528
Beebe Bobbin and Lumber Co. Ltd.. .. 529
Belle Copper and Gold Mines Limited 529
Cliche Auto St-Georges Inc.. 530
Coté & Godbout Inc..... 530
Crescent Realty Inc. 530
Damase Lalonde Limité — Damase Lalonde Limited 531
Dionne Automobiles Incorporé 531
D. & E. Interests Inc.. 531
E. Bouchard & Fils Ltée..... 532
Ferland & Laliberté, Limitée..... 532
Fouresome Interests Ltd. 532
Gaspé Automobile Inc. 533
Gérard Dumais Inc.. 533
G. Marchand & Frère Ltée 533
Imprimerie Richelieu Limitée..... 534
J. A. Boucher Ltée. 534
Jean-Paul Rousseau Inc.. 534
Knowlton Investments Limited. 535
Lacolle Tire Repair Inc. 535
L'Association des Chemins d'Hiver Nicolet-Ste-Monique-Ste-Perpétue . . 535
L. B. Delaney Co. Ltd.. 536
Le Bureau Industriel et Touristique du Cap de la Madeleine Inc. 536
L'Oeuvre des Jeunes de St-Siméon 536
L'Oeuvre des Vocations du Diocèse de Montréal 590
Melvin Cohen Inc.. 537
Nettoyeur Richelieu Inc..... 537
Notre-Dame Lumber Inc.. 537
P. A. Boutin, Inc..... 538
Pilon Ltée 538
Plouffe & Cie Ltée. 538
Quality Pants Limited. 539
Rapid Oxygen Ltée — Rapid Oxygen Ltd.. 539
Rojak Corporation. 539
Savon Campeau Soap Inc. 540
Séminaire de Marie-Médiatrice 590
Snajard Incorporated. 540
Théberge Automobile Ltée — Théberge Automobile Ltd.. 540
Tire Centre Limited. 541
Trudeau & Trudeau Limitée 541
Valère Brochu Inc.. 541
Welch Motor Sales Limited 542
Zicat & Frères, Inc.. 542

LETTERS PATENT:

Accueil Franco-Canadien Inc. 526
Acoustique & Platres Inc..... 527
Ad Mat Service Limited..... 527
Allmo Paving, Ltd. 527
Association des Hommes d'Affaires de Rosemont Inc..... 527
Bart School Inc.. 528
Barvin Mines Limited..... 528
Beebe Bobbin and Lumber Co. Ltd.. .. 529
Belle Copper and Gold Mines Limited 529
Cliche Auto St-Georges Inc.. 530
Coté & Godbout Inc..... 530
Crescent Realty Inc. 530
Damase Lalonde Limitée — Damase Lalonde Limited 531
Dionne Automobiles Incorporé 531
D. & E. Interests Inc.. 531
E. Bouchard & Fils Ltée..... 532
Ferland & Laliberté, Limitée..... 532
Fouresome Interests Ltd. 532
Gaspé Automobile Inc. 533
Gérard Dumais Inc.. 533
G. Marchand & Frère Ltée 533
Imprimerie Richelieu Limitée..... 534
J. A. Boucher Ltée. 534
Jean'Paul Rousseau Inc.. 534
Knowlton Investments Limitée. 535
Lacolle Tire Repair Inc. 535
L'Association des Chemins d'Hiver Nicolet-Ste-Monique-Ste-Perpétue . . 535
L. B. Delaney Co. Ltd. 536
Le Bureau Industriel et Touristique du Cap de la Madeleine Inc. 536
L'Oeuvre des Jeunes de St-Siméon 536
L'Oeuvre des Vocations du Diocèse de Montréal 590
Melvin Cohen Inc.. 537
Nettoyeur Richelieu Inc..... 537
Notre-Dame Lumber Inc.. 537
P. A. Boutin, Inc..... 538
Pilon Ltée 538
Plouffe & Cie Ltée. 538
Quality Pants Limited. 539
Rapid Oxygen Ltée — Rapid Oxygen Ltd.. 539
Rojak Corporation. 539
Savon Campeau Soap Inc. 540
Séminaire de Marie-Médiatrice 590
Snajard Incorporated. 540
Théberge Automobile Ltée — Théberge Automobile Ltd.. 540
Tire Centre Limited. 541
Trudeau & Trudeau Limitée 541
Valère Brochu Inc.. 541
Welch Motor Sales Limited 542
Zicat & Frères, Inc.. 542

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

A. Desroches, Inc. 542
Alma Construction, Limitée. 543
Better Built Cloak Co. Limited. 543
Boudrias Frères Limitée 543
Collet Frères Limitée. 543
Crabtree & Company Ltd.. 544
Craven Clothes & Sportswear Inc. 544
C. Robitaille Inc. 544
Enterprise Holdings Ltd. 544
Forest Specialties Inc.. 545
Girard-MacLean Limited — Girard-MacLean Limitée. 545

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

A. Desroches, Inc. 542
Alma Construction, Limitée. 543
Better Built Cloak Co. Limited. 543
Boudrias Frères Limitée 543
Collet Frères Limitée. 543
Crabtree & Company Ltd.. 544
Craven Clothes & Sportswear Inc. 544
C. Robitaille Inc. 544
Enterprise Holdings Ltd. 544
Forest Specialties Inc.. 545
Girard-MacLean Limited — Girard-MacLean Limitée. 545

Hamster Skin Co. Ltd. 545
Héroux & Robert Limitée..... 545
Hôtel Clarendon Limitée — Clarendon Hotel Limited. 546
Howard-Bienvenu Inc. 546
Immeubles Ferland Inc. 546
La Compagnie de Publication du Nouvelliste Limitée. 547
La Tribune Limitée 547
Le Meuble de Disraéli Ltée — Disréali Furniture Ltd. 547
Little Queen Dress Company Limited . 547
Louis T. Blais Limitée. 548
MacLachlan-Wood Limited 548
Manganese Steel Castings Limited 548
Mortgage and Discount Corporation of Canada. 548
New York Wire Works Limited..... 549
Nu-Bilt Bedding Ltd. 549
Nu-Bilt Chesterfield Mfg. Co. Ltd.. ... 549
Paris Maid Footwear Company, Limited 550
Peninsular Oil Corporation Limited... 550
Sample Dress Inc. 550
St. Lawrence Accessories & Automotive Parts Ltd. 550
Théâtre Belœil Ltée. 550
Triangle Refrigeration Company. 551
Victoria Shirt Limited. 551
Yamaska Shirt Limited. 551

NOMINATIONS:

Diverses. 591

SIÈGE SOCIAL:

Key Sales Associates Ltd.. 591

SOUMISSIONS:

Lauzon, ville de 592
Trois-Rivières, commission scolaire de la paroisse de. 591

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Ry. Co. 593

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Jodoin, Léonard 594
Provost, Marcel 594

VENTES POUR TAXES:

Labelle, comté de (Erratum) 596
Lac St-Jean-Est, comté de 596
L'Assomption, comté de (Correction). . 596

VENTES PAR SHÉRIFS:

JOLIETTE:

Ducharme vs Boucher *et al.* 597

MONTRÉAL:

Bartlett vs Rose. 599
Clermont Motors Ltd vs Héritiers Georges Clavette 598
Préfontaine vs Smythe 598

QUÉBEC:

Cloutier vs Plamondon 600
Lebœuf & Grenier Ltée vs Plamondon. 600

Hamster Skin Co. Ltd. 545
Héroux & Robert Limitée..... 545
Hôtel Clarendon Limitée — Clarendon Hotel Limited. 546
Howard-Bienvenu Inc. 546
Immeubles Ferland Inc. 546
La Compagnie de Publication du Nouvelliste Limitée. 547
La Tribune Limitée 547
Le Meuble de Disraéli Ltée — Disraéli Furniture Ltd. 547
Little Queen Dress Company Limited.. 547
Louis T. Blais Limitée. 548
MacLachlan-Wood Limited 548
Manganese Steel Castings Limited 548
Mortgage and Discount Corporation of Canada. 548
New York Wire Works Limited..... 549
Nu-Bilt Bedding Ltd. 549
Nu-Bilt Chesterfield Mfg. Co. Ltd.. ... 549
Paris Maid Footwear Company, Limited 550
Peninsular Oil Corporation Limited... 550
Sample Dress Inc. 550
St. Lawrence Accessories & Automotive Parts Ltd. 550
Théâtre Belœil Ltée. 550
Triangle Refrigeration Company. 551
Victoria Shirt Limited. 551
Yamaska Shirt Limited. 551

APPOINTMENTS:

Miscellaneous 591

HEAD OFFICE:

Key Sales Associates Ltd.. 591

TENDERS:

Lauzon, town of 592
Trois-Rivières, School Commission of the parish of 591

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Ry. Co. 593

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Jodoin, Léonard 594
Provost, Marcel 594

SALES FOR TAXES:

Labelle, county of (Erratum). 596
Lake St. John East, county of. 596
L'Assomption, county of (Correction).. 596

SHERIFFS' SALES:

JOLIETTE:

Ducharme vs Boucher *et al.* 597

MONTREAL:

Bartlett vs Rose. 599
Clermont Motors Ltd. vs Heirs of Georges Clavette 598
Préfontaine vs Smythe 598

QUEBEC:

Cloutier vs Plamondon 600
Lebœuf & Grenier Ltée vs Plamondon 600

RICHELIEU:

Le Roi vs Mongrain. 600

RIMOUSKI:

Dubé vs Marceau. 601
J. L. Therriault & Fils Ltée vs Pouliot 601
Keable vs Veilleux 602
Larocque vs D'Amours 601

ROUYN-NORANDA:

Mongeon vs Caron. 602

29462-o

RICHELIEU:

The King vs Mongrain 600

RIMOUSKI:

Dubé vs Marceau. 601
J. L. Therriault & Fils Ltée vs Pouliot 601
Keagle vs Veilleux 602
Larocque vs D'Amours 601

ROUYN-NORANDA:

Mongeaon vs Caron. 602

29462-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, King's Printer.